INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 334 - DÉCEMBRE 2021

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 334

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Commerce extérieur : les exportations soutenues par le manque de JB en Europe
    - Des hausses de prix bienvenues face à l'inflation des charges
- Jeunes bovins
  - Europe
    - L'offre manque
- Femelles
  - Europe
    - Offre plus étoffée et cours soutenus
- Maigre
  - Exports dynamiques vers l'Italie en novembre
- Veaux de boucherie
  - Des prix et des coûts record
- Veaux nourrissons
  - Des prix au plancher malgré le dynamisme des exportations

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Le repli de la collecte s'accentue dans l'UE-27
  - Lait bio : la France fait exception dans l'UE-27
  - Monde : Baisse de la production dans les principaux bassins exportateurs.
- Marché des produits laitiers
  - Toujours plus de fromages au détriment des ingrédients laitiers

Viande ovine
- France
  - Les cours augmentent à l'approche de Noël
- UE et monde
  - Disponibilités limitées et flux contraints

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Sursaut de la collecte estivale et des fabrications
- Prix du lait de chèvre
  - Le prix de lait de chèvre poursuit sa revalorisation

La Chine a-t-elle fait des stocks de produits laitiers en 2021 ?

Hausses des charges et des prix des bovins finis. Le maigre ne suit pas.

Dernière révision le 14 décembre 2021

Après un début d'automne clément qui avait engendré un manque de viande de vache sur le marché européen en octobre, les réformes ont été plus nombreuses en novembre. Le marché est toutefois resté fluide pour les vaches qui sont venues combler le manque de jeunes bovins finis que les abatteurs rencontrent depuis plusieurs semaines. Les prix des JB restent orientés à la hausse, ce qui apporte un peu d'air aux éleveurs confrontés à l'envolée spectaculaire de leurs charges. Le recul de l'offre soutient également les cours des veaux gras, une hausse bienvenue dans un contexte d'augmentation des charges.

Les prix stagnent toutefois pour les broutards et restent bas pour les jeunes veaux laitiers. Les marchés exports sont pourtant aux achats pour tous les bovins maigres, grâce à la bonne valorisation des animaux finis et malgré la hausse des coûts d'alimentation.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

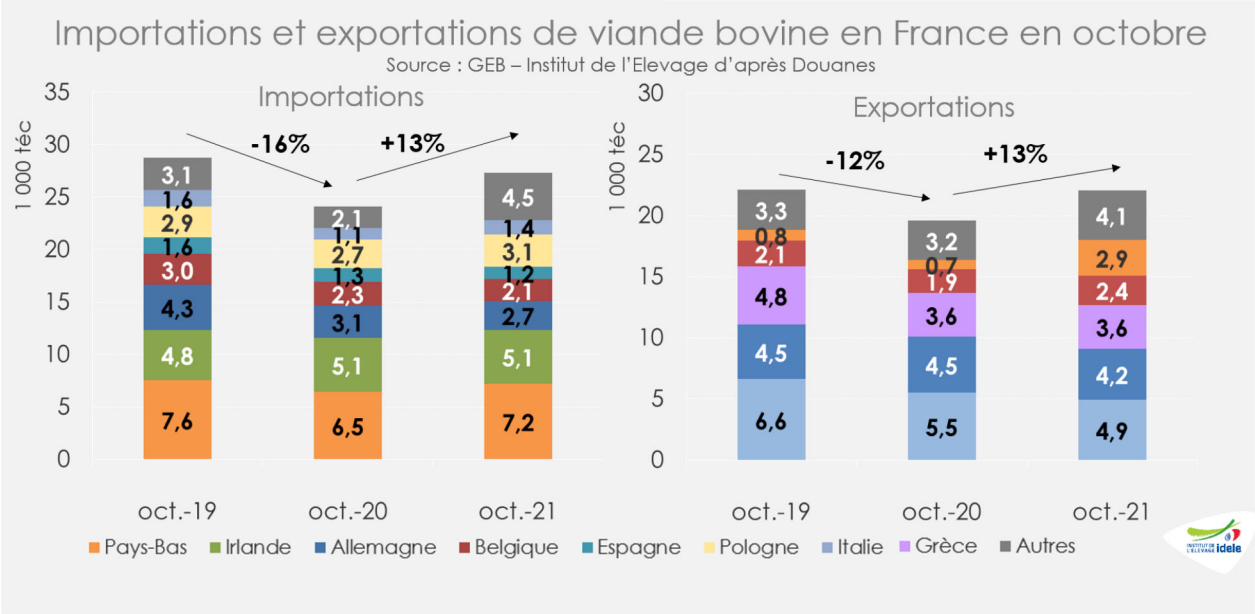
Commerce extérieur : les exportations soutenues par le manque de JB en Europe

Dernière révision le 14 décembre 2021

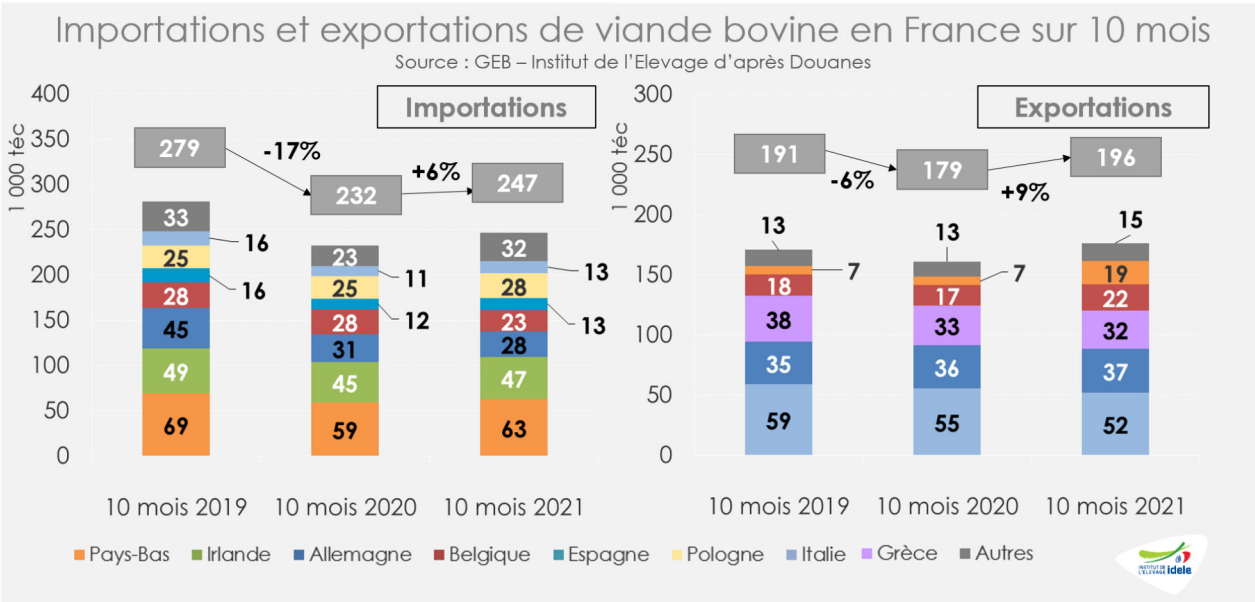
Depuis plusieurs mois, les exportations françaises sont dynamisées par un manque de mâles sur le marché communautaire. Les importations se redressent également malgré des prix en forte hausse. La RHD reste portée par la restauration rapide en France. Les achats au détail, notamment de viande hachée, restent soutenus.

Poursuite du redressement du commerce extérieur

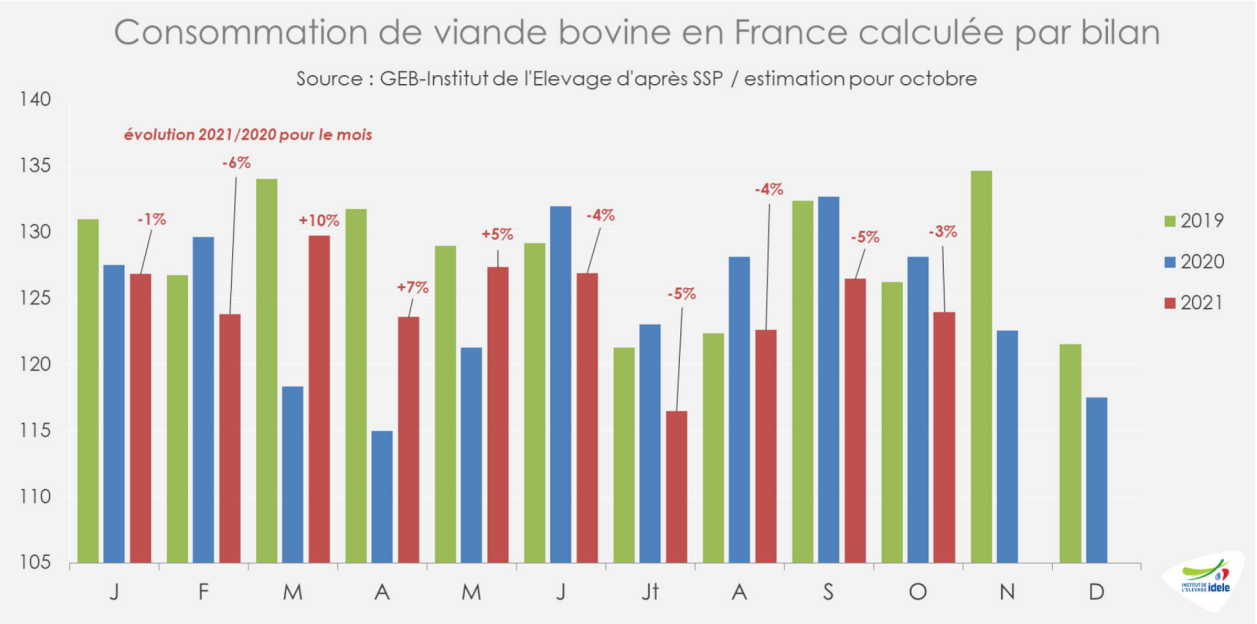
Le commerce extérieur de viande bovine en France s'est redressé en octobre 2021. Avec une demande européenne en JB dynamique, les **exportations françaises** ont atteint 22 000 téc (+13% /2020) ce mois-là. Les envois ont notamment progressé vers les Pays-Bas (2 900 téc : x4 /2020) et la Belgique (2 400 téc : +25% /2020). Les **importations** ont atteint 27 300 téc (+13% /2020) en progression notamment depuis les Pays-Bas (7 200 téc : +12% /2020) et la Pologne (2 700 téc : +13% /2020).



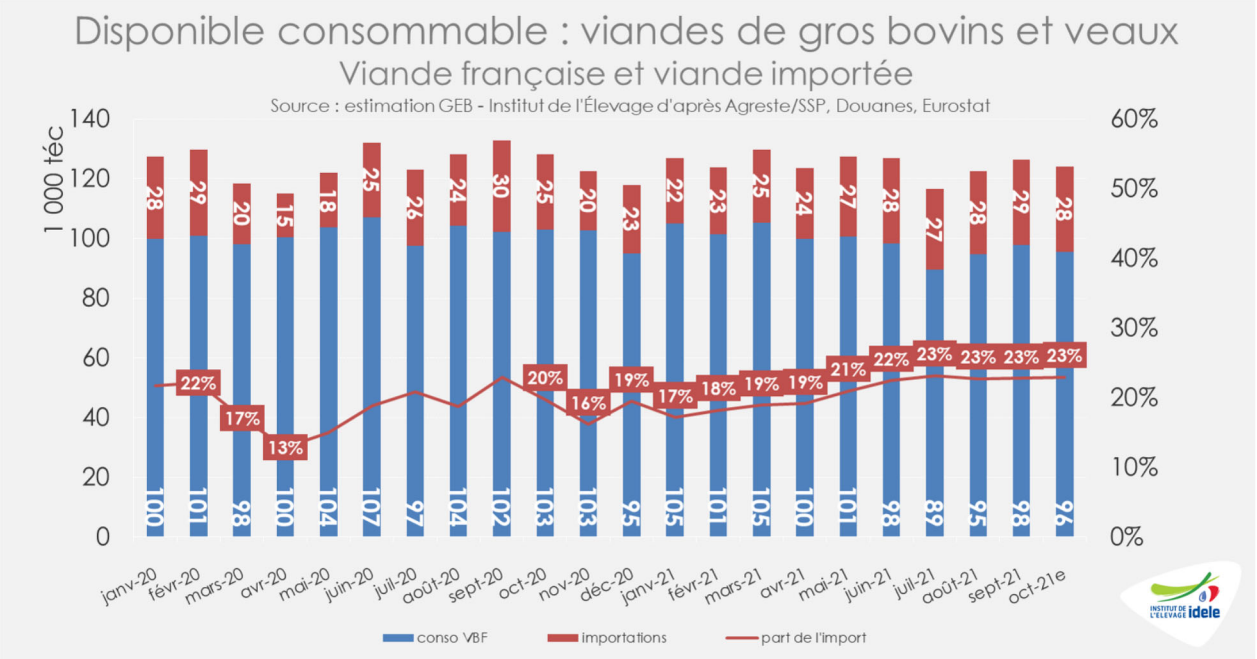
En cumul sur 10 mois, les exportations françaises de viande bovine ont dépassé les niveaux des deux dernières années à 196 000 téc (+10% /2020 et +3% /2019). Les importations se situaient à des niveaux intermédiaires, à 247 000 téc (+6% /2020 et -12% /2019).



La consommation calculée par bilan a de nouveau reculé en octobre 2021 pour le 5ème mois consécutif, à 124 000 téc (-3% /2020 et -2% /2019) d'après nos estimations. En cumul sur 10 mois, la consommation était en léger recul à 1 250 000 téc (-1% /2020 et -3% /2019) du fait notamment de la vigueur des exportations.



En octobre 2021, la proportion de viandes étrangères dans les disponibilités totales était relativement stable pour le 4ème mois consécutif à 23%. La consommation de viande bovine française (veau inclus) était cependant en retrait (-7%) par rapport à un mois d'octobre 2020 marqué alors par l'instauration en milieu de mois d'un couvre-feu à 21h dans les grandes métropoles et par la fermeture totale des restaurants à partir du dernier week-end d'octobre partout en France.

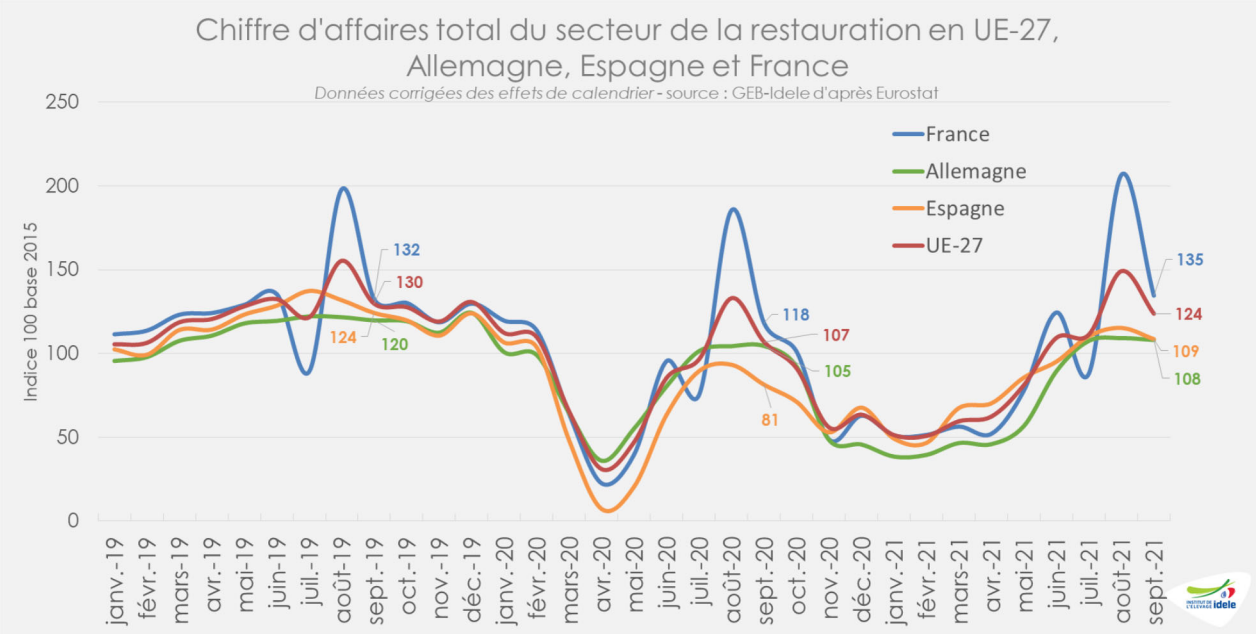


Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

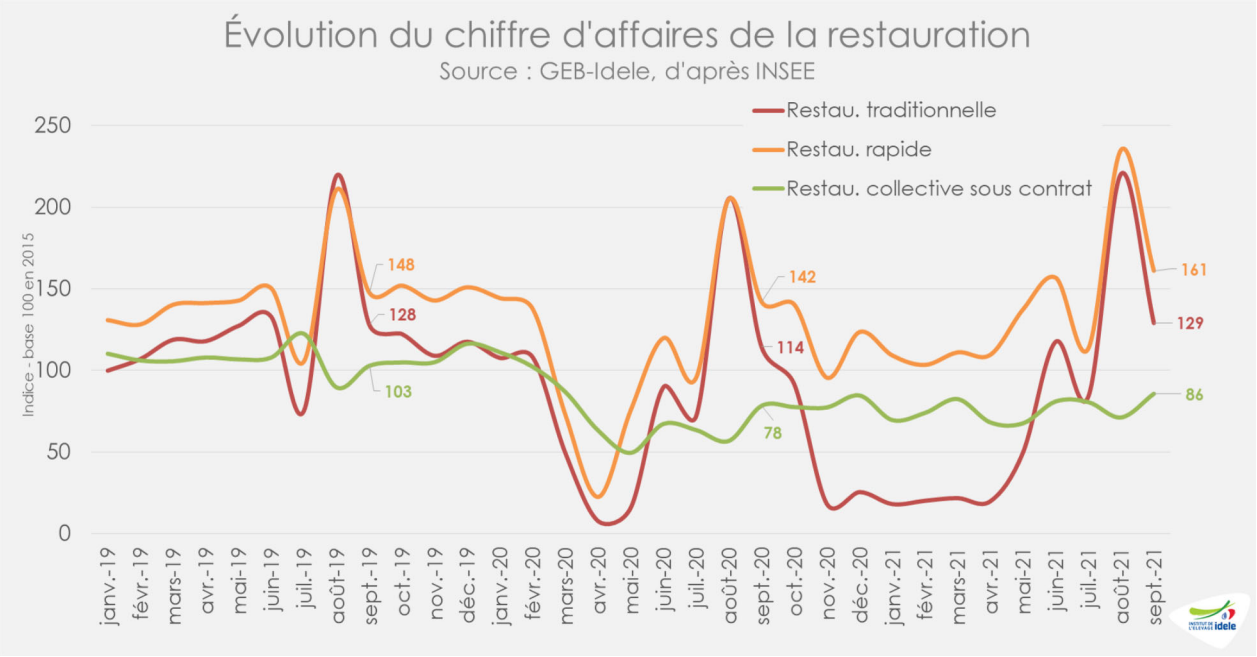
La restauration rapide tire son épingle du jeu

En **septembre 2021**, le chiffre d'affaires de la RHD en UE n'avait toujours pas retrouvé son niveau d'avant pandémie, à +16% /2020 mais toujours à -5% /2019. La situation restait très disparate :

- Le rétablissement de la RHD est resté très modeste en Allemagne (+3% /2020 et -10% /2019) et n'a pas permis de compenser l'écroulement de 2020 en Espagne (+33% /2020 et -13% /2019).
- Pour le 2ème mois consécutif, les dépenses en restauration en France dépassaient les niveaux pré pandémie (+14% /2020 et +2% /2019).

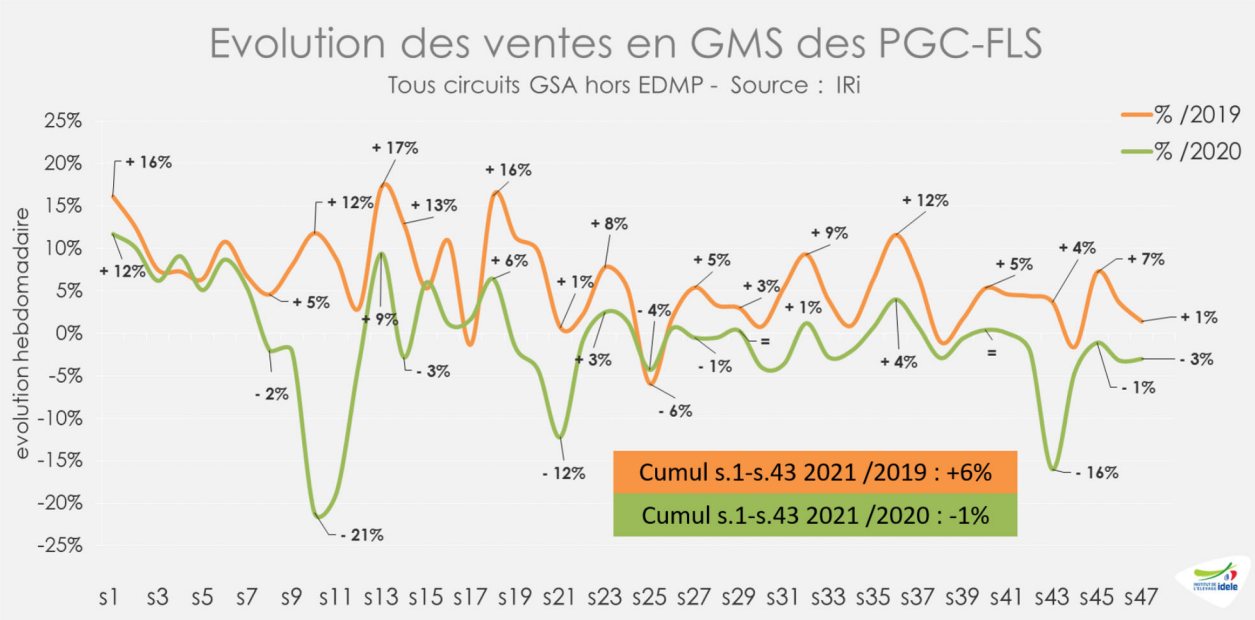


La RHD française était notamment portée par la restauration rapide, toujours en forte croissance (+13% /2020 et +9% /2019). La restauration traditionnelle flirtait avec son niveau d'avant pandémie (+13% /2020 et +1% /2019). Avec la persistance du télétravail et de nouvelles habitudes prises pour la pause déjeuner, la restauration collective sous contrat restait à la peine (+9% /2020, mais -17% /2019).



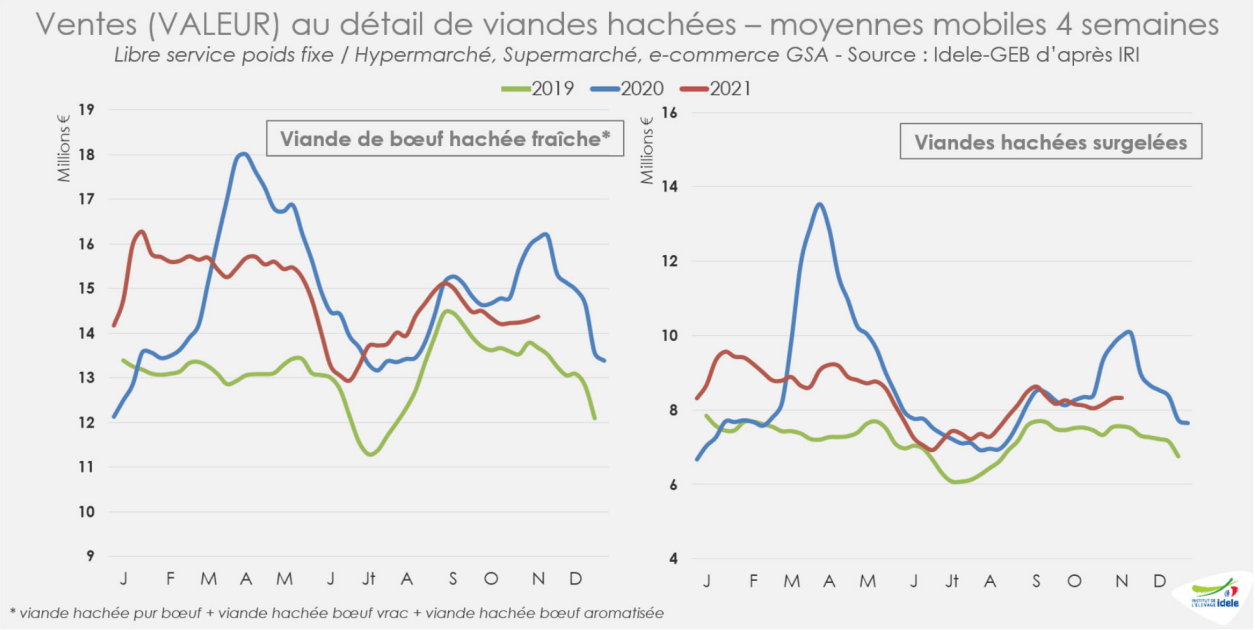
Les ventes au détail de viande hachée toujours soutenues

En 2020, l'annonce du reconfinement la dernière semaine d'octobre (s.43) avait boosté les ventes de produits de grande consommation et frais libre-service (PGC-FLS). En 2021, les ventes de PGC-FLS restaient cependant toujours soutenues par rapport à 2019 et légèrement inférieures à 2020 entre les semaines 44 et 47. En cumul depuis le début de l'année, les ventes de PGC en GMS sont proches 2020 et toujours bien supérieures à l'avant pandémie (-1% /2020 et +6% /2019).



Sur les semaines 44 à 47, les ventes de produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) comme de surgelés (dont les viandes congelées) se situaient à des niveaux intermédiaires entre 2019 et 2020, marquée par le reconfinement.

Les ventes de viandes hachées demeurent toujours nettement supérieures au niveau d'avant pandémie. Sur les semaines 43 à 46, elles étaient inférieures à celles de 2020, soutenues alors par une période de reconfinement (-13% /2020), mais toujours supérieures à celles de 2019 (+7% /2019). C'est toujours le cas pour les ventes de haché frais (-11% /2020 ; +5% /2019) comme de haché surgelé (-17% /2020 ; +10% /2019). Depuis le début de l'année, les ventes de haché frais (-4% /2020 et +10% /2019) comme de haché surgelé (-8% /2020 et +12% /2019) restaient sur des niveaux bien supérieurs à ceux d'avant le Covid-19.



Viandes bovines » Gros bovins » France »

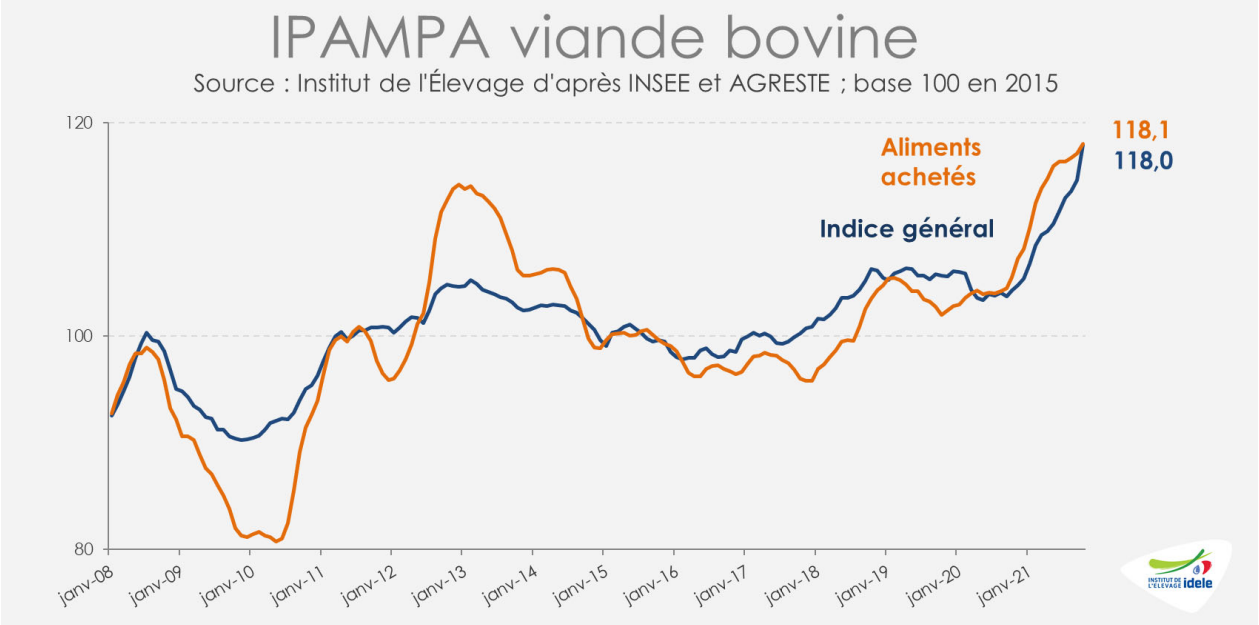
Des hausses de prix bienvenues face à l'inflation des charges

Dernière révision le 14 décembre 2021

La très forte inflation des charges est concomitante à la hausse des prix des bovins finis. En octobre, l'IPAMPA viande bovine était en hausse de +13% /2020, quand celle du prix moyen pondéré des gros bovins finis entrée abattoir atteignait+11% /2020. Le manque criant de disponibilités de jeunes bovins en France et la pénurie de femelles partout dans l'UE permettent des hausses de prix sur toutes les catégories de bovins.

Des charges en forte hausse

En octobre 2021, l'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) se situait au niveau record de 118,0 (+13% /2020 et +12% /2019). L'indice des aliments achetés, plus volatile, était à +12% /2020 et +16% /2019 et celui des énergies et lubrifiants à +50% /2020 et +15% /2019. L'IPAMPA viande bovine devrait rester élevé dans les prochains mois compte tenu des anticipations des prix des grains, des tourteaux et de ceux de l'énergie. (Pour en savoir plus, lire l'article du mois dernier sur les prix des grains).



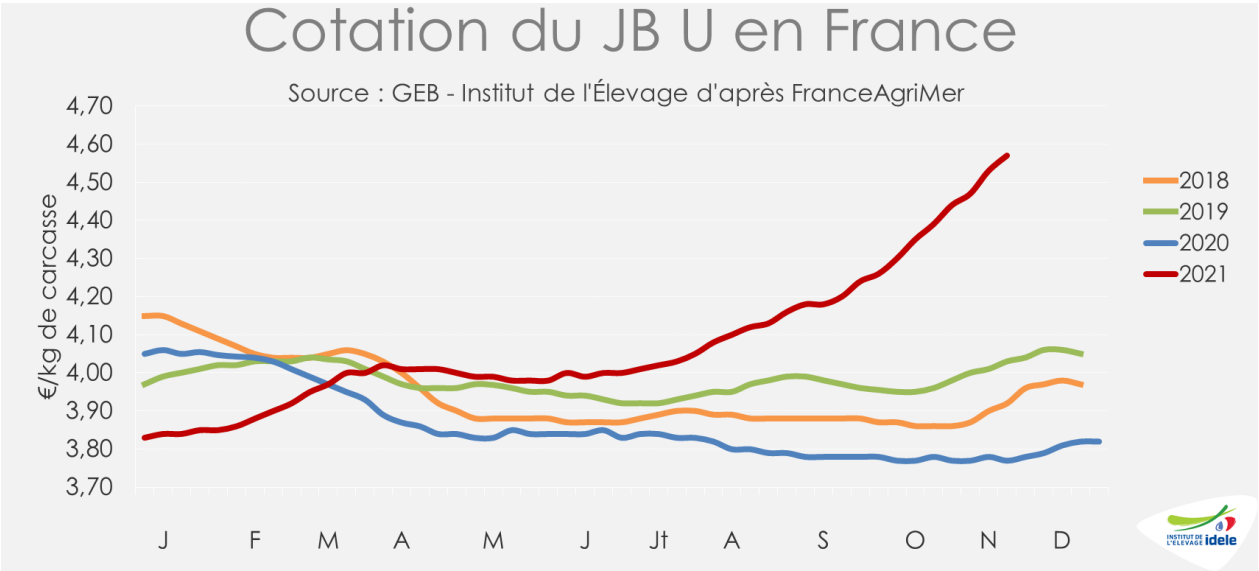
Face à cette flambée des charges qui pèse sur les coûts de production, les prix des bovins finis se sont heureusement revalorisés. Le PMP (prix moyen pondéré) des gros bovins finis entrée abattoir s'établissait en octobre à 3,96 €/kg de carcasse (+11% /2020 et +13% /2019). Il a encore progressé en novembre, pour atteindre 4,10 €/kg en semaine 48 (+16% /2020 et +18% /2019).

Manque de JB dans l'Hexagone, alors que la demande export explose

Sur les 5 semaines 44 à 48, les abattages de jeunes bovins de type viande ont reculé de -10% /2020 et ceux de JB de type lait de -15% d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. Les anticipations d'abattage réalisées les mois précédents ont conduit à une réelle pénurie sur ce marché. Les jeunes bovins sont sortis plus jeunes et plus légers qu'en novembre 2020 : -8 jours et -8,5 kg pour les JB type viande ; et même -14 jours et -11 kg pour les JB type lait !

L'indicateur hebdomadaire de sorties de JB viande montre toujours une nette avance par rapport à la modélisation MODEMO réalisée en début d'année. Les sorties cumulées du 1er janvier au 28 novembre étaient toujours supérieures de +14 000 têtes aux prévisions du modèle, témoignant d'un rythme de prélèvement en ferme très dynamique par rapport au disponible. Les opérateurs continueront donc à avoir du mal à trouver suffisamment de jeunes bovins pour couvrir leurs besoins dans les prochaines semaines.

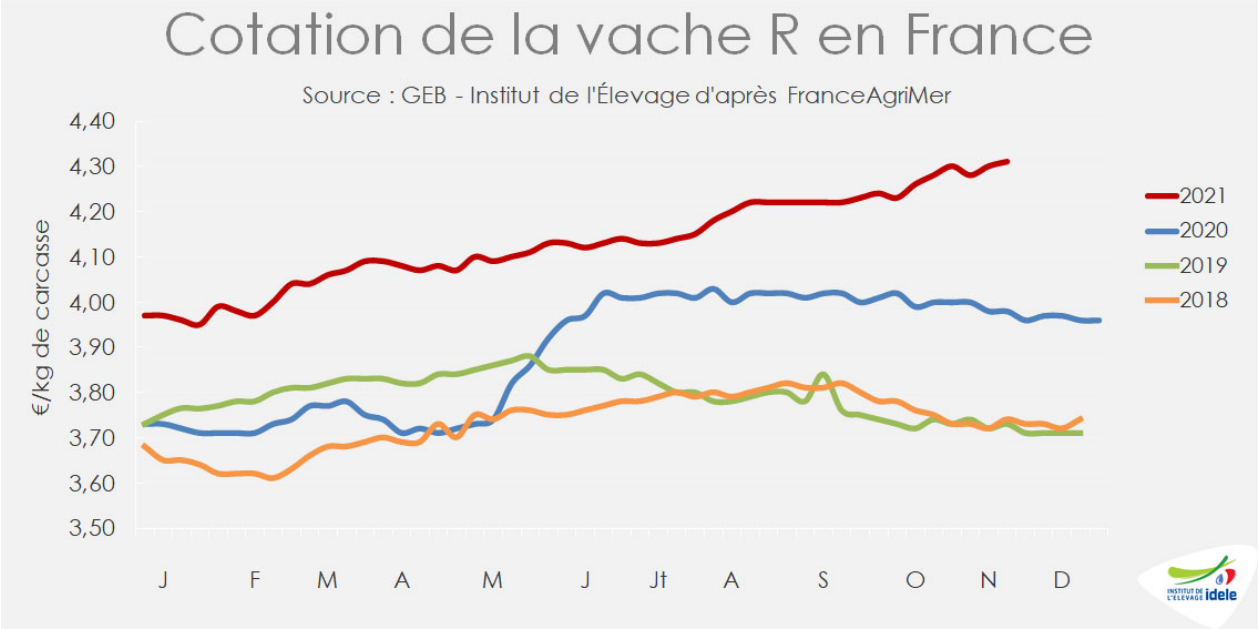
L'ensemble du marché européen est dans une situation similaire, ce qui fait grimper les prix dans tous les États membres et dope la demande adressée aux exportateurs français. La hausse des cours se poursuit donc naturellement en France. Le JB U a encore gagné 18 centimes en un mois pour atteindre 4,57 €/kg de carcasse en semaine 48 (+21% /2020 et +13% /2019). Le JB R a gagné 15 centimes à 4,39 €/kg (+21% /2020 et +13% /2019). Le JB O s'est quant à lui renchéri de 5 centimes à 3,66 €/kg (+15% /2020 et +12% /2019).



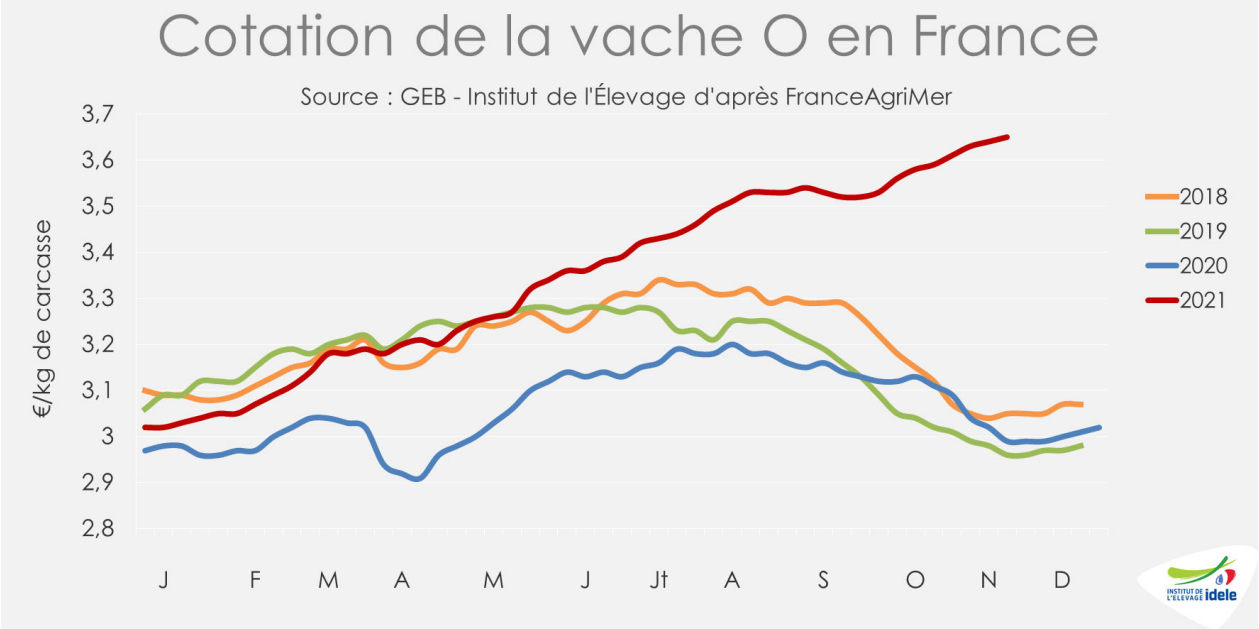
La vache R à 4,31 €/kg début novembre, la vache U à 4,89

Compte tenu du fort recul de l'offre de jeunes bovins, les volumes supplémentaires de vaches abattues en novembre n'ont pas pesé sur les prix, d'autant que la viande importée s'est elle aussi considérablement renchérie.

La cotation de la vache U s'est maintenue à 4,89 €/kg de carcasse (+8% /2020 et +12% /2019), celle de la vache R a encore gagné 3 centimes en un mois à 4,31 €/kg (+8% /2020 et +16% /2019).



Contrairement à la tendance saisonnière habituelle, les cotations des vaches laitières ont poursuivi leur hausse en novembre en lien avec le dynamisme de la demande en viande hachée (voir article conso) et le renchérissement des importations. La vache O cotait ainsi 3,65 €/kg en semaine 48 (+22% /2020 et +23% /2019) et la vache P 3,47 €/kg (+26% /2020 et +36% /2019).

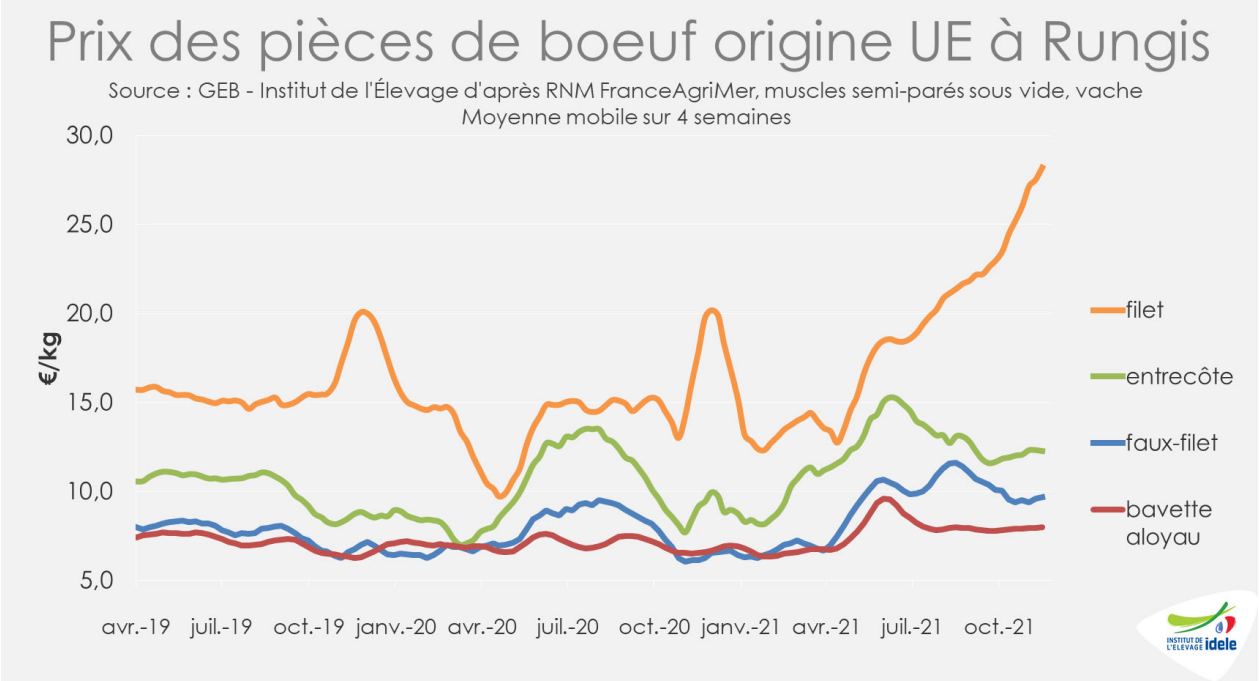


Après un mois d'octobre clément qui a permis de maintenir de nombreux animaux au pâturage, les abattages de femelles et de bœufs ont été plus nombreux en novembre. D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev basé sur les abattoirs traitant plus de 1 500 tonnes de gros bovins, les abattages de vaches sur les semaines 44 à 48 étaient en hausse de +8% /2020 pour les laitières et de +9% pour les vaches de type viande. Ceux de génisses étaient en légère hausse (+2%), de même que ceux de bœufs (+3%). Le marché est toutefois resté très fluide, comme en témoignent les prix, car ces animaux sont venus combler le manque de jeunes bovins dans les abattoirs.

Les prix des muscles importés au plus haut

Les prix record des réformes sur le marché européen et le redémarrage du secteur de la restauration en France ont conduit à une forte hausse du prix des muscles origine UE sur le marché de Rungis.

En moyenne sur novembre, la bavette d'aloyau semi-parée origine UE était à 8,00 €/kg (+22% /2020 et +27% /2019), le faux filet à 9,70 €/kg (+58% /2020 et +43% /2019), l'entrecôte à 12,30 €/kg (+34% /2020 et +40% /2019) et le filet à 28,20 €/kg (+58% /2020 et +44% /2019).



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

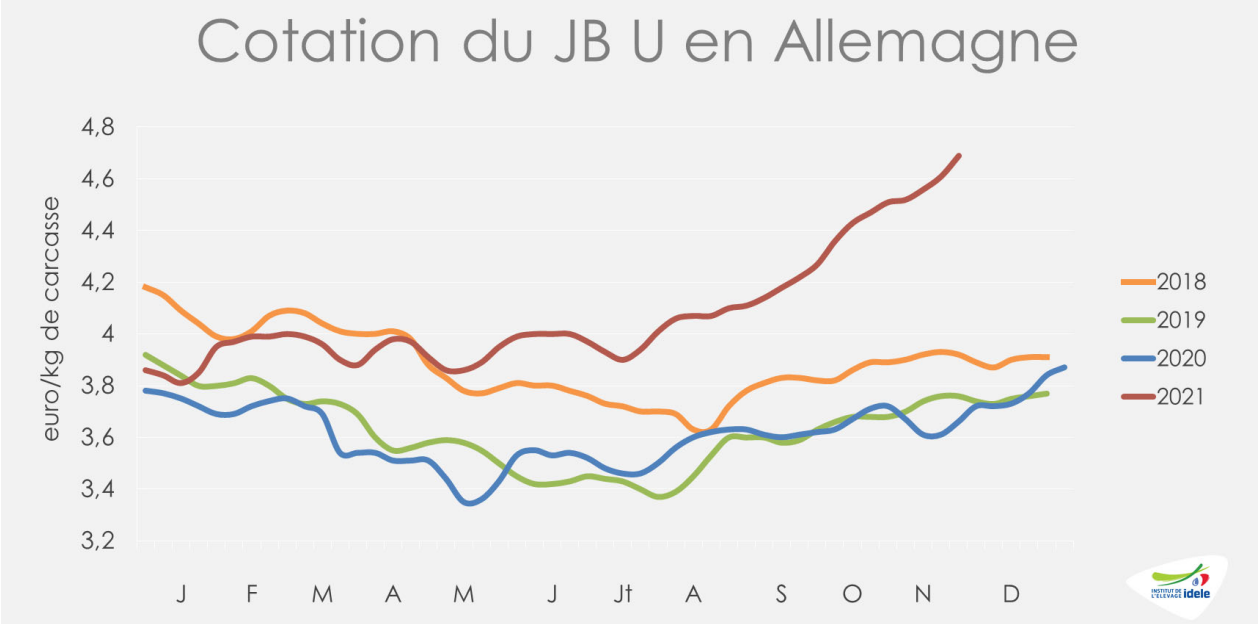
L'offre manque

Dernière révision le 14 décembre 2021

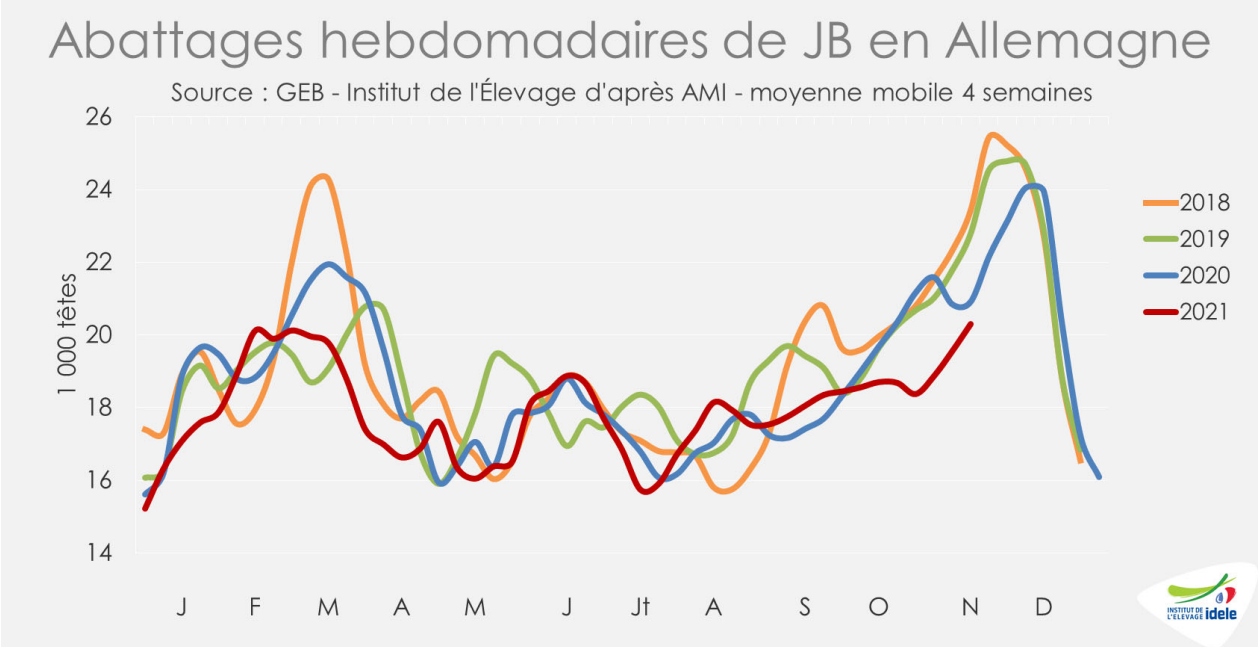
En Europe, l'offre de JB est de plus de plus limitée alors que la demande reste vive à l'approche des fêtes de fin d'année. Les prix ont atteint des niveaux jamais vus et continuent de grimper.

Allemagne : le JB U a gagné 75 centimes en 4 mois

En **Allemagne**, les cours des jeunes bovins n'en finissent pas de grimper. Les experts allemands prévoient que la tendance restera positive jusqu'à Noël, malgré les incertitudes que fait peser la situation sanitaire. La demande en pièces nobles de jeunes bovins est en effet très forte à cette période de l'année. En semaine 47, le JB U atteignait ainsi 4,69 €/kg de carcasse et le JB R 4,61 €/kg (+28% /2020 et +25% /2019 pour ces 2 conformations). Signe d'un manque criant de marchandise, la cotation du JB O a augmenté encore plus fortement, à 4,33 €/kg (+32% /2020 et +29% /2019).



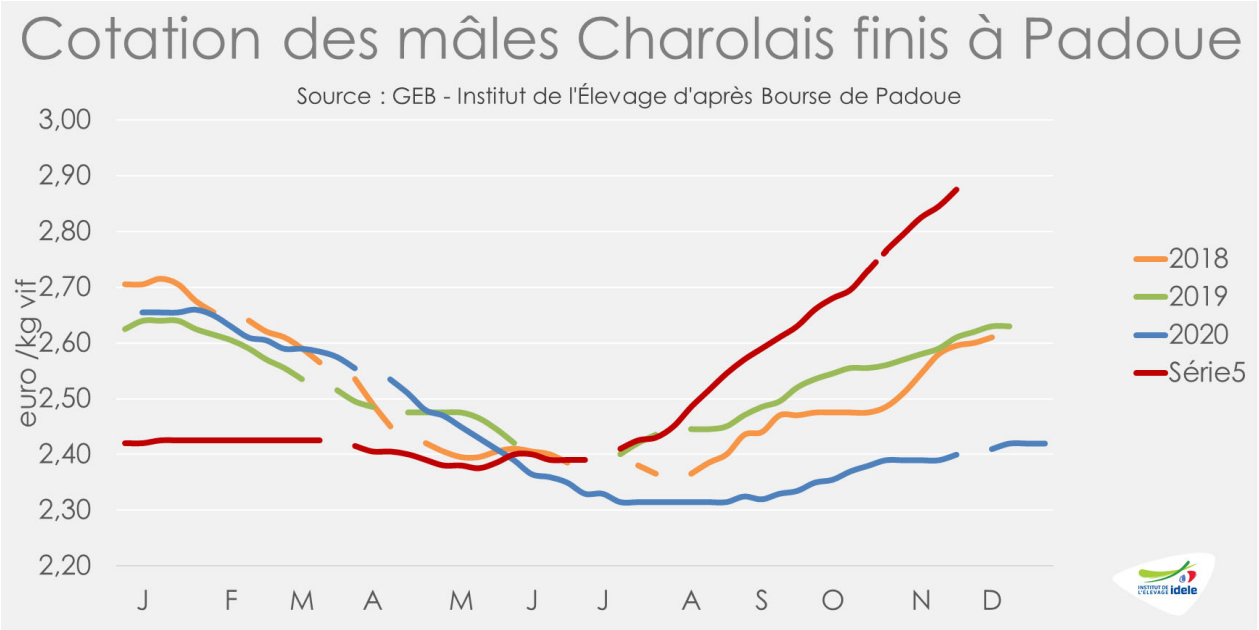
L'offre abattue est en effet très inférieure à celle des années précédentes. Sur les 5 dernières semaines disponibles (s.43 à 47), les abattages de jeunes bovins étaient en fort retrait (-5% /2020 et -12% /2019).



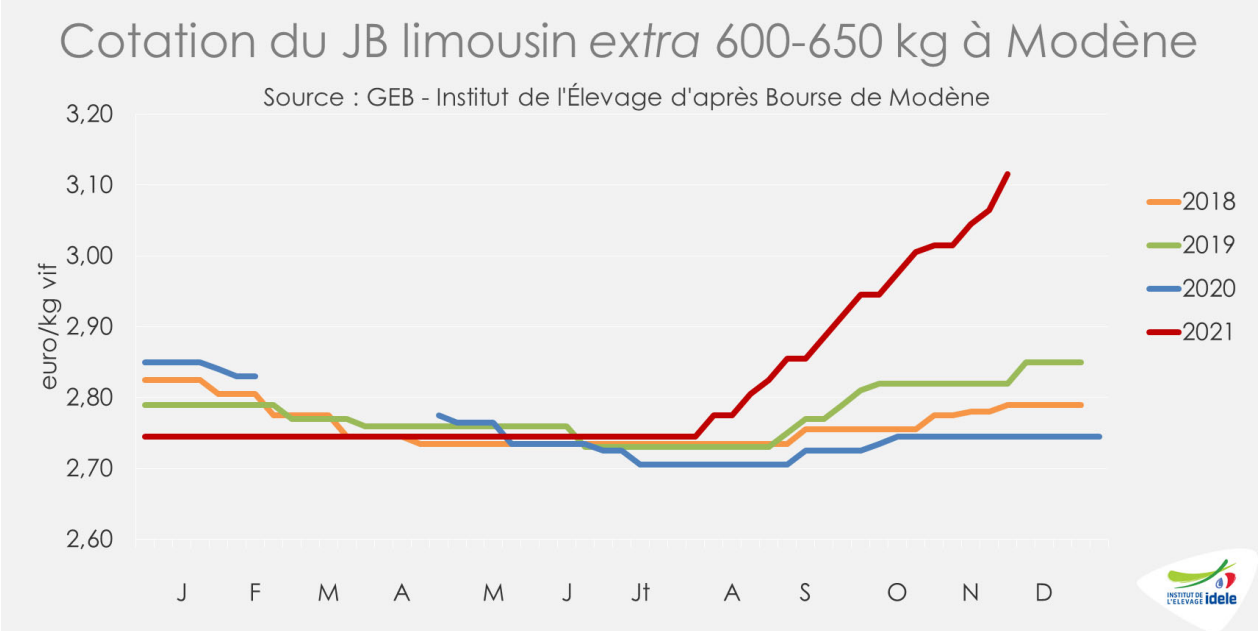
Sur les huit premiers mois de 2021, les importations allemandes de viande bovine n'ont totalisé que 263 000 téc (-7% /2020 et -13% /2019). La fermeture des restaurants jusqu'à la fin mai a conduit à une renationalisation du marché. Puis à partir de l'été, le marché européen asséché et les opérateurs argentins restreints dans leurs volumes d'export ne sont pas parvenus à répondre à la forte demande allemande. Seules 33 000 téc ont été importées en août (-10% /2020 et -8% /2019)

Italie : toujours en hausse

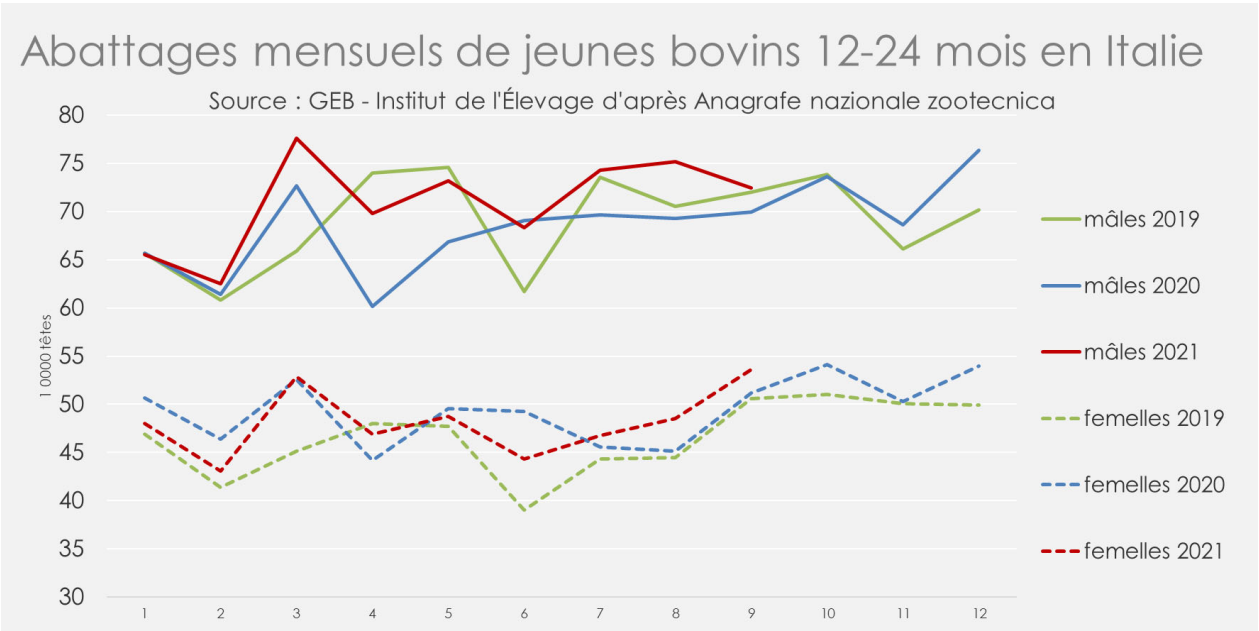
En **Italie**, la faible concurrence à l'import et la demande active des distributeurs pour préparer les fêtes continuent de tirer les prix à la hausse. En semaine 48, la cotation du Charolais « extra » à Modène a atteint 3,04 €/kg **vif** et celle du Charolais « prima qualità » 2,93 €/kg **vif**. Ces deux nouvelles cotations de la bourse de Modène ne permettent pas de comparaison pluriannuelle, mais illustrent la forte hausse des cours depuis leur création en mai 2021 : elles ont gagné respectivement 49 centimes/kg vif et 52 centimes/kg vif en 6 mois. Sur la bourse de Padoue, la cotation des mâles charolais a atteint 2,88 €/kg **vif** en semaine 48 (+19% /2020 et +10% /2019).



Les mâles limousins ne sont pas en reste. La cotation du mâle limousin extra 600-650 kg à Modène a atteint 3,12 €/kg **vif** en semaine 48 (+23% /2020 et +10% /2019).



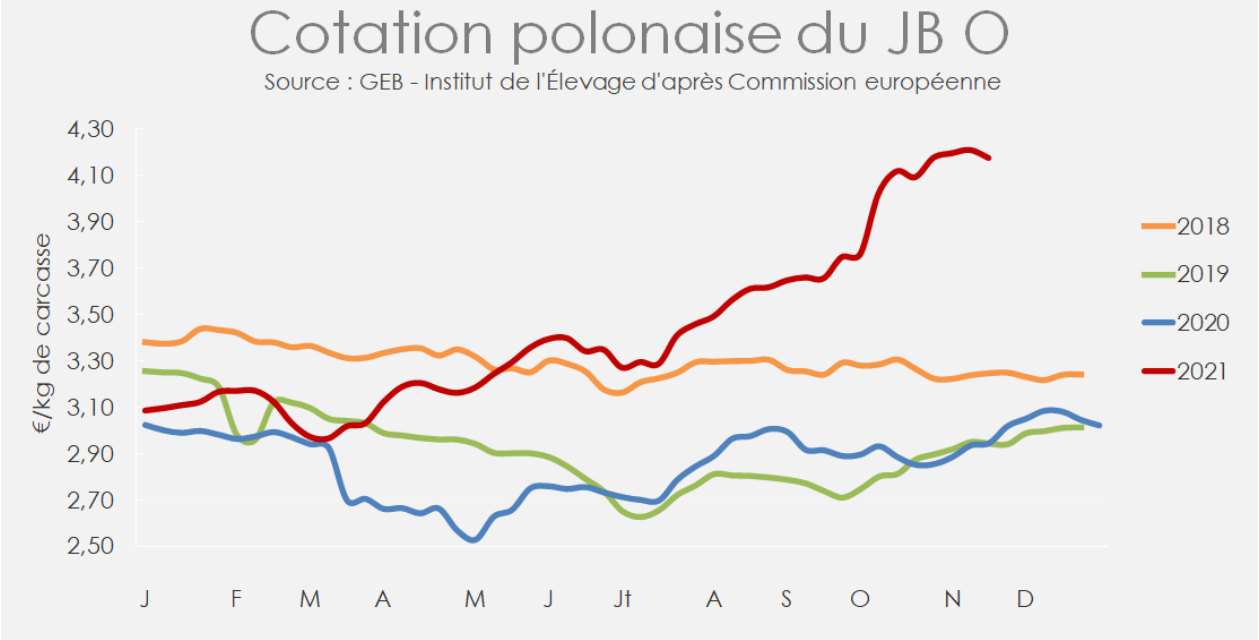
Sur les 9 premiers mois de 2021, 639 000 jeunes bovins mâles ont été abattus en Italie (+6% /2020 et +3% /2019) ainsi que 433 000 femelles (= /2020 et +6% /2019). Au total, 1,072 million de jeunes bovins des deux sexes ont été abattus (+3% / 2020 et +4% /2019). Sur le seul 3ème trimestre, la hausse par rapport à 2020 a été de +6% pour les mâles et +5% pour les femelles. Ces disponibilités nationales supérieures restent très loin de satisfaire la demande nationale.



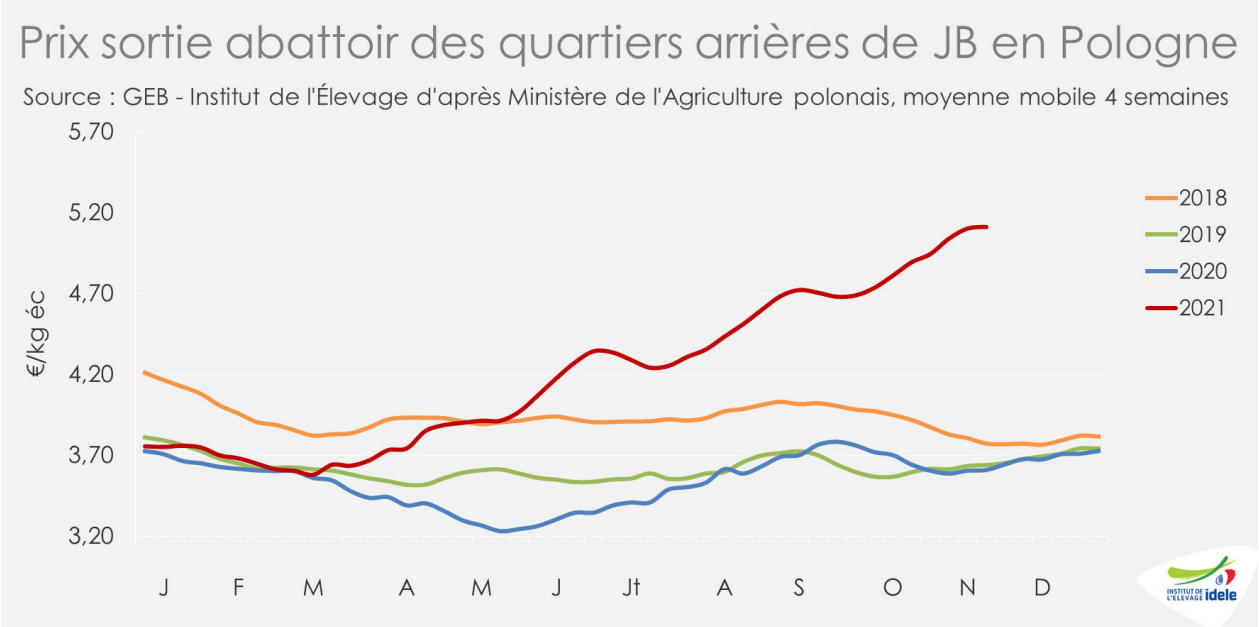
Le marché est resté fluide grâce à une moindre pression à l'import. Sur les 8 premiers mois de l'année, les importations italiennes de viande bovine réfrigérées sont en effet restées à un niveau historiquement bas, à 202 000 téc (-4% /2020 et -12% /2019). La baisse a été très marquée en provenance de Pologne qui n'a fourni que 45 000 téc (-7% /2020 et -13% /2019), mais aussi d'Irlande (16 000 téc, soit -10% /2020 et -19% /2019) et de France (39 000 téc, soit -5% / 2020 et -8% /2019). L'Espagne a en revanche poursuivi son développement en expédiant 22 000 téc (+20% /2020 et +48% /2019), grâce à une production en hausse et à des prix qui sont restés très compétitifs jusqu'à la fin août.

Pologne : le JB O à 4,18 €/kg !

En **Pologne**, le JB O a atteint 4,18 €/kg de carcasse en semaine 47 (+42% /2020 et 2019 ; +29% /2018) et le JB R 4,31 €/kg (+41% /2020 et +43% /2019).



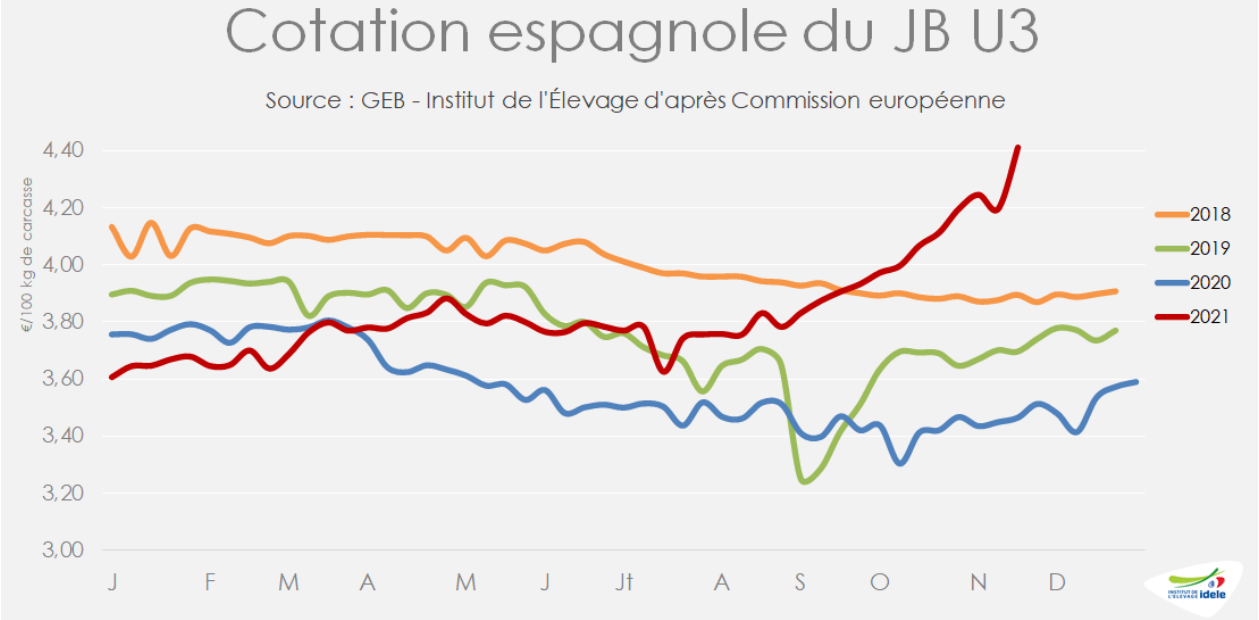
La baisse de l'offre dans le pays a contraint les abatteurs à concéder ces fortes revalorisations. Il semblerait qu'ils n'aient pas eu de mal à répercuter ces hausses auprès de leurs clients étant donnée la très forte demande en Europe. Les prix des quartiers ont poursuivi leur envolée en novembre. En semaine 47, le prix moyen d'un quartier arrière de JB sortie abattoir s'établissait à 5,13 €/kgéc (+42% /2020 et +39% /2019) d'après les données du ministère de l'Agriculture polonais. Celui d'un quartier avant atteignait 3,37 €/kgéc (+37% /2020 et +28% /2019).



Face à la demande accrue en viande bovine polonaise, la production plafonne. Sur les 9 premiers mois de l'année, les abattages de mâles non castrés ont totalisé 243 000 téc (-6% /2020 et -1% /2019).

Espagne : les prix profitent du contexte européen

En **Espagne**, la cotation du JB U a poursuivi son redressement pour atteindre 4,41 €/kg de carcasse en semaine 47 (+27% /2020 et +19% /2019). Même constat pour le JB R qui s'est établi à 4,18 €/kg (+24% /2020 et +20% /2019). Le décrochage en semaine 46 pourrait être dû à l'annonce d'une grève des salariés de l'industrie de la viande. Cette grève a finalement été annulée après de longues négociations, grâce à l'accord trouvé entre syndicats et employeurs pour établir une nouvelle convention.



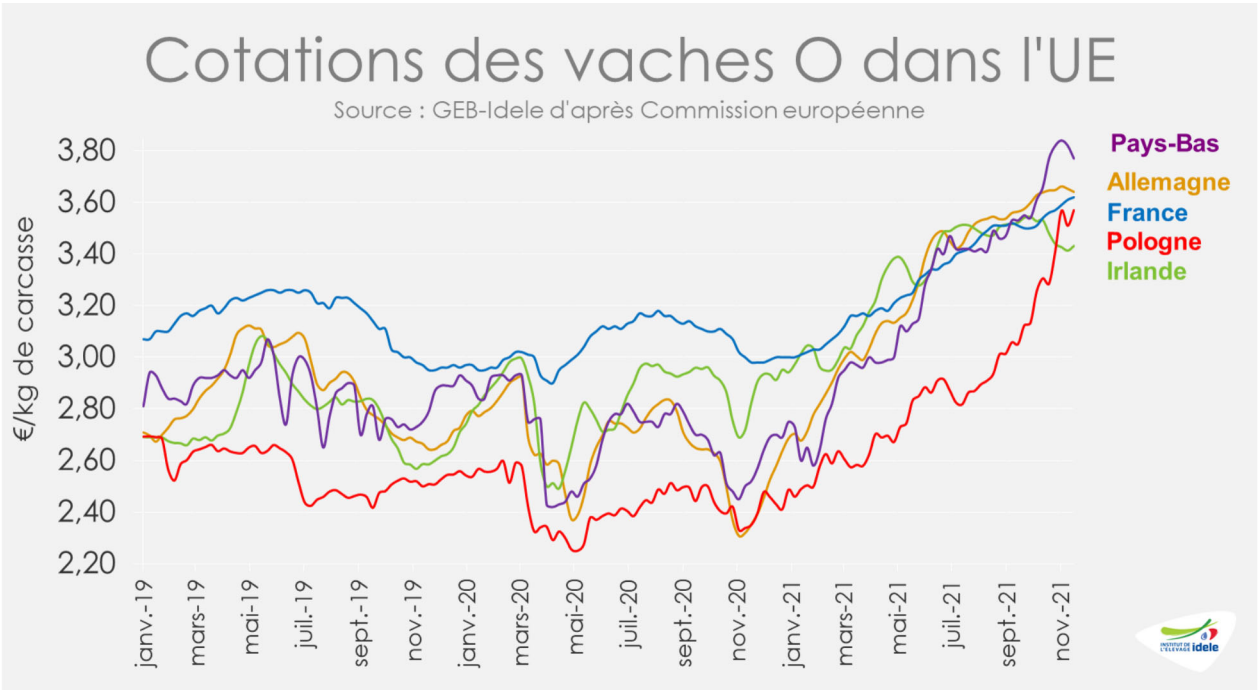
L'Espagne est le seul État membre à avoir enregistré une hausse significative de sa production de viande bovine sur les 9 premiers mois de l'année, avec 531 000 téc abattues (+6% /2020 et +3% /2019), une production plus abondante qui a pesé sur les prix jusqu'à l'été. Il semble que les abatteurs soient à présent en manque de marchandise et que, comme ailleurs en Europe, les sorties de jeunes bovins soient anticipées. La hausse de cours n'est donc pas seulement une conséquence de la forte hausse des coûts de production, mais bien également une réponse à une situation de marché qui se tend là comme ailleurs.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Offre plus étoffée et cours soutenus

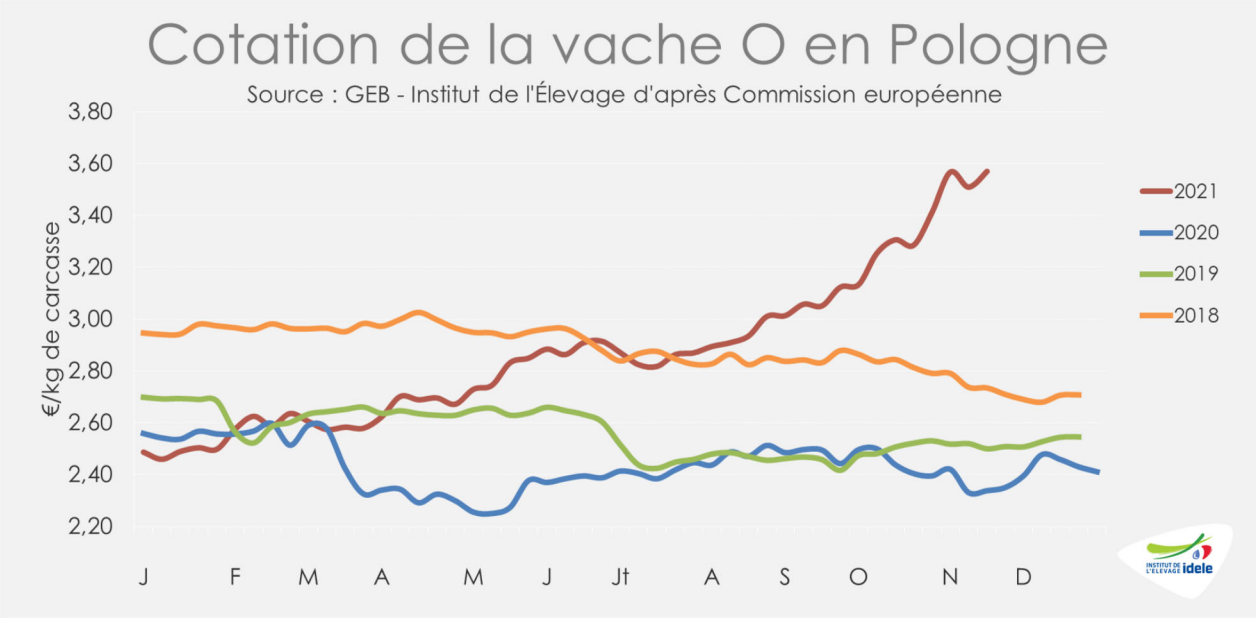
Dernière révision le 14 décembre 2021

Malgré une offre plus abondante à la fin de l'automne, les cours des vaches de réforme en Europe continentale restent soutenus par la demande. Outre-Manche, les baisses saisonnières observées en Irlande et au Royaume-Uni ont été de courte durée.

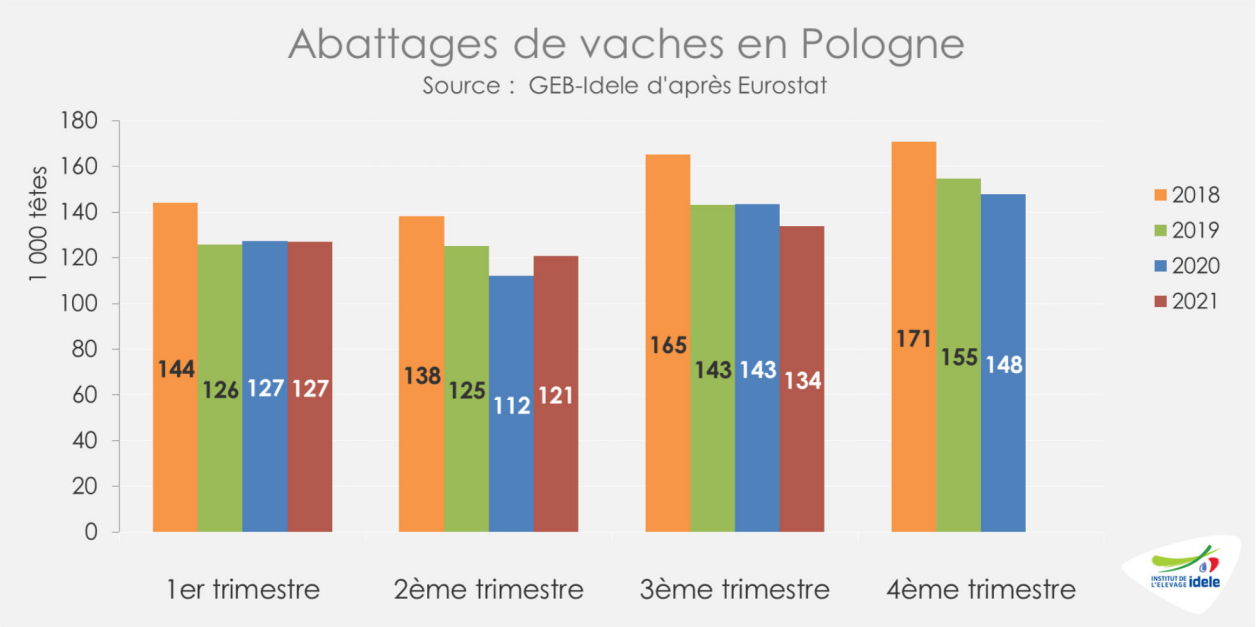


POLOGNE : la tendance à la hausse se poursuit

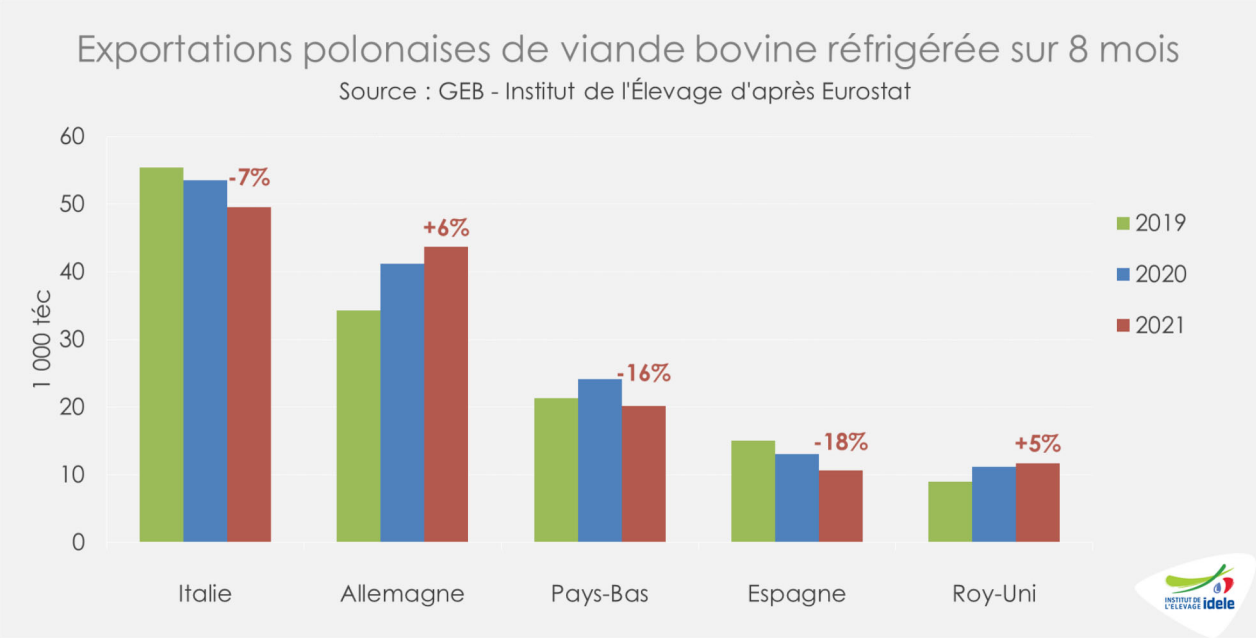
Malgré un léger rebond, l'offre communautaire reste insuffisante pour répondre à la demande en viande de réforme pour les secteurs de la transformation et de la restauration (notamment rapide). Ainsi, les achats de viande polonaise restent soutenus. En semaine 47, la cotation de la vache O polonaise atteignait 3,57 €/kg de carcasse (+53% /2020 ; +43% /2019), soit encore 28 centimes de plus en un mois (+9%).



L'offre polonaise en réformes a été plutôt limitée faute de disponibilités. Les abattages de vaches au 3ème trimestre ont été en retrait avec 148 000 têtes abattues (-7% /2019 et 2020), ce qui est cohérent avec le repli des effectifs observé lors de de la dernière enquête cheptel. Cependant, en cumulé, elle reste bien supérieure depuis le début de l'année à celle des années précédentes.

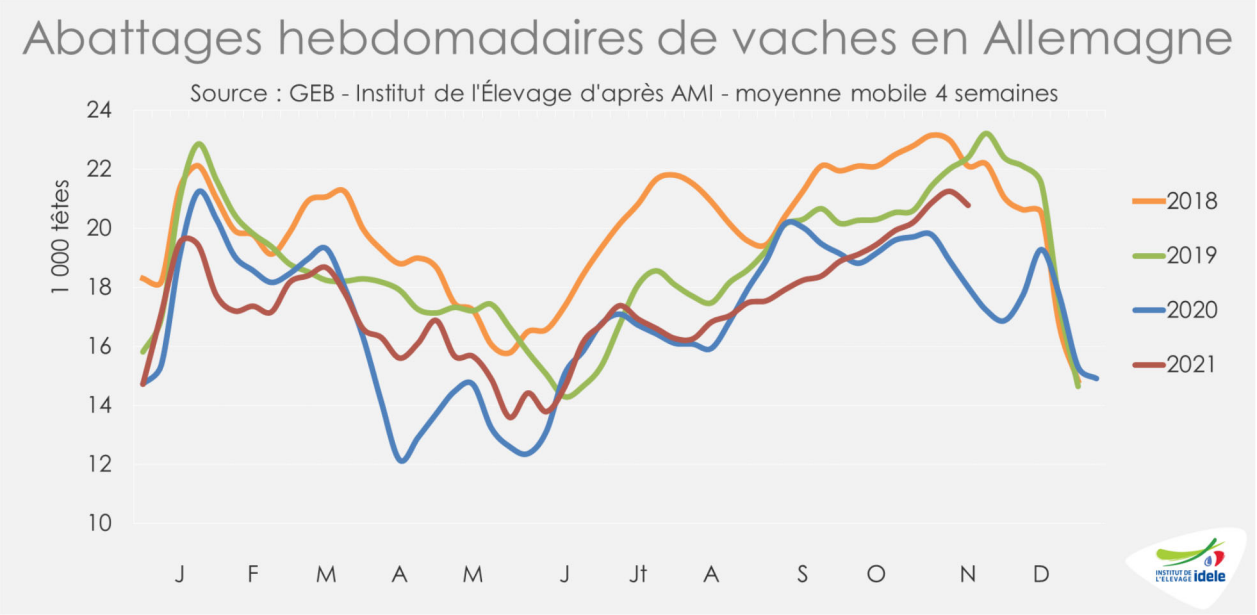


Les données de commerce extérieur disponibles sur 8 mois confirment un redressement des exportations. En cumul, les exportations de viande bovine réfrigérée ont atteint 200 000 téc, niveau intermédiaire entre une année 2020 marquée par la pandémie et une année 2019 affectée par les scandales sanitaires (-3% /2020 et +2% /2019). Les expéditions ont progressé vers l'Allemagne (+6% /2020 à 44 000 téc), le Royaume-Uni (+5% /2020 à 12 000 téc) et la France (cf article sur le commerce extérieur français). Elles étaient toujours en retrait vers l'Italie, les Pays-Bas et l'Espagne en particulier.

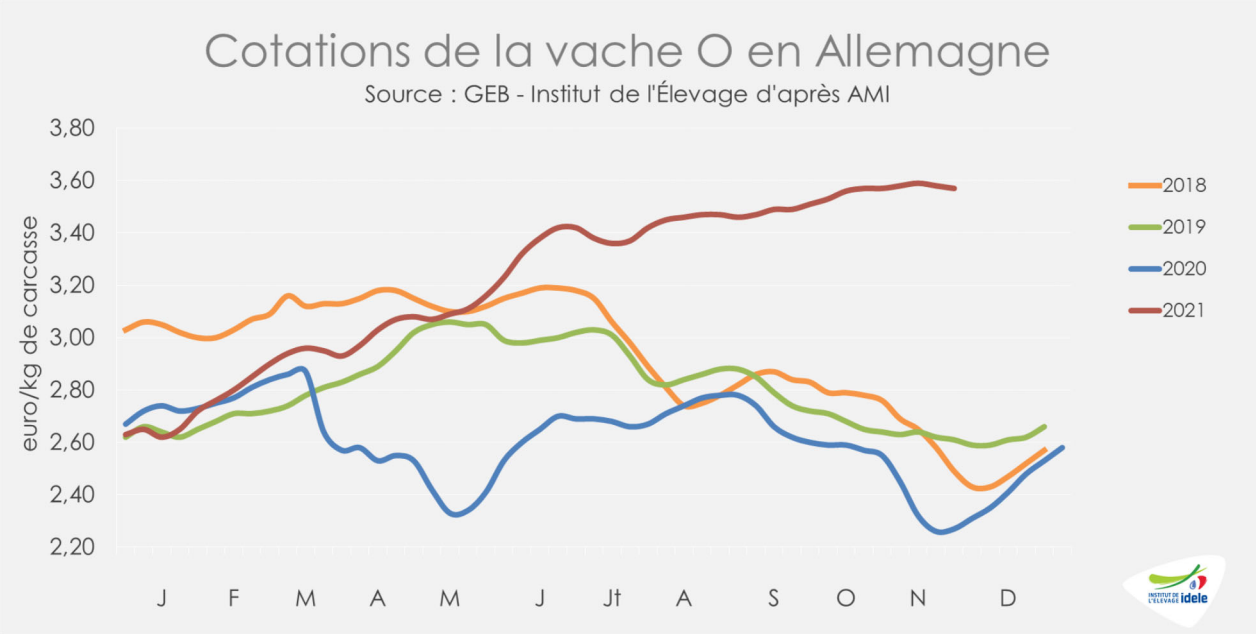


ALLEMAGNE : les cotations se sont stabilisées

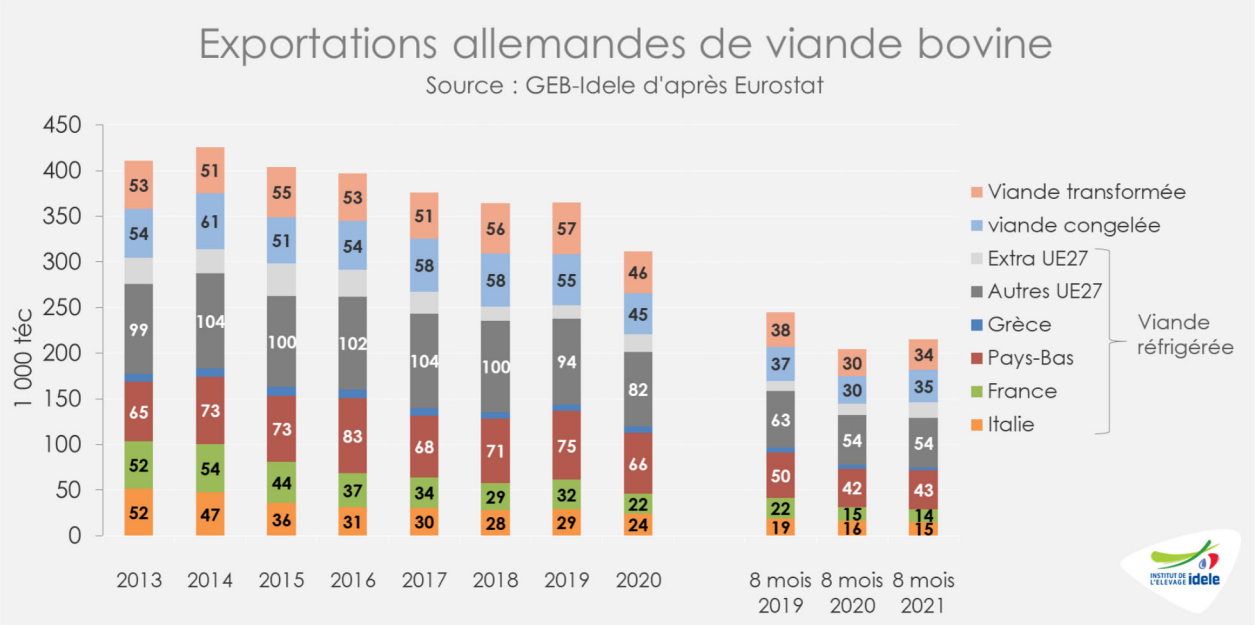
En **Allemagne**, sur les quatre dernières semaines connues (s.44 à 47), les abattages de réformes ont été plus soutenus qu'il y a un an lorsque certains outils d'abattage étaient contraints à la réduction de leur activité ou même à l'arrêt temporaire à cause de la pandémie (+15% /2020). Ils restent cependant plus limités qu'avant la pandémie (-7% /2019 et -6% /2018).



Il y a un an, la baisse d'activité des abattoirs avait entraîné la priorisation des abattages de JB, habituellement plus demandés à cette période, au détriment des vaches. Actuellement, d'après AMI, les tonnages de réformes disponibles trouvent facilement preneur. Les cotations des réformes demeurent soutenues. Stable depuis plusieurs semaines, le cours de la vache O atteignait 3,57 €/kg de carcasse en semaine 47 (+57% /2020 et +36% /2019). C'est 1,30 €/kg de carcasse de plus qu'il y a un an !

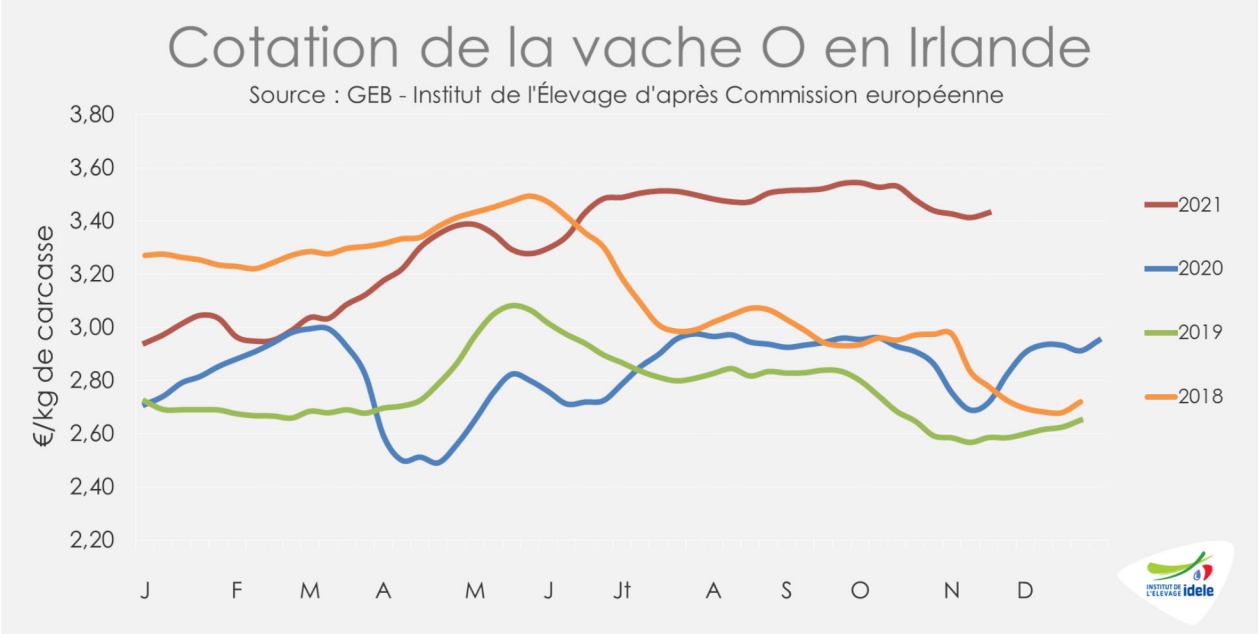


Sur les 8 premiers mois de l'année, les exportations allemandes de viande bovine se sont légèrement redressées par rapport au très bas niveau de 2020, à 215 500 téc (+5% /2020, mais -12% /2019) du fait d'une reprise des envois de viande congelée et de viande transformée.

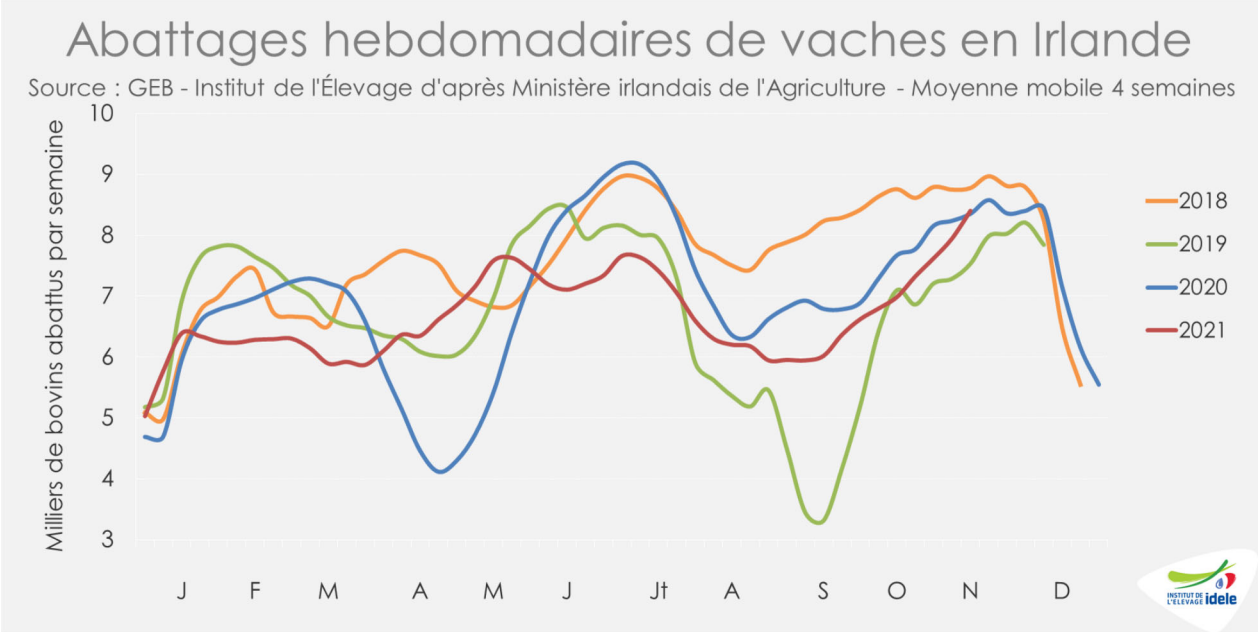


IRLANDE : rebond modérée des abattages de réformes et prix stables

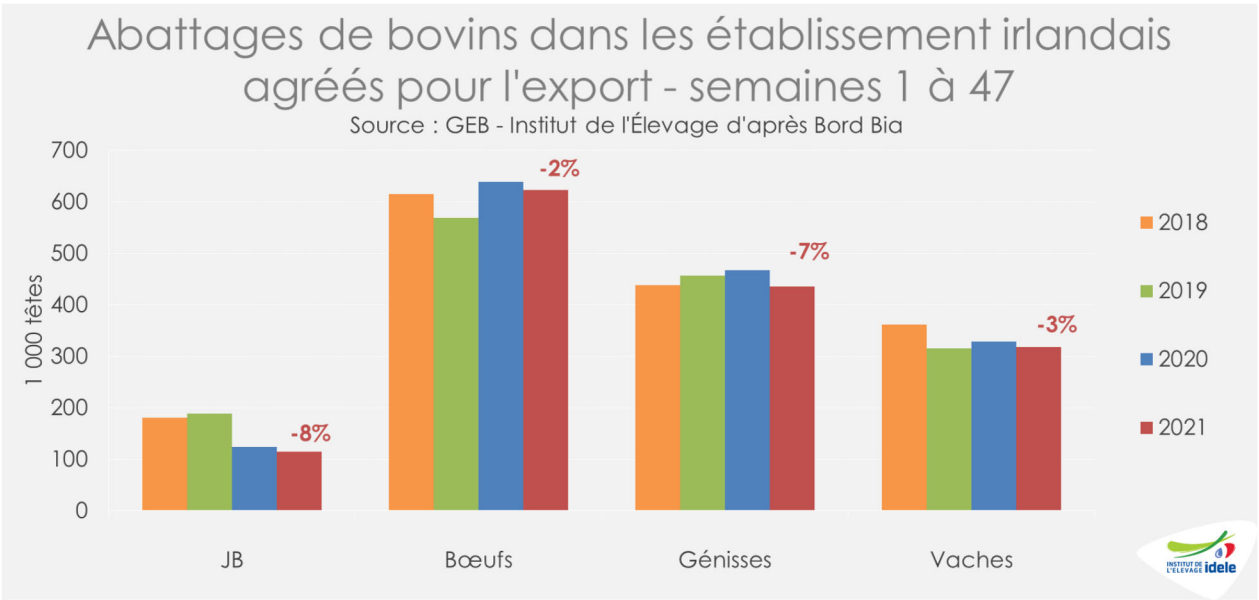
En **Irlande**, après un léger repli, le cours de la vache O s'est stabilisé. En semaine 47, il atteignait 3,43 €/kg de carcasse (+26% /2020 et +33% /2019) soit -5 centimes en un mois (-1%). La demande reste forte du côté de la grande distribution et de la restauration au Royaume-Uni, 1er client de l'Irlande. Les abatteurs irlandais restent actifs sur le marché (cf. article Royaume-Uni) mais cette demande bénéficie cependant d'abord aux animaux jeunes (génisses et bœufs).



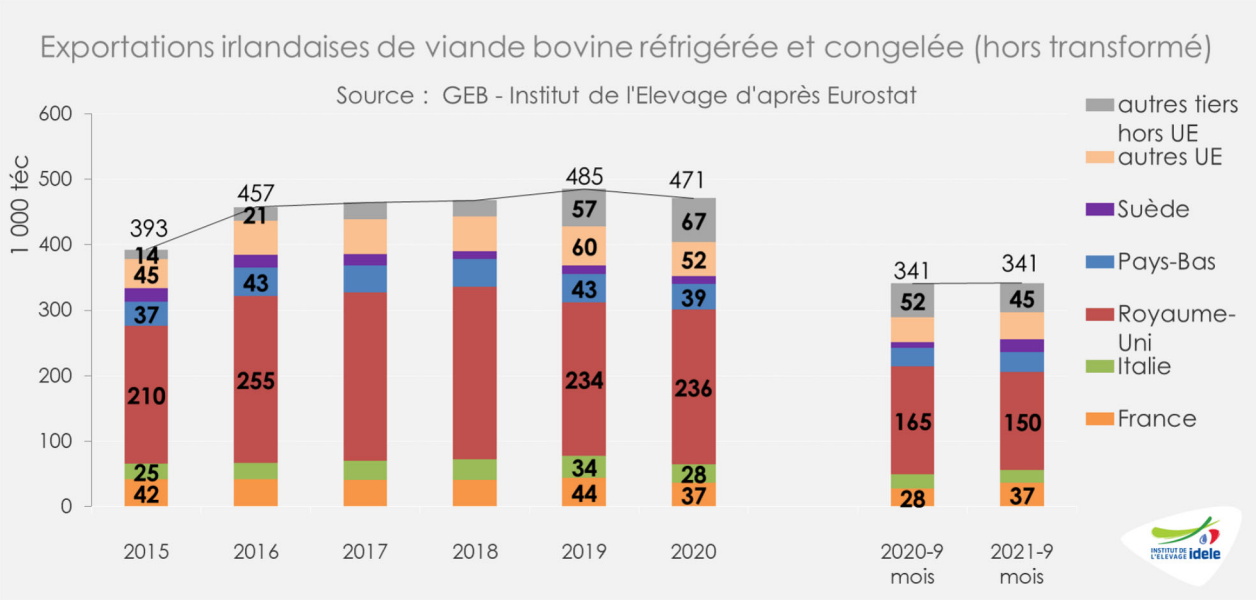
En cette saison, la disponibilité en femelles de réforme est habituellement plus étoffée. Cette année, après un début d'automne avec peu d'offre, les réformes se sont accélérées en novembre. D'après l'indicateur hebdomadaire du Ministère de l'Agriculture irlandais, les effectifs de vaches abattues dans les abattoirs agréés pour l'export ont même été légèrement supérieurs à ceux de 2020 sur les semaines 44 à 47 (+1%).



En cumul depuis le début de l'année, les abattages restaient cependant en retrait pour toutes les catégories : vaches (-3% /2020), génisses (-2%), bœufs (-2%) et surtout JB (-8%).

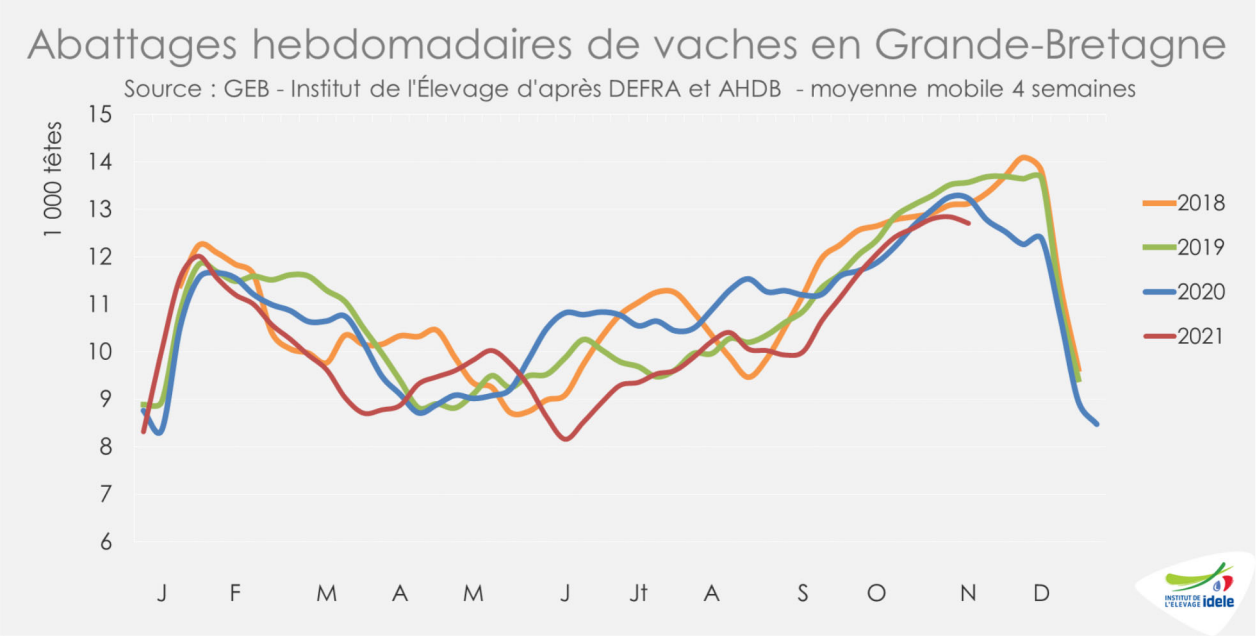


Après plusieurs mois contrastés, le commerce extérieur irlandais de viande bovine poursuit son redressement. Sur les trois premiers trimestres de 2021, les exportations irlandaises de viande bovine réfrigérée et congelée ont atteint 341 000 téc, niveau équivalent à 2020, mais -4% /2019.

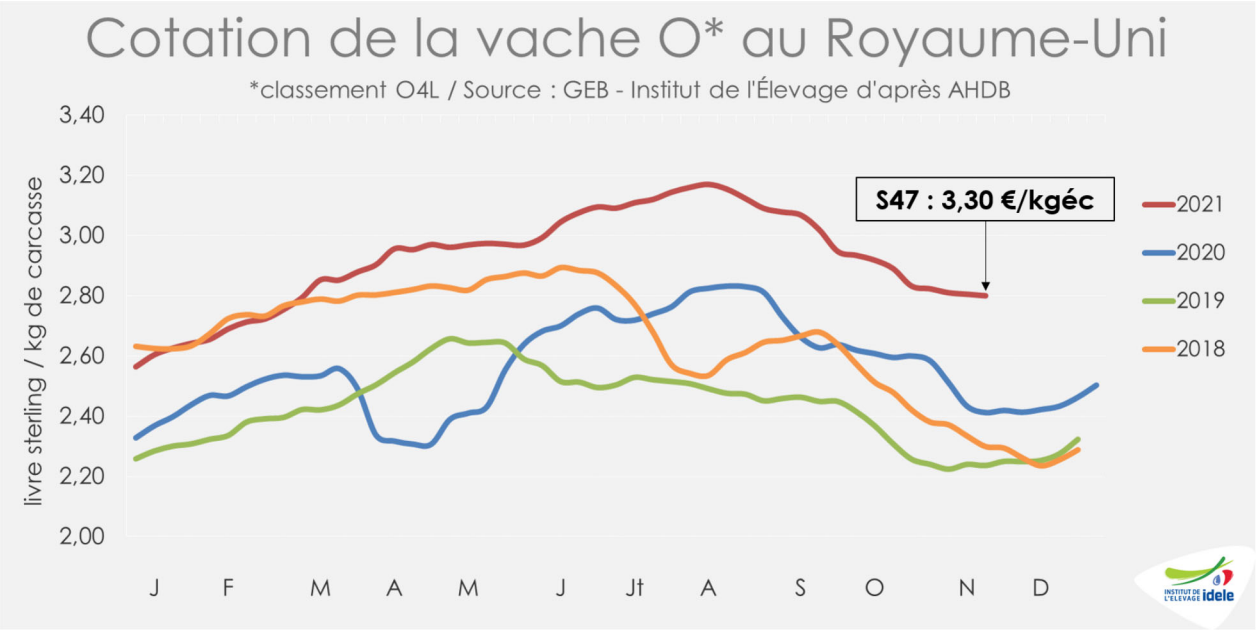


ROYAUME-UNI : stabilisation des cotations des réformes. Les prix des jeunes animaux toujours soutenus

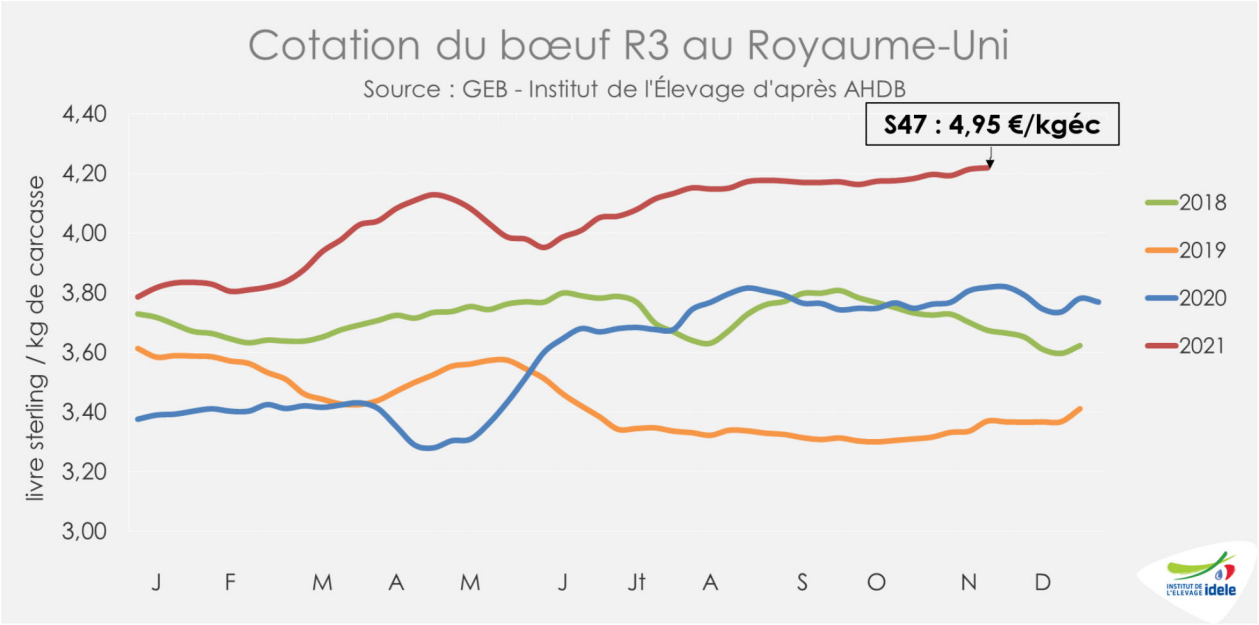
Au **Royaume-Uni**, le rythme des abattages de réformes s'est réduit entre les semaines 44 et 47 (-4% /2020 et -6% /2019). Les disponibilités en femelles sont désormais moins importantes qu'au début de l'automne.



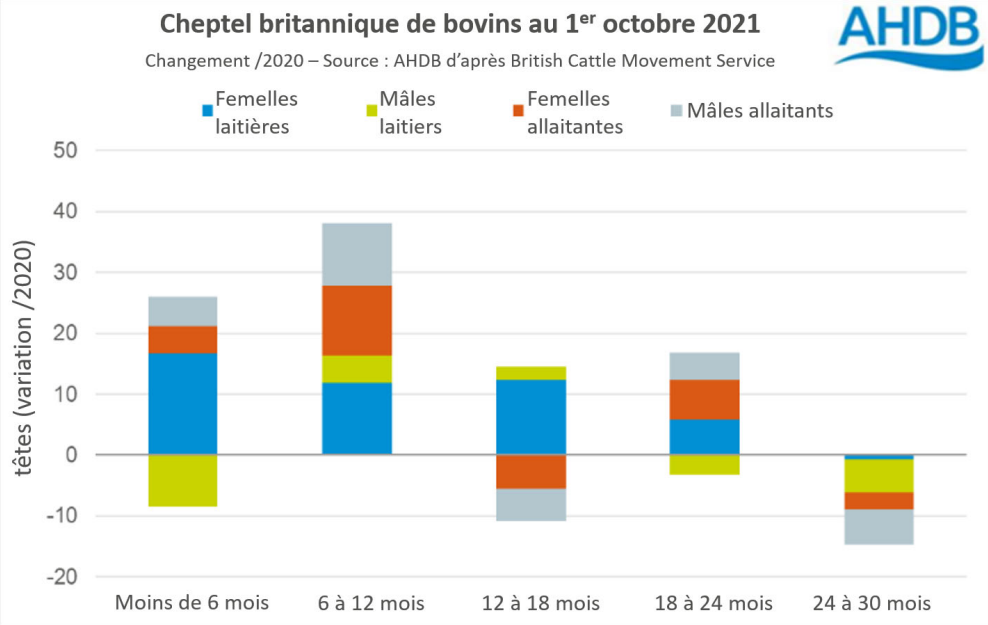
La baisse saisonnière des cotations des réformes semble désormais terminée. Elles restent à des niveaux élevés. Stable depuis la semaine 45, le cours de la vache O atteignait 2,57 £/kg de carcasse en semaine 47 (+16% /2020 et +25% /2019) soit 3,30 €/kg.



Avec une demande dynamique en cette saison et des disponibilités limitées, les cotations des animaux jeunes (« *prime cattle* ») restent orientées à la hausse. En semaine 47, la cotation de la génisse R3 atteignait 4,21 £/kg de carcasse (+10% /2020 et +25% /2019) quand celle du bœuf R3 dépassait les 4,22 £/kgéc (+11% /2020 et +25% /2019) soit 4,95 €/kg de carcasse.

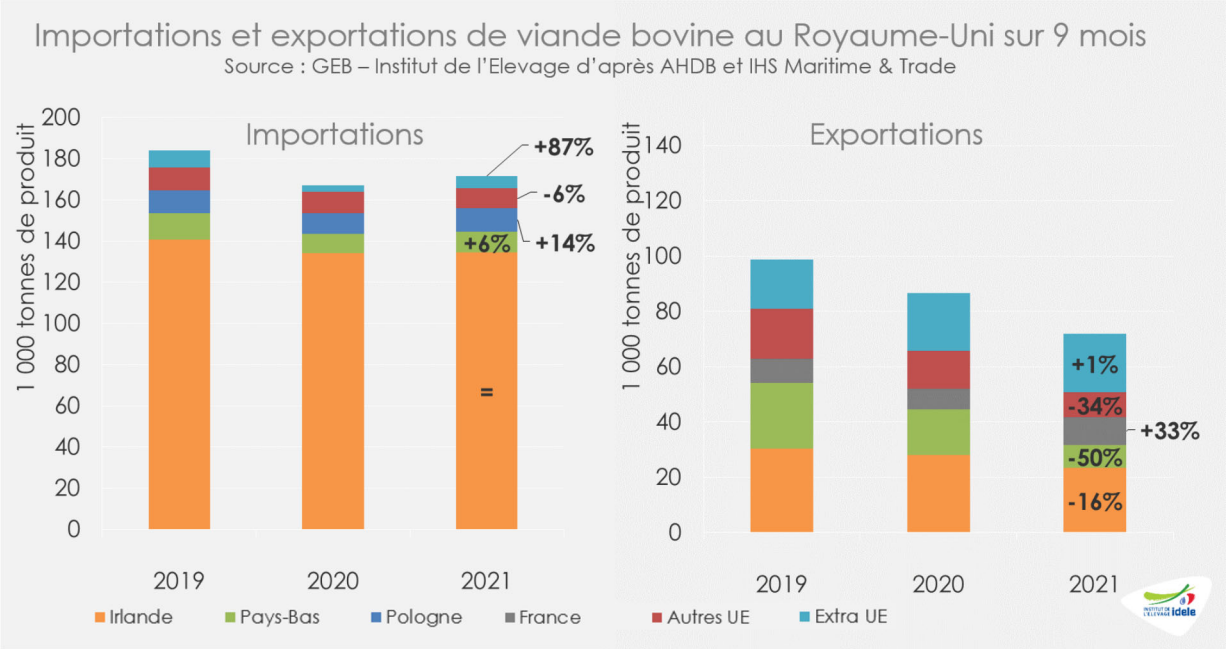


A court terme, les disponibilités en animaux jeunes devraient rester limitées. Le nombre de « *prime cattle* » (mâles laitiers et bovins de boucherie des deux sexes âgés de 12 à 30 mois) était en retrait au 1er octobre (-1% /2020). L'offre pourrait être plus étoffée ensuite. Le nombre de bovins âgés de moins de 12 mois était, lui, en hausse (+2%).



Enfin, le commerce extérieur britannique de viande bovine reste fragile même si le redressement se poursuit. En septembre 2021, les exportations de viande bovine réfrigérée et congelée (+10% /2020) mais surtout les importations (+34%) étaient en hausse.

En cumul sur les trois premiers trimestres, la situation reste cependant plus mitigée. Si le Royaume-Uni a importé 171 700 tonnes (+3% /2020), elle n'en avait exporté que 72 000 tonnes (-17%).



Viandes bovines » Maigre »

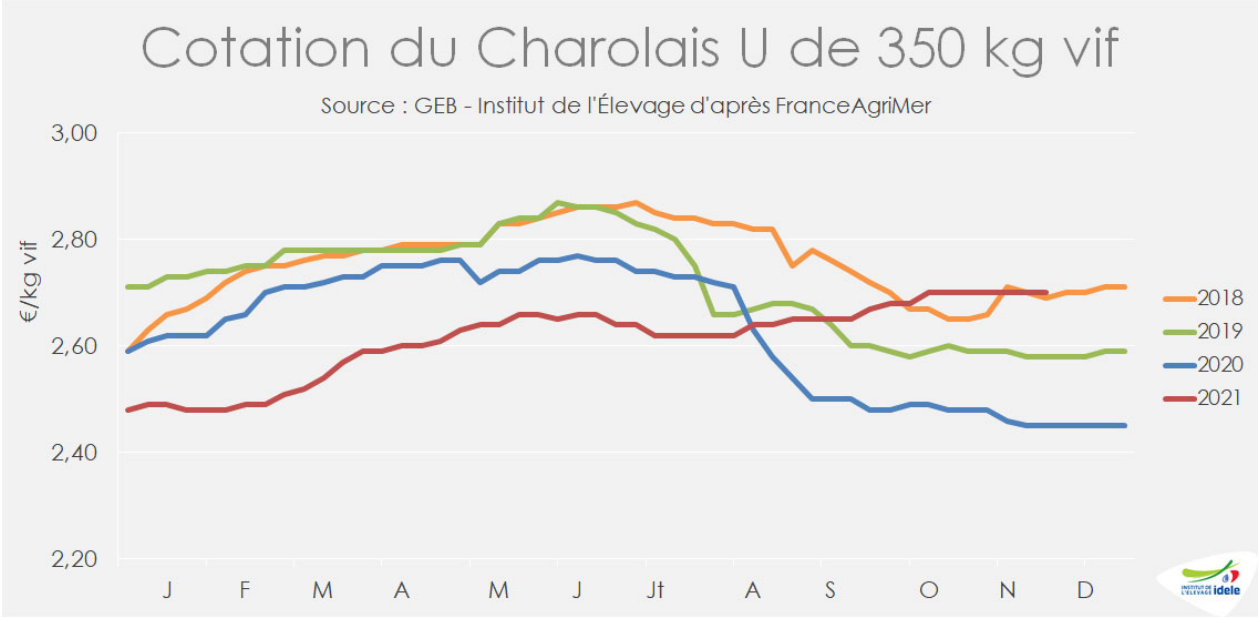
Exports dynamiques vers l'Italie en novembre

Dernière révision le 14 décembre 2021

Les cours des broutards n'ont pas augmenté en novembre alors que les prix des JB en France et en Italie poursuivaient allègrement leur hausse. Avec l'arrivée de l'hiver et la rentrée en bâtiment, les éleveurs ont fait du tri et mis en vente un peu plus de broutards qu'en octobre : le commerce de maigre vers l'Italie s'est donc redynamisé en novembre après un mois d'octobre plus calme.

En novembre, les cotations des broutards mâles ont stagné

Les disponibilités de bovins maigres pour l'export étaient plus importantes en novembre qu'en octobre, comme chaque année à la fin de l'automne. Avec la hausse saisonnière des disponibilités, le cours du Charolais U de 350 kg s'était stabilisé fin octobre. Il cotait toujours 2,65 €/kg vif en semaine 48, soit +25 cts par rapport au très bas niveau de 2020 (+10%), mais seulement +5% /2019. Pourtant, les cours des JB en France et en Italie n'ont cessé de croître durant l'automne et le début de l'hiver, dépassant très largement les prix des années passées.



En animaux plus lourds, le Charolais U de 450 kg a lui aussi stagné tout au long du mois de novembre et cotait 2,56 €/kg vif en s48 (+14% /2020 et +6 %/2019).

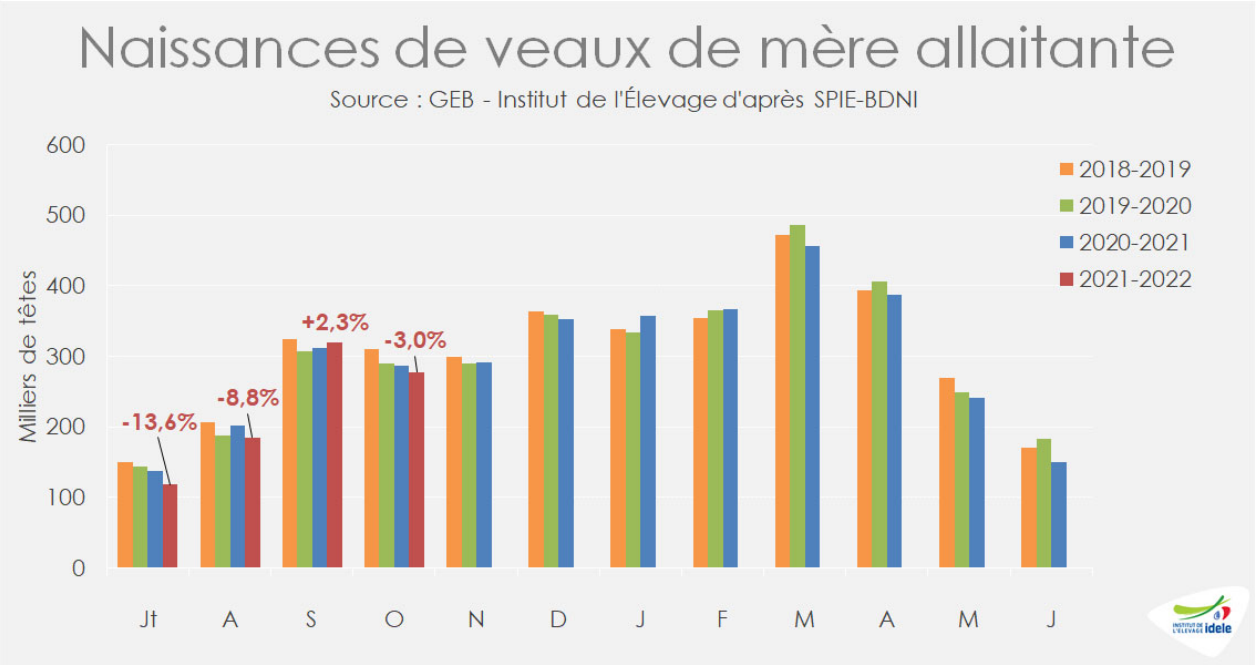
Le Limousin E de 350 kg a pris +2 cts en quatre semaines : les naissances étant plus régulières tout au long de l'année, les départs des fermes sont moins importants à l'automne. Il s'établissait en s48 à 2,83 €/kg, soit +16 cts /2020 (+6% /2020). En un an, le Limousin E de 350 kg a moins augmenté que les Charolais mais il avait aussi perdu moins de terrain en 2020. **En animaux plus légers,** le croisé R de 300 kg cotait 2,61 €/kg en s48, soit +32 cts /2020 (+14% /2020 et +3% /20219).

En femelles, la moindre disponibilité des broutardes à l'automne, plus tardives que les mâles, et la demande italienne pour la femelle, a soutenu les cours, voire permis quelques hausses, à l'image de la Limousine E de 270 kg (+2 cts en quatre semaines). En s48, elle cotait 2,92 €/kg vif (+15 cts ou +5% /2020 et +7% /2019). La Charolaise U de 270 kg restait quant à elle stable depuis début octobre à 2,68 €/kg vif en s48 (+9 cts /2020 ou +3% et +5% /2019).

Des naissances de mère allaitante toujours en recul

Les naissances de veaux de mère allaitante étaient de nouveau en retrait en octobre, avec 277 000 veaux nés selon SPIE-BDNI (-3% /2020 et -4% /2019).

En cumulé depuis le début de la campagne en juillet 2021, les naissances ont reculé de -4% /2020-21 (-38 000 têtes) et de -3% /2019. Au 1er novembre 2021, on comptait 3 641 000 vaches allaitantes, en recul de -2,5% /2020. L'érosion des naissances depuis le début de la campagne 2021-2022 dépasse celui du cheptel de vaches allaitantes.



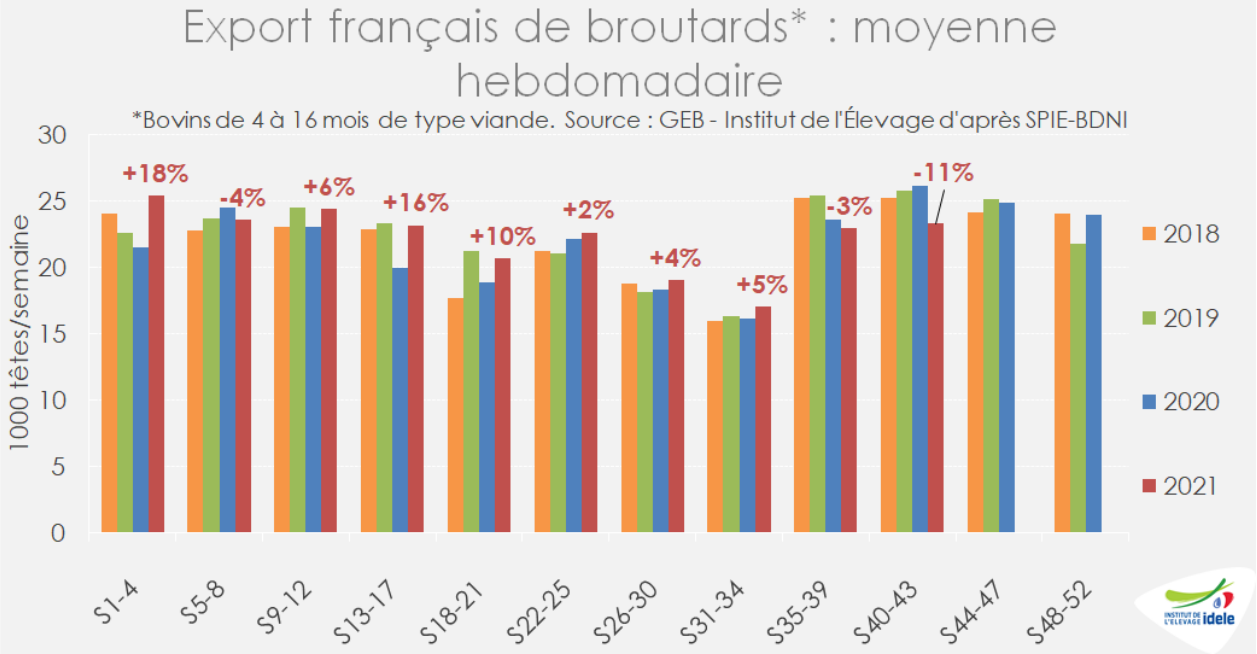
Effectifs de 0-6 mois en net recul

L'offre en broutards ne devrait pas s'étoffer : les effectifs en ferme de mâles allaitants de 0 à 6 mois sont en net recul depuis plusieurs mois (600 500 veaux au 1er novembre soit -6% /2020 et -5% /2019). De leur côté, les effectifs en ferme de mâles de mère allaitante de 6 à 12 mois étaient quasi stables à 800 000 têtes (-1% /2020 et +1% /2019), du fait de naissances un peu plus nombreuses 6 à 12 mois auparavant et de la très belle arrière-saison 2021, qui a reculé les dates de ventes cet automne.

Les exports fortement ralentis en octobre

Sur la période 10 (s40 à s43) selon SPIE-BDNI, 93 000 broutards mâles et femelles sont partis à l'étranger, en net recul de -11% /2020 et -10% /2019. Les bonnes disponibilités fourragères au début de l'automne ont incité les éleveurs à retarder la vente de leurs broutards.

En cumulé entre s1 et s43, le commerce est resté dynamique, avec 948 000 broutards envoyés (+3% /2020 et -1% /2019) dont 33% de femelles, une part identique à celle de 2020.

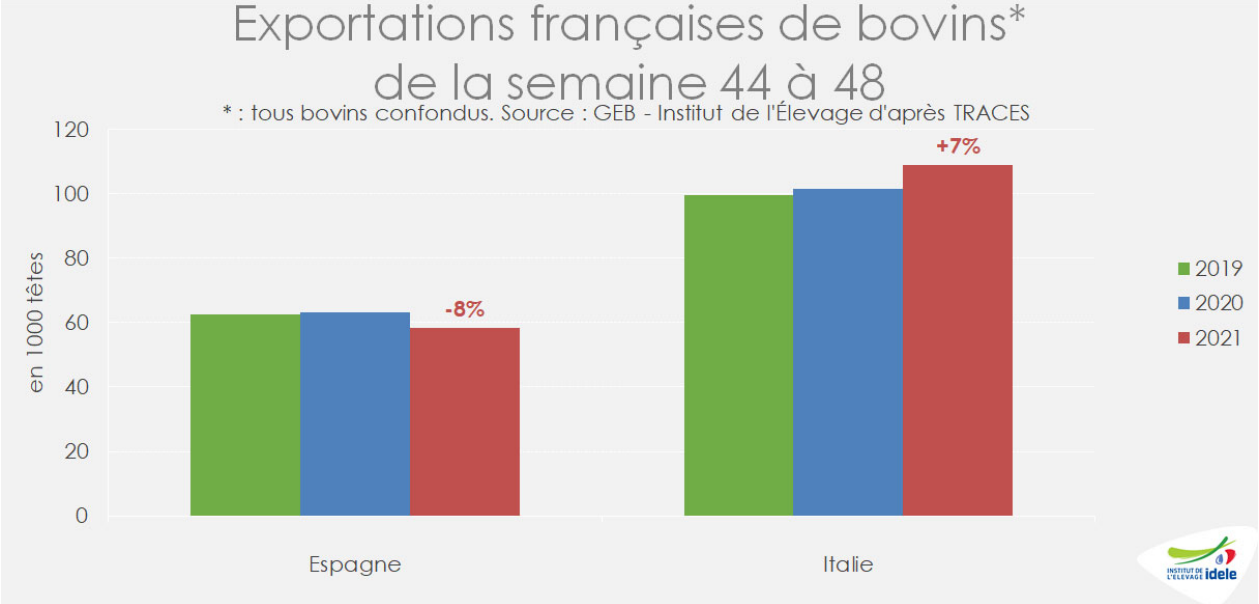


Vers l'Italie, en octobre, selon les Douanes françaises, la France avait envoyé 77 000 broutards mâles et femelles, en chute de -13% /2020 en lien avec les faibles disponibilités de broutards à la vente. En cumulé depuis début 2021, le commerce transalpin est cependant resté robuste, à 746 000 broutards (-1% /2020 et 2019).

Vers l'Espagne, en octobre, selon les Douanes, 8 000 broutards mâles et femelles avaient été expédiés, soit -44% /2020. Depuis le 1er septembre, la mise en œuvre de la Loi de Santé Animale par les Espagnols les oblige à importer des broutards vaccinés contre la FCO, ce qui pourrait affecter les envois de broutards. De plus, avec les fortes disponibilités de veaux laitiers à l'automne, les Espagnols ont acheté davantage de veaux français non sevrés en octobre 2021 (+16% /2020). En cumulé depuis le début de l'année, 98 000 broutards français ont traversé les Pyrénées soit -5 % /2020 et -26% /2019, confirmant la tendance de fond d'un report des Espagnols vers le petit veau.

En novembre, belle reprise des envois vers l'Italie !

Sur les cinq semaines les plus récentes, du 31 octobre au 4 décembre (s44 à s48), les exports vers l'Italie ont rebondi. Selon TRACES, 109 000 bovins, tous âges confondus, ont été envoyés en Italie, soit +7% /2020 et +9% /2019.



Des exports vers pays tiers ont bien résisté en octobre

En octobre, 7 000 broutards ont été exportés vers les pays tiers, en chute de -46 % comparé à l'exceptionnel mois d'octobre 2020 mais à +8% /2019. Le commerce régulier s'est poursuivi avec l'Algérie en octobre, avec 5 500 broutards exportés (-1% /2020) malgré la suspension de la délivrance de nouvelles licences d'import début octobre. 1 300 broutards sont également partis vers Israël. L'an passé, à l'activité habituelle s'étaient ajoutés des envois ponctuels de 2 000 têtes vers le Qatar et de 3 000 têtes vers la Tunisie.

La Tunisie devrait importer quelques milliers de broutards en fin d'année 2021, suite à la délivrance de licences d'import et les envois vers Israël devraient se poursuivre.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

Des prix et des coûts record

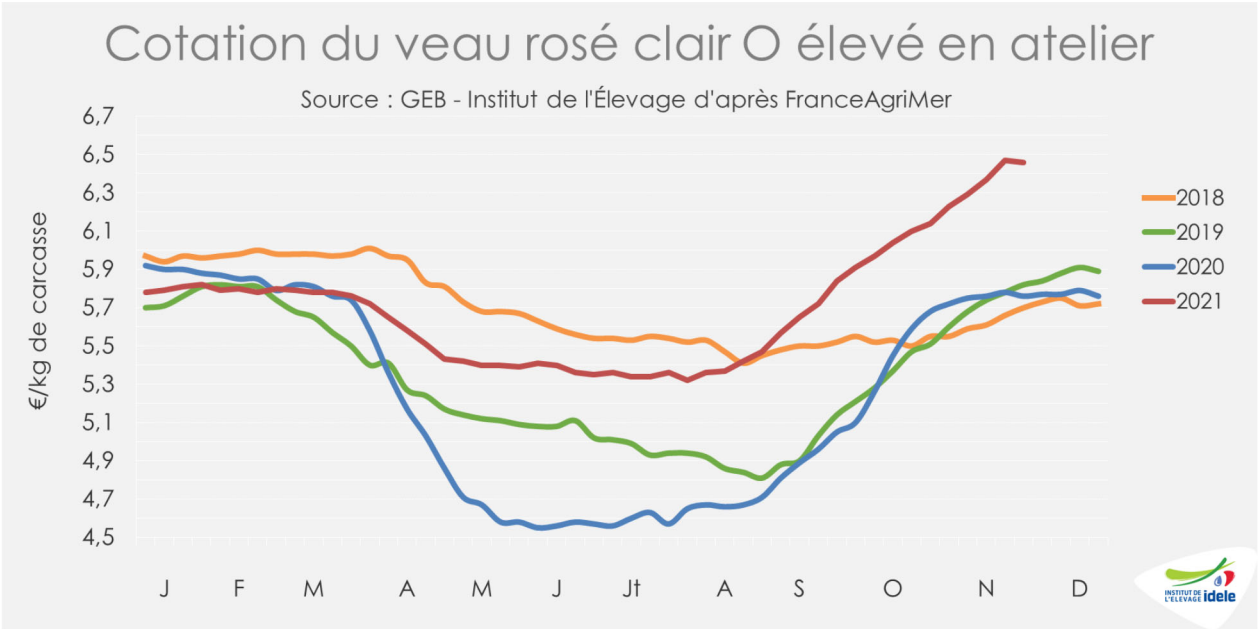
Dernière révision le 14 décembre 2021

La cotation du veau gras a poursuivi sa hausse ces dernières semaines. La prudence des mises en place après deux années de crise a fait reculer l'offre, permettant de soutenir les prix dans un contexte de hausse généralisée des coûts de production. Le marché néerlandais se porte bien, mais le renforcement des mesures sanitaires dans plusieurs pays européens pourrait peser sur la demande.

Vers une stabilisation des cours ?

En semaine 47, la cotation du veau de boucherie rosé clair O a atteint le niveau record de 6,47 €/kg de carcasse, avant de perdre un centime en semaine 48. A 6,46 €/kg, elle dépasse très largement les prix 2020 (+12% ou +70 cts) et 2019 (+11% ou +64 cts).

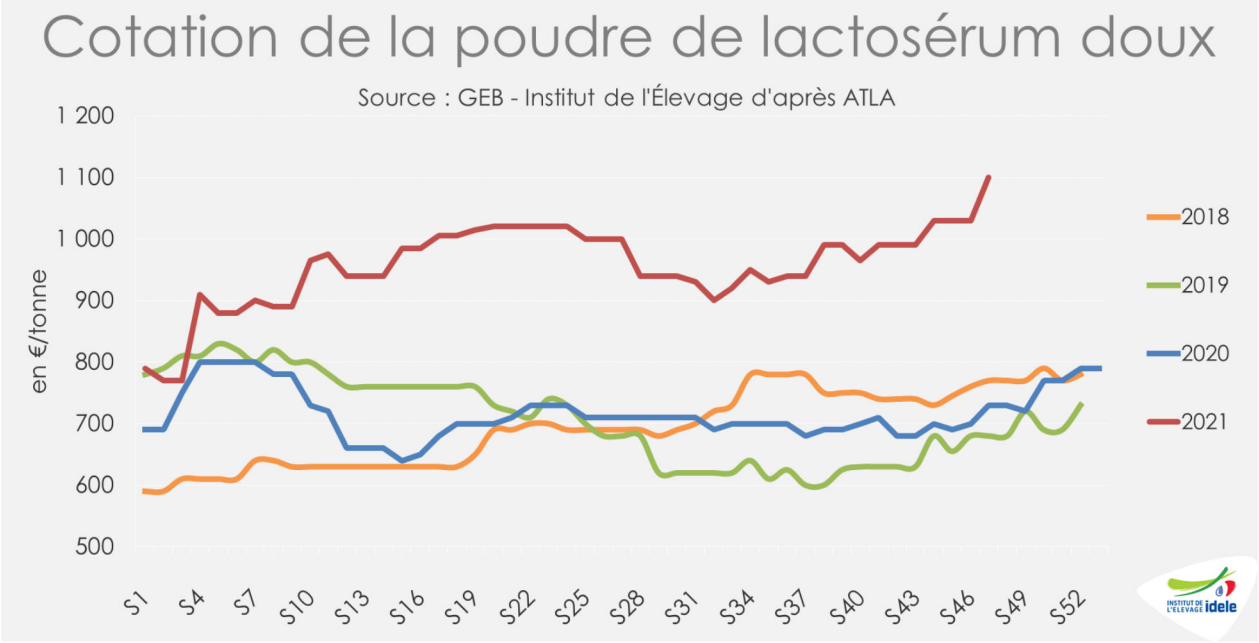
Il est habituel d'observer une remontée des cours du veau de boucherie entre septembre et novembre. Cette période est marquée par la réouverture de nombreux établissements de restauration collective et par le retour d'une météo automnale propice à la consommation de veau. La hausse saisonnière de 2021 a toutefois été exceptionnellement forte pour plusieurs raisons. Après deux années de crise pour le secteur du veau de boucherie, les mises en place ont probablement été plus prudentes en 2021 : l'offre était en léger recul alors même que la demande était soutenue en cette période de l'année. Par ailleurs, dans un contexte de hausse généralisée des coûts de production et notamment du prix des aliments pour veau, cette hausse est la bienvenue.



La hausse est similaire pour la cotation du veau R rosé clair qui a bondi de 19 centimes en 4 semaines, à 6,90 €/kg en semaine 48 (+8% /2020 et +9,5% /2019).

Les coûts alimentaires ont continué de grimper

La cotation de la poudre de lactosérum doux a poursuivi sa hausse pour atteindre 1 100 €/t en semaine 47, un niveau jamais égalé ces dernières années (+51% /2020 et +39% /2019).



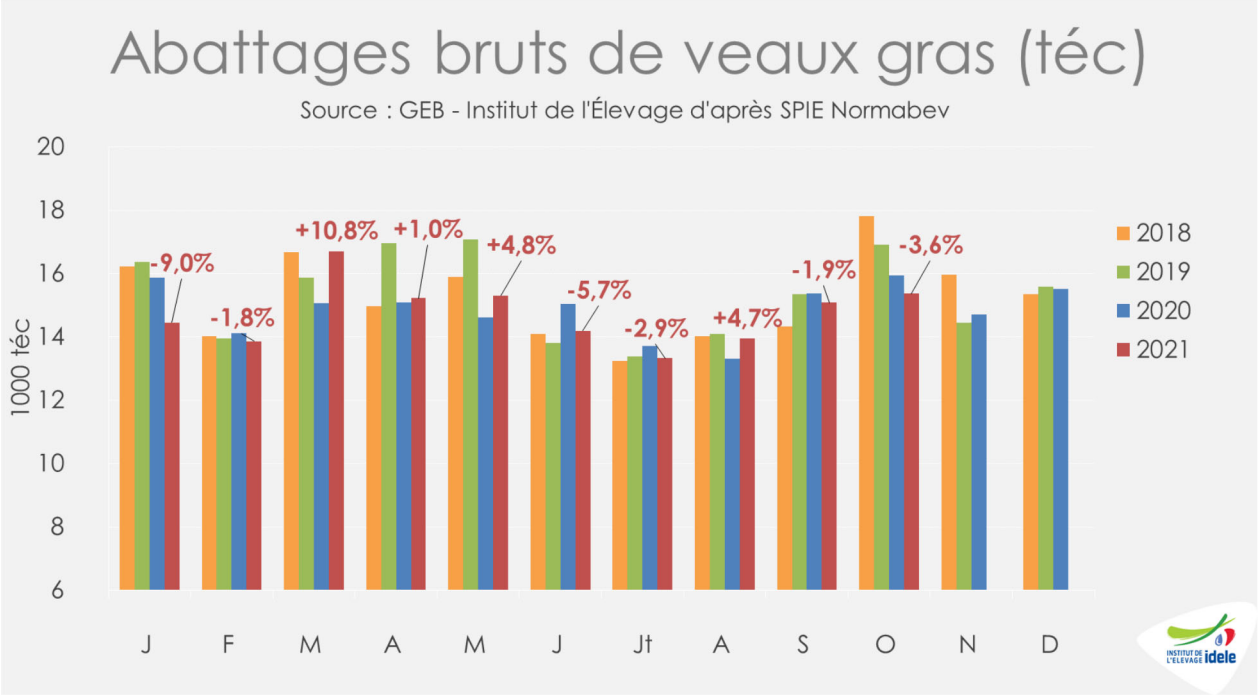
Le prix de la poudre maigre a également atteint des niveaux record. A 3 210 €/t, il était supérieur de +49% /2020 et de +43% /2019 en semaine 47.

L'IPAMPA des autres aliments pour veaux a bondi en octobre : à 118,5 points, il dépassait de 16 points son niveau de 2020 et de 19 points celui de 2019. Les prix des céréales et des substituts protéiques restent très élevés dans un contexte de forte demande mondiale et de prix élevés de l'énergie.

En Europe, le cours du gaz brut atteignait 0,08 €/kWh en novembre 2021, un prix multiplié par 5,7 en un an. Le gaz représente 5% du total des charges des éleveurs spécialisés en veau de boucherie et suivis dans le cadre du réseau Inosys.

La production n'a pas retrouvé son niveau pré-pandémie

En octobre, 102 500 veaux gras ont été abattus en France, en net retrait de -5,5% /2020 (-6 000 têtes) et de -12% /2019. En tonnage, la baisse est moins marquée : 15 400 téc soit -4% /2020 et -9% /2019. Cependant, le mois d'octobre 2021 comptait un jour ouvré de moins qu'octobre 2020, les abattages seraient en réalité plutôt stables. En revanche ils restent en net recul par rapport au mois d'octobre 2019 qui comptait un jour ouvré de plus.



La baisse de la production concerne avant tout les abattages de veaux importés (-26% /2020 avec 4 000 têtes abattues en octobre).

En cumul sur les dix premiers mois de l'année, 993 000 veaux ont été abattus (-0,8% /2020 et -5% /2019) pour un total de 147 500 téc (-0,5% /2020 et -4% /2019). La prudence des mises en place a fait reculer l'offre, sur la lancée de 2020.

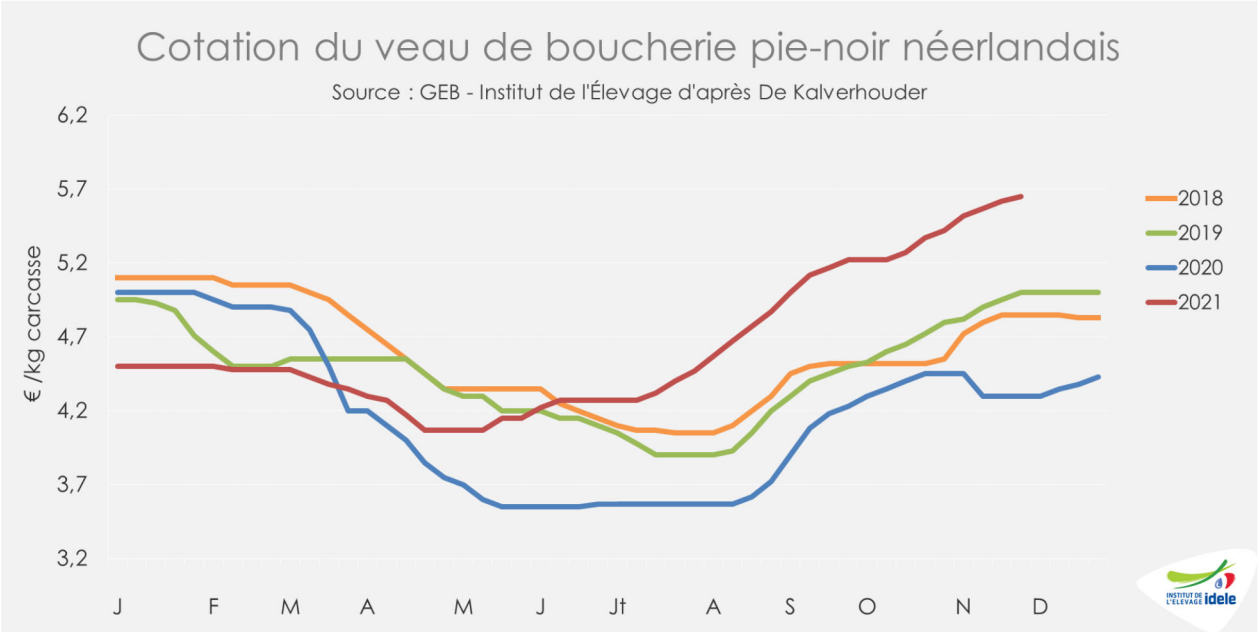
Le poids carcasse reste élevé en octobre

L'âge et le poids à l'abattage ont entamé leur baisse saisonnière habituelle du fait d'un meilleur équilibre entre l'offre et la demande à cette période de l'année.

Néanmoins, le poids à l'abattage est resté relativement élevé en octobre : à 150 kg éc, il dépassait de +3 kg son niveau 2020 et de +4,2 kg son niveau 2019. Par ailleurs, alors que l'âge à l'abattage était plutôt jusque-là en retrait par rapport à 2020, il s'est à l'inverse accru au mois d'octobre de +1,6 jour /2020 et de +3 jours /2019 (189,6 jours).

Aux Pays-Bas, les cours poursuivent leur hausse

A 5,65 €/kg de carcasse en semaine 48, la cotation du veau de boucherie néerlandais dépassait toujours largement ses niveaux 2020 (+31%) et 2019 (+13%). Le marché du veau blanc néerlandais se porte bien, tiré notamment par des demandes française et italienne soutenues alors que l'offre néerlandaise est plutôt réduite.



Le marché du veau rosé est plus encombré, la demande n'étant pas très dynamique aux Pays-Bas et en Belgique, marchés de prédilection de cette production : la hausse des cours a légèrement ralenti ces dernières semaines.

Comme en France, la hausse des cours des veaux gras est à mettre en parallèle de la hausse des coûts alimentaires : les veaux qui sortiront dans les prochaines semaines auront été produits à un prix de revient plus élevé et seul un maintien des cotations pourra permettre de couvrir les coûts de production.

En cumul sur les 9 premiers mois de l'année, les abattages de veaux néerlandais se maintiennent en téc (164 000 téc, -0,2% /2020), mais reculent en têtes (1,02 million soit -2,3% /2020). Les intégrateurs néerlandais ont réduit les mises en place après les difficultés rencontrées en 2020 du fait de la fermeture de la RHD européenne.

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

Des prix au plancher malgré le dynamisme des exportations

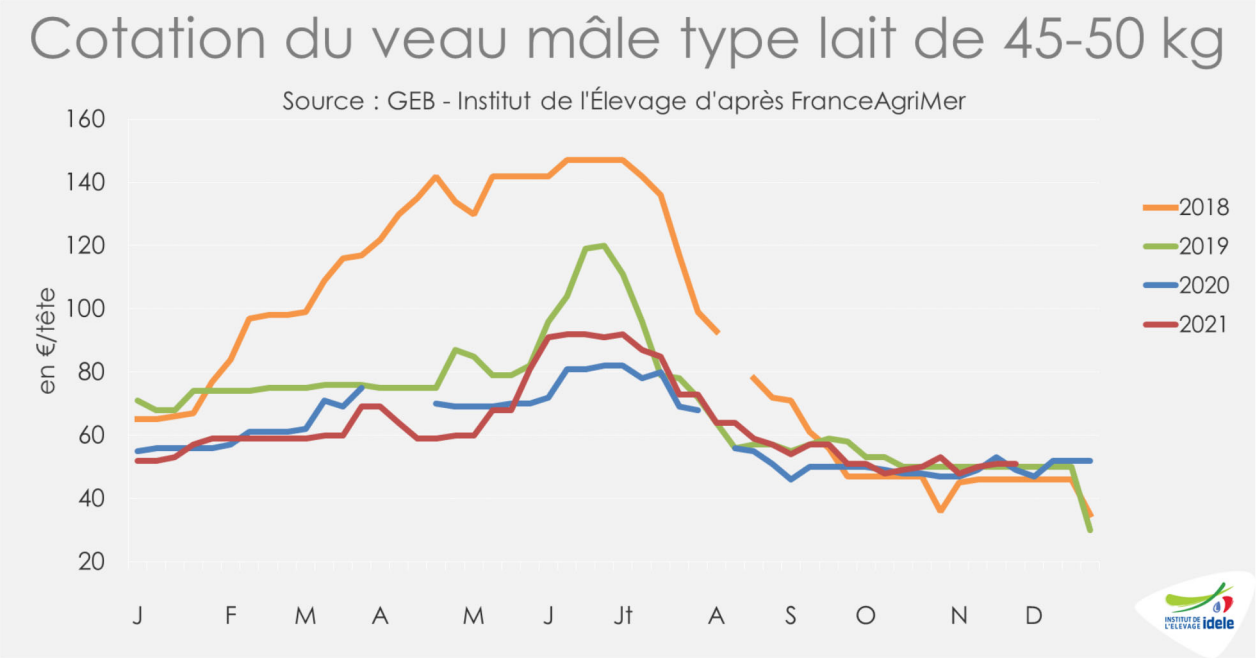
Dernière révision le 14 décembre 2021

Le marché français du petit veau laitier est morose du fait d'un déséquilibre entre l'offre et la demande, récurrent à cette période de l'année. Le pic automnal des naissances laitières fait face à des mises en place plus modérées dans les ateliers de veaux de boucherie en France en prévision d'une moindre consommation printanière de viande de veau. La demande des engraisseurs espagnols est dynamique malgré la hausse des coûts d'alimentation.

Les débouchés français sont en berne

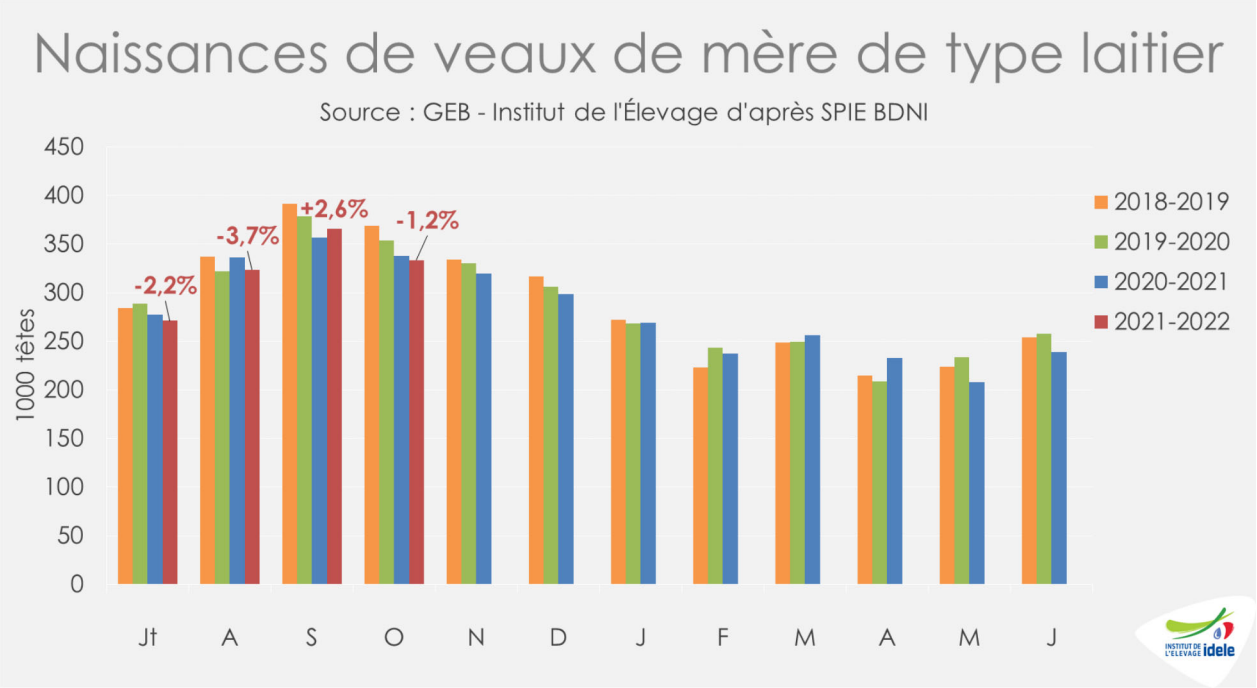
Comme chaque année, les ventes de veaux mâles laitiers sont compliquées depuis le début de l'automne. Les difficultés à trouver des débouchés sur le marché français en cette période de pic des naissances laitières affectent les prix.

Le cours du veau mâle type lait de 45-50 kg stagne aux mêmes très faibles prix des années précédentes (51 €/tête en semaine 48 soit +2 € /2020 et +1 € /2019). La cotation du mâle laitier de 50-60 kg reste également au plancher : à 72 €/tête en semaine 48, elle est supérieure au prix très dégradé de 2020 (+3 €), mais reste inférieure au prix 2019 (-4 €). Ces cotations sont représentatives des prix pratiqués sur les marchés aux bestiaux.



Plus de veaux croisés

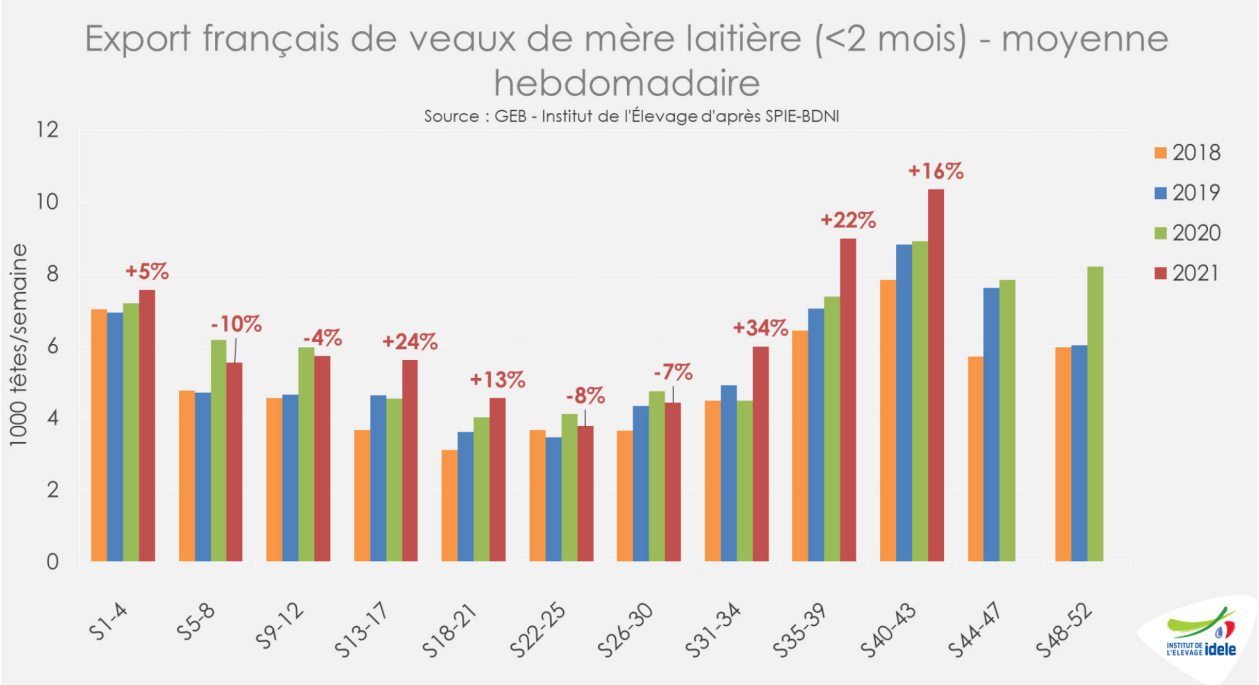
En octobre 2021, les naissances de veaux de mère laitière ont reculé de -1,2% /2020 (-4 200 têtes) et de -5,7% /2019 avec un total de 333 400 naissances d'après SPIE-BDNI. Le repli des vêlages est un peu moins marqué que la baisse du cheptel laitier : 3 529 000 vaches laitières étaient présentes dans les élevages au 1er novembre 2021, soit -1,5% /2020 (-53 000 têtes).



En cumul depuis janvier 2021, les naissances laitières ont totalisé 2,73 millions de têtes, en retrait de -1,2% /2020 et de -1,5% /2019. Ce recul cache des disparités entre les types raciaux : les naissances de veaux de race laitière pure et croisés lait a reculé à 2,11 millions de têtes (-2,5% /2020), alors que les naissances de veaux croisés viande ont progressé de +4,5% /2020 (627 600 têtes).

Toujours plus de veaux vers l'Espagne !

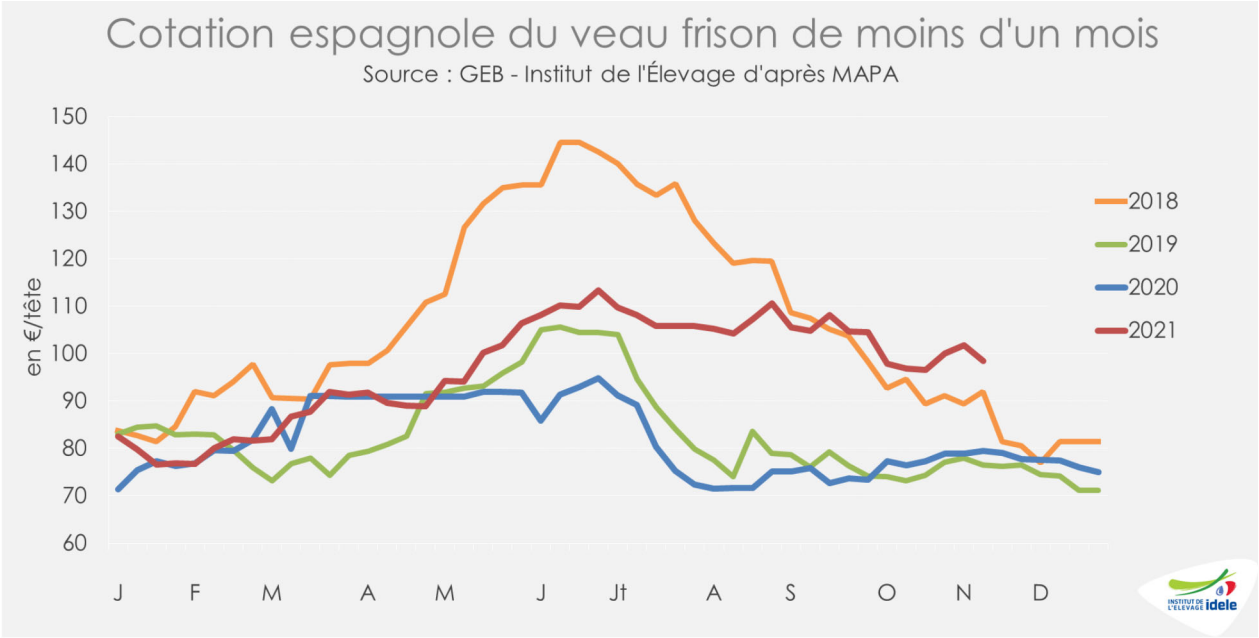
Les exportations de veaux laitiers ont atteint des niveaux record ces derniers mois. Sur les semaines 40 à 43 (mois d'octobre), 41 000 veaux de mère laitière ont été exportés, soit +16% /2020 (+6 000 têtes) et +17% /2019. En cumul sur les semaines 1 à 46, 304 000 petits veaux ont été exportés soit une hausse de +11% /2020 et de +19% /2019. Cette hausse des exportations est avant tout destinée au marché espagnol : environ 90% des veaux laitiers exportés y sont envoyés.



La demande des engraisseurs espagnols est soutenue dans un contexte de hausse des cours européens de la viande. Sur les 9 premiers mois de l'année, les importations espagnoles de bovins vivants (broutards et veaux), toutes origines confondues, ont progressé de +17% /2020 d'après Eurostat.

Néanmoins, la hausse du prix des matières premières et de l'énergie pèse sur les coûts de production et pourrait freiner les mises en place en ateliers d'engraissement. Ainsi, les importations espagnoles de bovins vivants ont reculé de -14% /2020 au 3ème trimestre 2021. Mais cette baisse des importations n'affecte pas les petits veaux laitiers français, dont les achats ont progressé de +7% /2020 sur cette même période, d'après Eurostat. Malgré la hausse des coûts alimentaires, les engraisseurs espagnols continuent d'acheter des veaux laitiers français, qui nécessitent moins de mobilisation initiale de capital par rapport à des animaux plus âgés de type broutard.

En témoigne la cotation espagnole du veau frison de moins d'un mois, qui n'a pas connu de baisse saisonnière marquée et s'est même maintenue à des niveaux relativement élevés pour la saison. A 98 €/tête en semaine 46, elle était supérieure de +24% /2020 et de +29% /2019.



Le reflux s’étend

Dernière révision le 14 décembre 2021

La production laitière poursuit son reflux dans les principaux bassins excédentaires. Les prix du lait s’accroissent certes dans le sillage des cours des produits laitiers, mais les coûts de production augmentent encore plus vite. Partout, la priorité des éleveurs semble donc de limiter les coûts au détriment des volumes.

La contraction de la ressource laitière dans les grands exportateurs se répercute sur le marché du beurre et de la poudre maigre, d’autant que la demande et les fabrications de fromages sont très dynamiques.

Dans l’UE-27, la collecte décroche fortement dans les principaux pays producteurs, France en tête.

En France, la situation de la filière « bio » est toujours préoccupante. Le déphasage entre offre et demande continue de croître, ce qui se traduit par des déclassements croissants de lait bio en lait conventionnel. Les importants volumes encore en conversion risquent encore de gonfler les excédents dans les prochains mois. Les cours soutenus des produits laitiers standards permettent toutefois de limiter les coûts liés au déclassement. La situation est meilleure chez les autres producteurs européens de lait bio, où les prix progressent nettement.

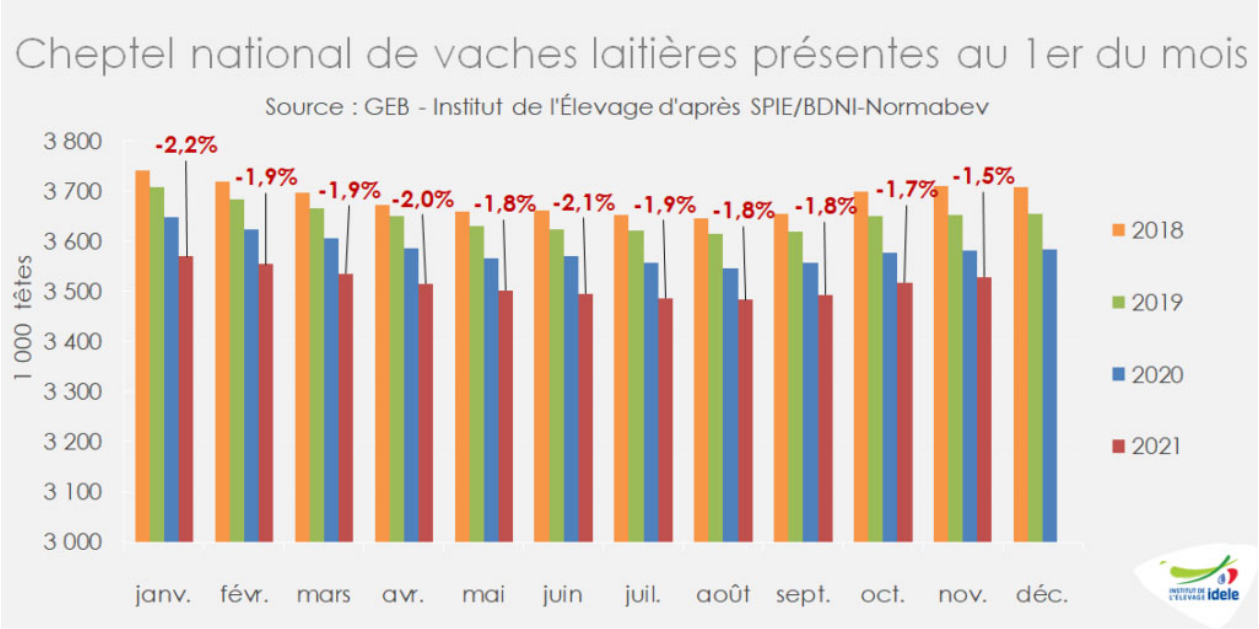
Le repli de la collecte s’accentue dans l’UE-27

Dernière révision le 14 décembre 2021

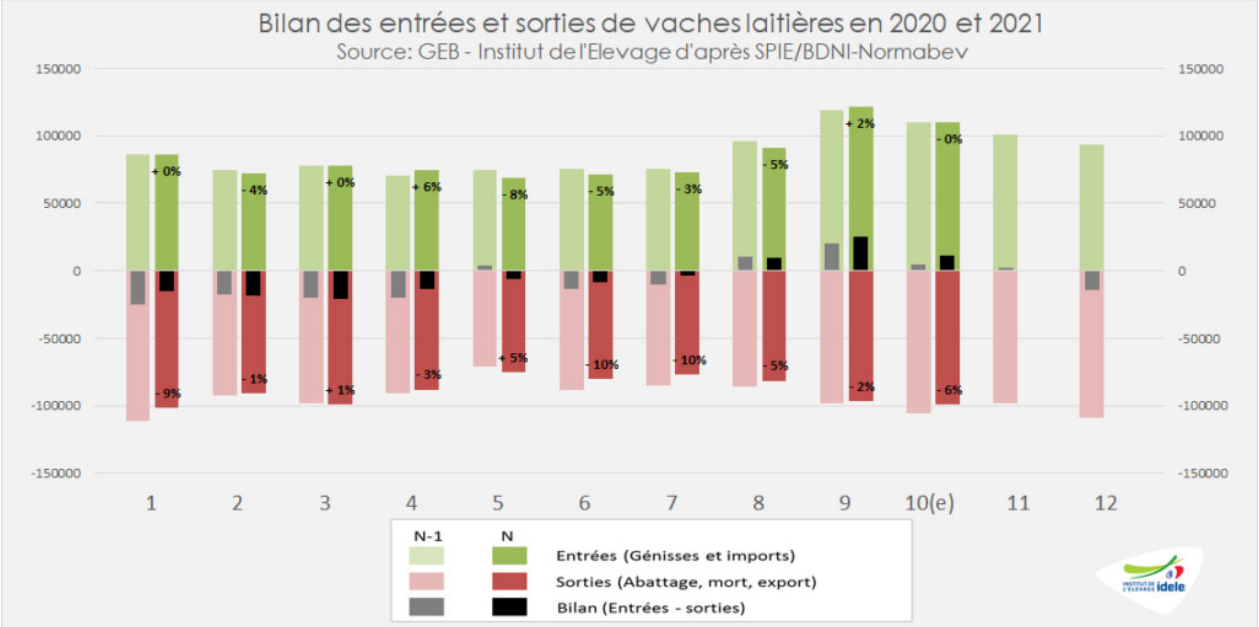
En France, la collecte décroche fortement depuis septembre (entre -2 et -3% /2020). En plus de la réduction tendancielle du cheptel, la productivité laitière diminue, en raison notamment de la hausse du prix des aliments qui conduit à un rationnement de la complémentation. La tendance est encore plus prononcée aux Pays-Bas et en Allemagne. Les faibles disponibilités se traduisent par une hausse conséquente des prix dans ces deux pays et par une stabilisation en France, qui tranche avec la baisse habituelle en cette saison.

Cheptel français : réduction des réformes de vaches laitières

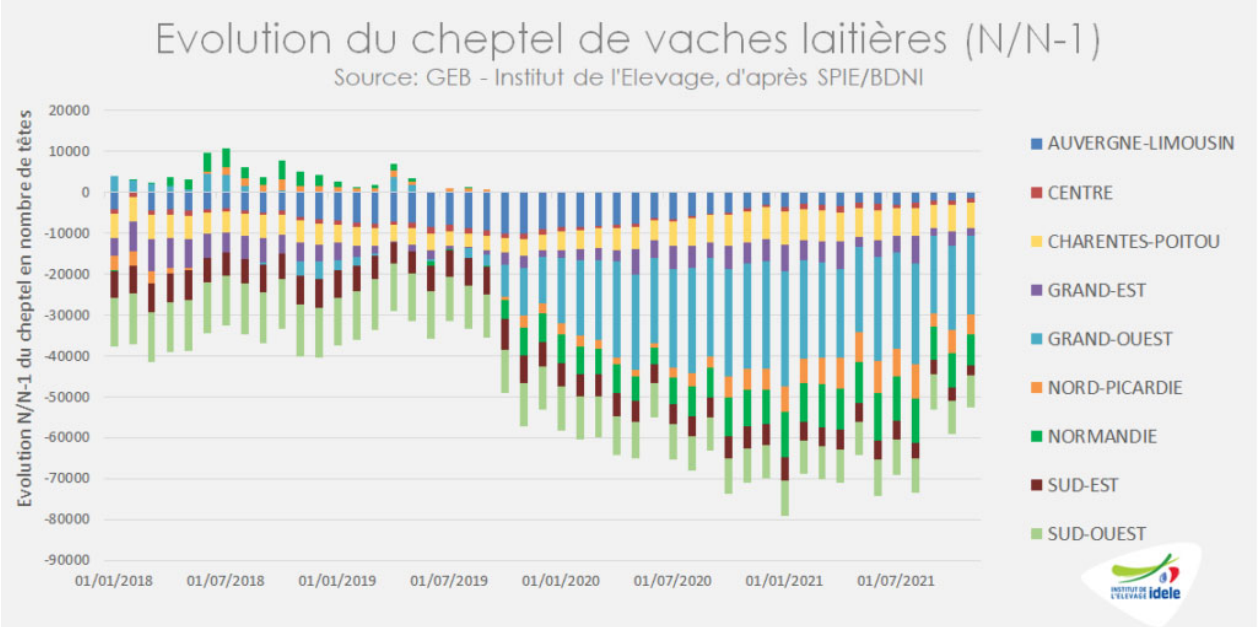
En France, le cheptel national s’établit à 3,529 millions de têtes début novembre, en recul de -1,5% /2020 (soit -52 000 têtes). Cet écart d’une année sur l’autre tend à se résorber depuis le mois de juin, où il atteignait -2,1% /2020.



Ce léger redressement du cheptel d’une année sur l’autre (même s’il reste en recul) est lié à des sorties moindres depuis le mois de juin, ce qui pourrait être lié aux grandes disponibilités fourragères, qui inciteraient les éleveurs à retarder les réformes. Un phénomène de rattrapage pourrait s’opérer dans les prochains mois, et se matérialiser par des réformes plus nombreuses. Le repli du cheptel pourrait donc s’accentuer de nouveau.

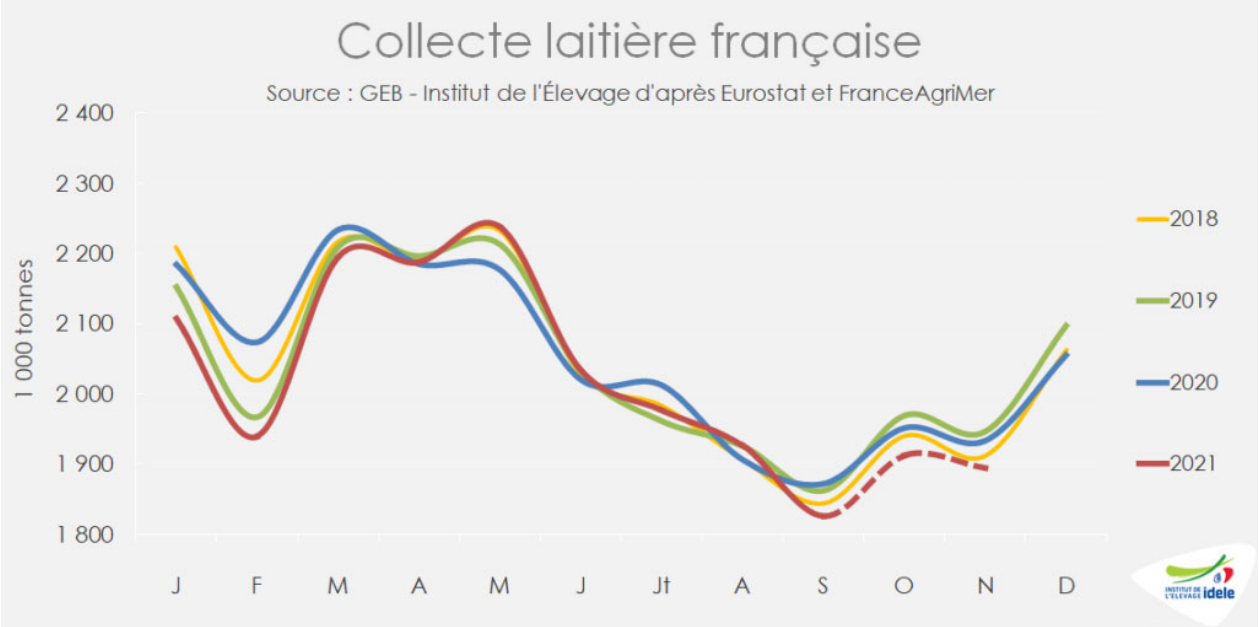


En pourcentage, sur un an, le repli est le plus prononcé dans le bassin Sud-Ouest et Poitou-Charentes (-5%). Le Grand Ouest et la Normandie observent une baisse de -2% /2020. Les cheptels résistent mieux en Auvergne-Limousin et dans le Grand-Est (-1% /2020). Comme il représente 1/3 des cheptel français, c'est toutefois dans le bassin Grand-Ouest que l'on observe, en absolu, les plus fortes baisses de cheptel d'une année sur l'autre.

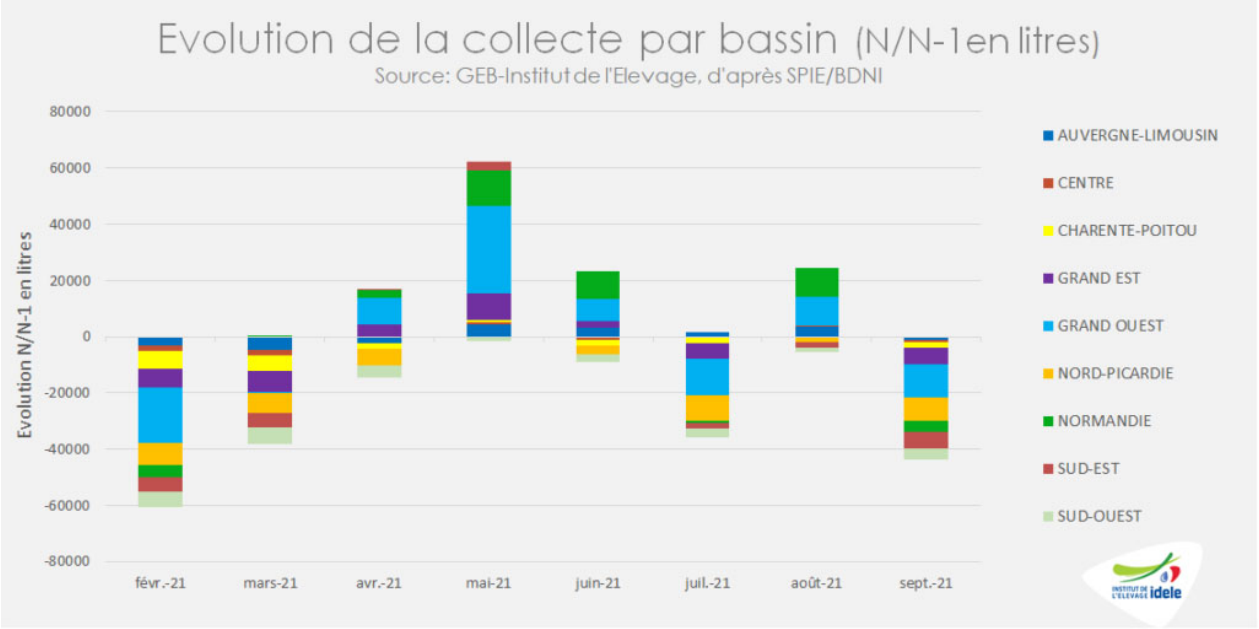


Collecte en net recul depuis septembre en France

Après un repli de -2.4% en septembre, le décrochage de la collecte se serait poursuivi en octobre, puis en novembre (environ -2% / 2020), selon les enquêtes hebdomadaires laitières de FranceAgriMer. Ce recul est d'autant plus significatif qu'il est relatif à une collecte 2020 déjà peu dynamique. Cette baisse des livraisons étant plus prononcée que celle du cheptel, elle découle d'une diminution de la productivité par vache probablement sous l'effet d'une moindre distribution d'aliments concentrés. Celle-ci s'explique notamment par la hausse du prix de l'alimentation, en particulier des aliments azotés, qui pèse davantage sur les rations hivernales. Les acteurs évoquent également des fourrages conservés de qualité moyenne, notamment en ce qui concerne l'ensilage maïs. La collecte s'établirait à son niveau le plus bas depuis 2016.

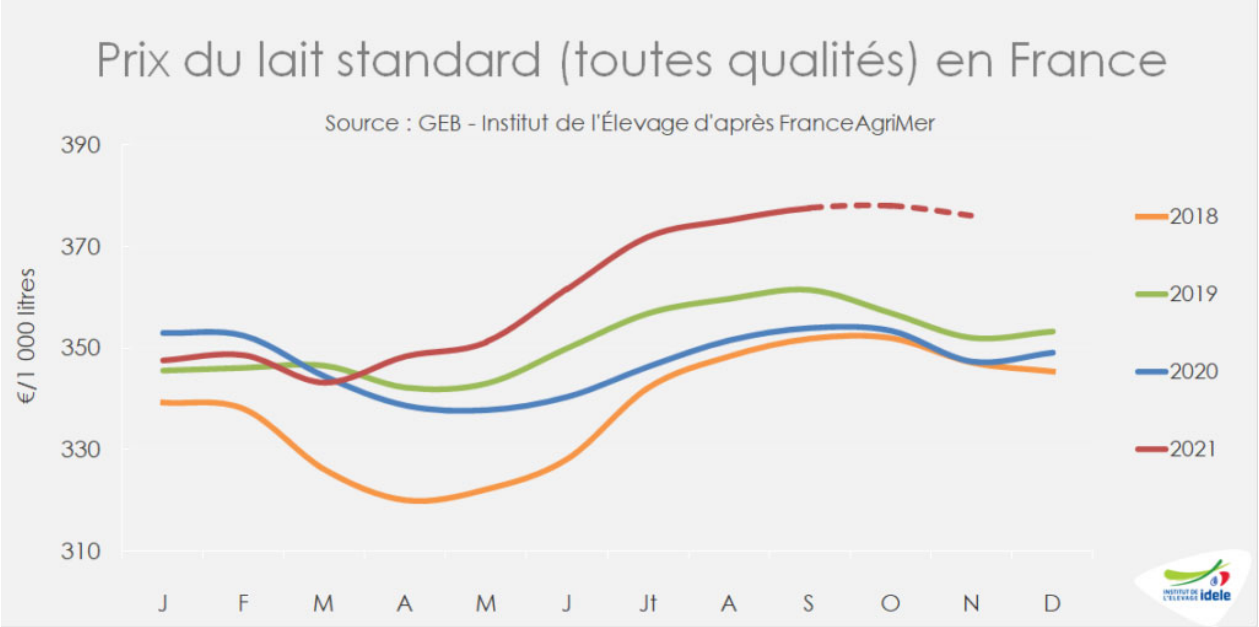


En septembre, comme pour le cheptel, aucun bassin ne faisait exception à la baisse de la collecte. Sur les 43 ML collectés en moins par rapport à septembre 2020, c'est le bassin Grand Ouest qui contribue le plus à la baisse en absolu (-12 ML, -1,8%), mais c'est dans le bassin Grand Est que la baisse relative est la plus prononcée (-5 %).



Prix du lait : baisse saisonnière neutralisée

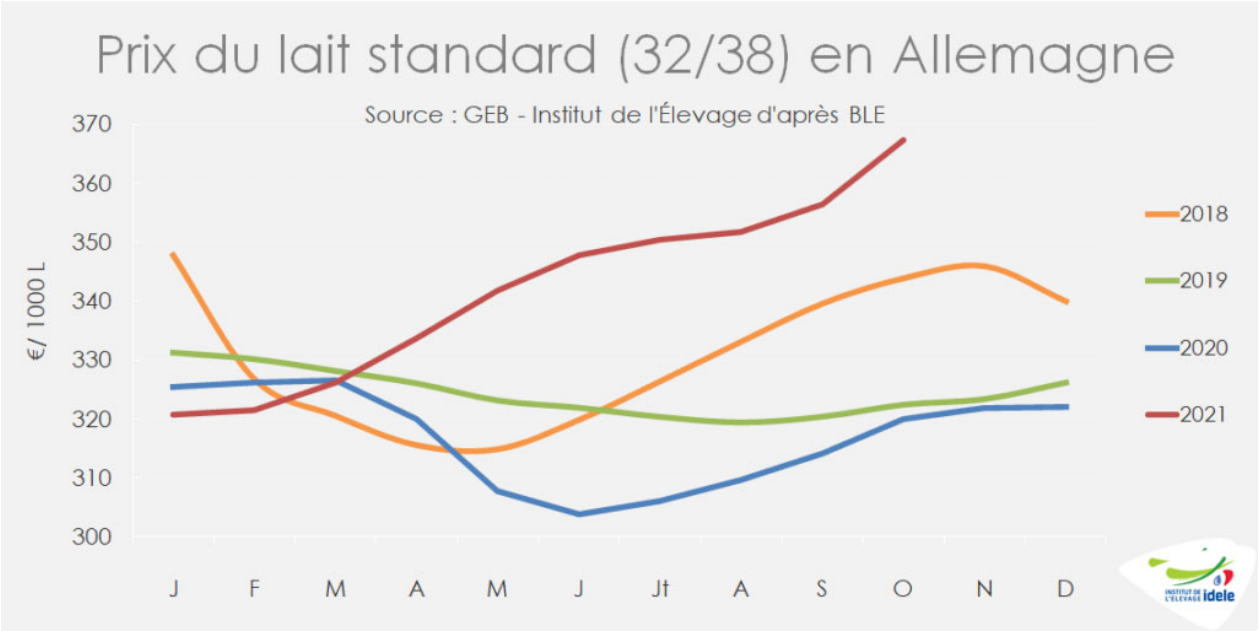
Entre septembre et novembre, selon l'observatoire de la revue *l'Éleveur Laitier,* le prix du lait n'a pas connu la baisse saisonnière habituellement associée au redressement de la collecte. Le prix du lait n'augmente pas d'un mois sur l'autre, mais progresse nettement d'une année sur l'autre. L'écart de prix par rapport à l'an dernier devrait donc approcher les +30 €/1 000 l en novembre. La hausse combinée des coûts de production et des cours des ingrédients laitiers laissait toutefois imaginer une revalorisation du prix payé aux producteurs. La stagnation de l'indice PVI (prix de vente à l'industrie) des produits laitiers, reflet de la valorisation des PGC France, pourrait expliquer l'absence de progression significative du prix payé aux producteurs.



Recul de la collecte de l'UE-27 en octobre

Selon AMI, le repli de la collecte en UE-27 pourrait s'être accentué en octobre (-1% /2020), après une légère baisse en septembre de -0,7% /2020. Les collectes des trois principaux producteurs ont continué de reculer fortement, notamment aux Pays-Bas, de -4.1% /2020 en octobre.

En **Allemagne**, selon AMI, la collecte se situerait environ -3% en dessous de son niveau de l'an dernier à pareille époque. Elle aurait atteint son plus bas niveau depuis 2017. Ces dernières années, l'augmentation de la productivité compensait la réduction du cheptel. Ce n'est plus le cas cette année en raison notamment de la hausse du coût de l'alimentation. Plusieurs acteurs de la filière considèrent que ce recul pourrait marquer une inflexion de la tendance, et que le pic de production laitière pourrait avoir été atteint en 2020.



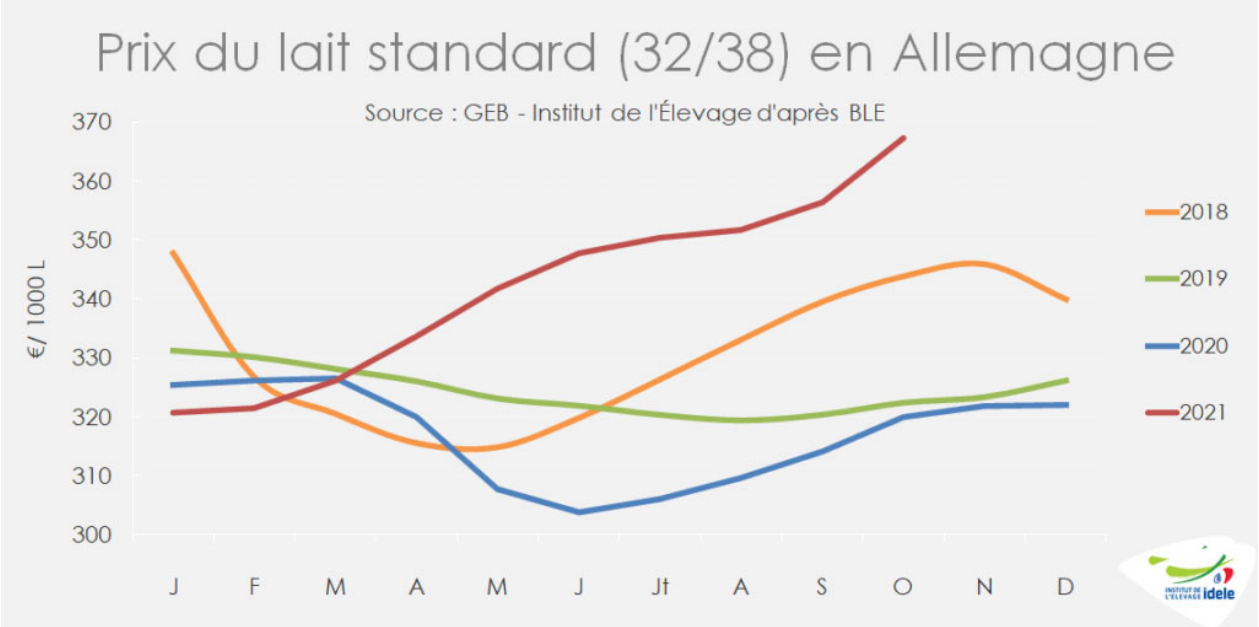
Ce reflux des livraisons dans les grands pays producteurs n'a pas été compensé par les pays dont la collecte était dynamique ces derniers mois. Certains d'entre eux ont également connu un ralentissement de leurs livraisons. C'est par exemple le cas de la **Pologne**, dont la collecte n'a progressé que de +0,4% en octobre, après avoir déjà stagné en septembre.

De son côté, la collecte irlandaise n'a progressé que de +2,4% /2020 en octobre, sa plus faible progression depuis un an. Selon Teagasc, sur les 6% de croissance de la production laitière en 2021, 2 à 3 points émanent de la croissance du cheptel, les 3 à 4 points restants sont liés à la hausse de la productivité par vache. Toujours selon Teagasc, la croissance de la production laitière pourrait ralentir à +2% en 2022, ce qui correspond en fait aux prévisions d'évolution du cheptel. La hausse des coûts de production devrait en effet peser sur la productivité. Ces prévisions sont toutefois particulièrement difficiles à réaliser dans un pays où la production laitière est fortement dépendante des conditions météorologiques.

Hausse du prix du lait plus forte dans les pays exportateurs

En octobre, d'après le MMO, le prix du lait versé aux producteurs dans l'UE-27 serait en hausse d'environ +10% /2020.

En **Allemagne**, le prix du lait standard (32/38) a progressé de +11 €/1 000 l entre septembre et octobre, ce qui porte la hausse sur un an à +47 €/1 000 l (+15% /2020). Il s'agit du plus haut niveau pour un mois d'octobre depuis 2017. Les prix sont portés par l'appréciation des cours des fromages et des ingrédients laitiers. Le prix du lait progresse cependant un peu moins en Bavière (+10 € sur un mois, +12% /2020), région de production d'une grande partie des PGC allemands, que dans les Länder du Nord, producteurs d'ingrédients laitiers (+16% en Basse Saxe, +23% dans le Schleswig Holstein).



Pour des raisons similaires, le prix du lait s'est apprécié de façon significative en octobre aux **Pays-Bas** (+53 € /2020 soit +15%). Le prix Friesland Campina (35,7 TB/44,2TP) a été fixé à 41,25 €/t en novembre, et 43,72 €/t en décembre.

En **Irlande**, pays dont 90% de la production laitière est exportée, le prix du lait est en hausse de +16% / 2020 à 375 €/1 000 l en septembre. Le prix est fortement connecté au cours des commodités laitières, et est donc plus réactif à la hausse de la valorisation beurre/poudre observée ces dernières semaines. Le pays profite en plus de la moindre concurrence à l'export de la France, de l'Allemagne et des Pays-Bas, en raison de leurs faibles disponibilités laitières.

En **Italie**, le prix du lait en Lombardie (qui sert de référence au prix italien) est également en hausse de +7% /2020 (390 €/1 000 l). Le gouvernement italien veut imposer un prix minimum versé aux éleveurs de 410 €/1 000 l entre novembre et mars 2022, pour faire face à la hausse exceptionnelle des charges. Il s'agit d'une prime « d'urgence » pouvant aller jusqu'à 3 centimes par litre, payée par la grande distribution aux entreprises de transformation, qui devront la reverser aux éleveurs. Si cette prime de 3 centimes/litre ne suffit pas à atteindre le seuil des 41 centimes / litre, les transformateurs devront verser de leur poche 1 centime supplémentaire aux éleveurs.

Lait de vache » Collecte laitière »

Lait bio : la France fait exception dans l'UE-27

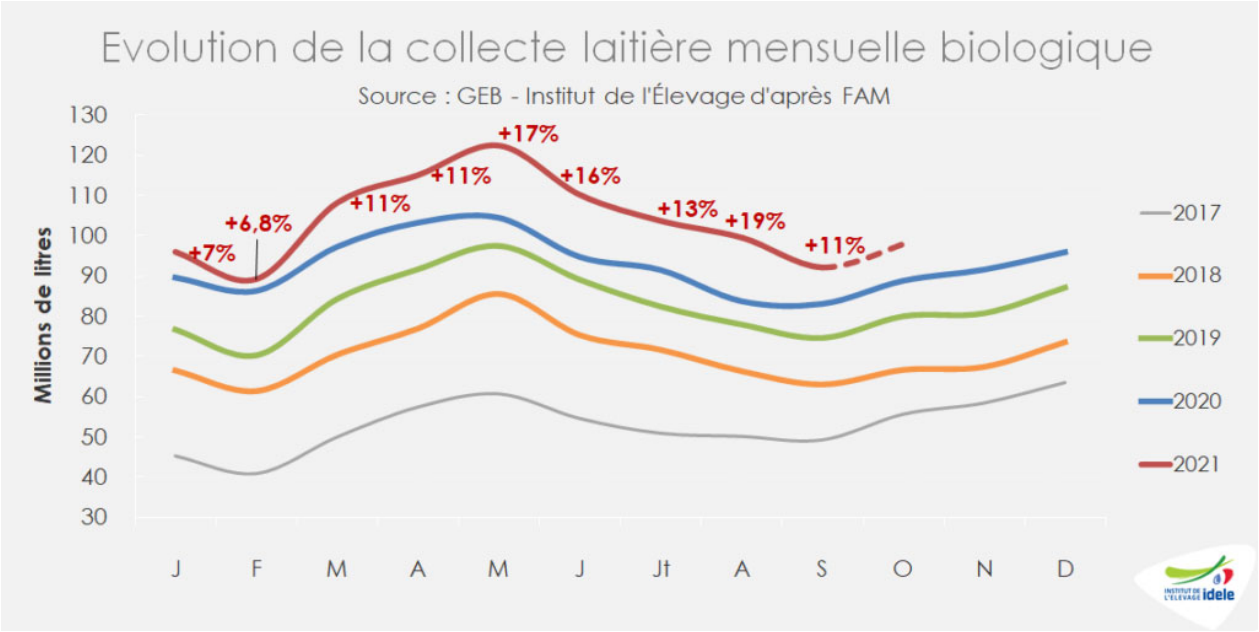
Dernière révision le 14 décembre 2021

En France, le déphasage entre offre et demande continue de croître sur le marché du lait bio, ce qui se traduit par des déclassements croissants de lait bio en conventionnel. Les importants volumes encore en conversion risquent encore de gonfler les excédents dans les prochains mois. Les cours soutenus des produits laitiers standards permettent toutefois de limiter les coûts liés au déclassement. La situation est meilleure dans les autres producteurs européens de lait bio, où les prix progressent nettement.

L'offre de lait bio va continuer de croître

En 2021, la collecte de lait bio devrait atteindre 1,24 milliard de litres, soit 12% de plus qu'en 2020. Fin 2022, d'après le CNIEL, l'arrivée de nouveaux producteurs devrait la hisser à 1,35 milliard. Le marché n'absorbe plus cette croissance. Le déclassement du lait bio est estimé à 30% en 2021, contre environ 20% l'an dernier.

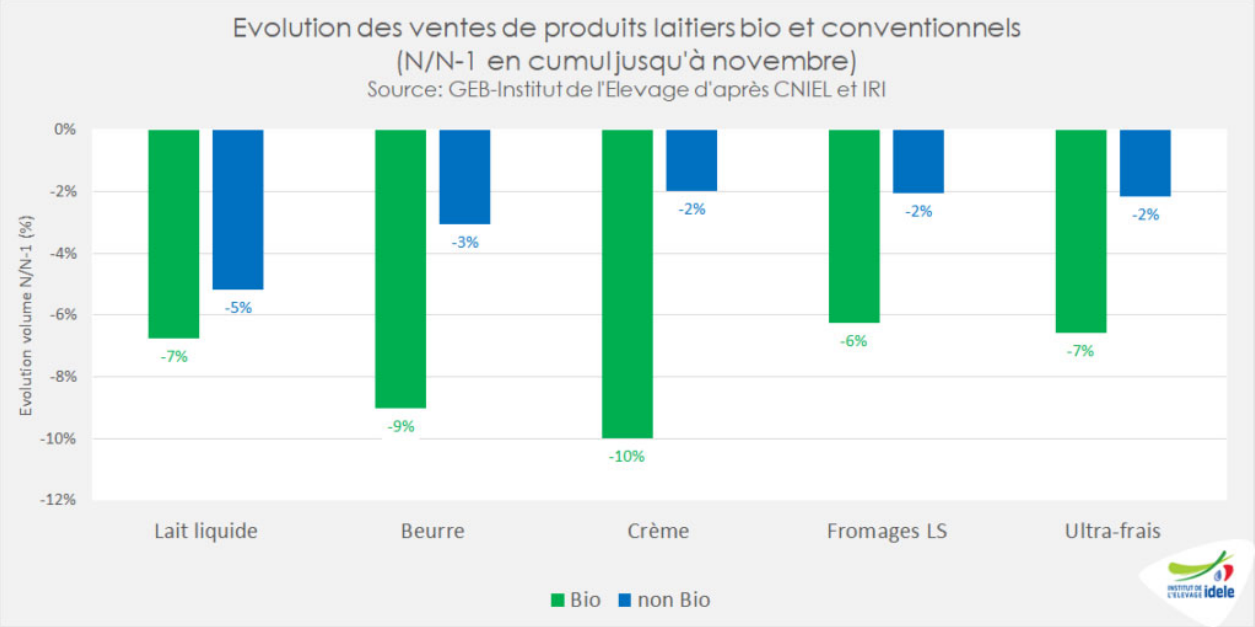
En septembre, la collecte de lait biologique s'est établie à 92,15 ML, soit +11% /2020 avec « seulement » +5% de livreurs. Les nouveaux livreurs convertis au bio ont en effet une production moyenne plus importante (autour des 450 000 l annuels par ferme selon le CNIEL, contre environ 290 000 l par ferme en moyenne sur 2020).



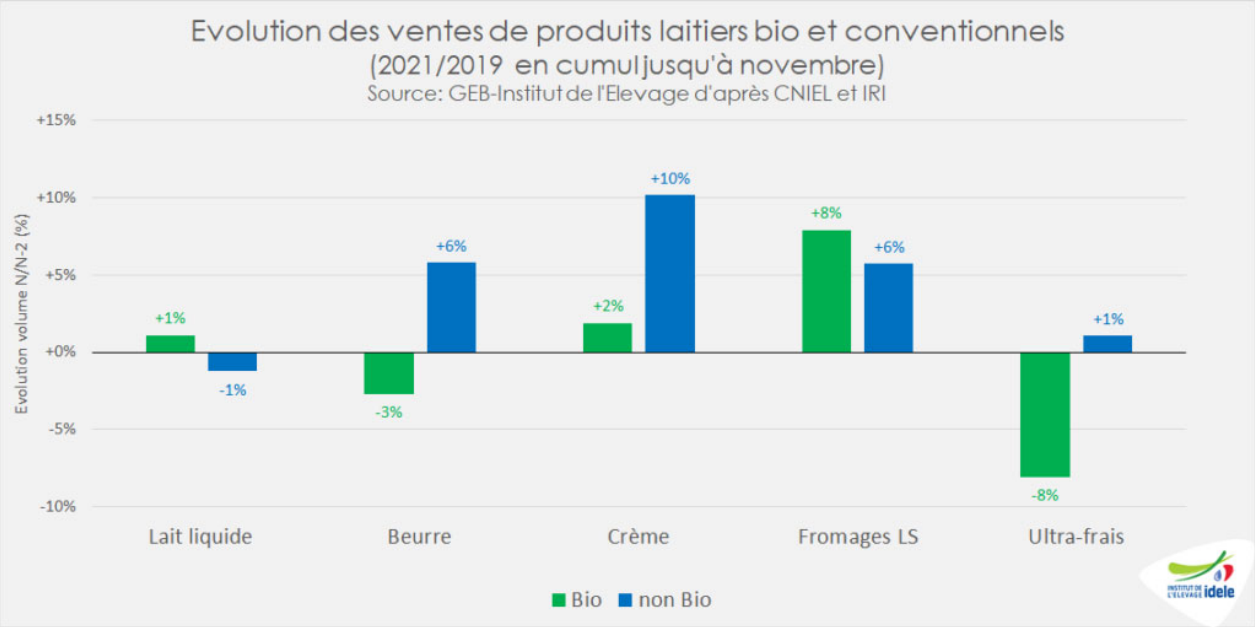
Mais la demande marque un coût d'arrêt

Depuis le début de l'année 2021, la consommation de produits laitiers bio ralentit nettement dans toutes les familles de produits. Cette tendance était déjà à l'œuvre dans celle des ultra-frais dès fin 2019.

Cette baisse relative est à mettre en perspective au regard du contexte particulier de l'année 2020, et pourrait être considérée comme anodine, si elle ne s'accompagnait pas d'un recul de la part de marché bio. Depuis l'année dernière, les produits laitiers bio ont davantage reculé que les produits conventionnels sur toutes les gammes.



Certaines catégories de produits laitiers bio se situent même en dessous de leur niveau de 2019 selon IRI. C'est le cas des ultra-frais, dont les ventes ont reculé depuis deux ans, et du beurre bio, dont la part de marché a fortement diminué.

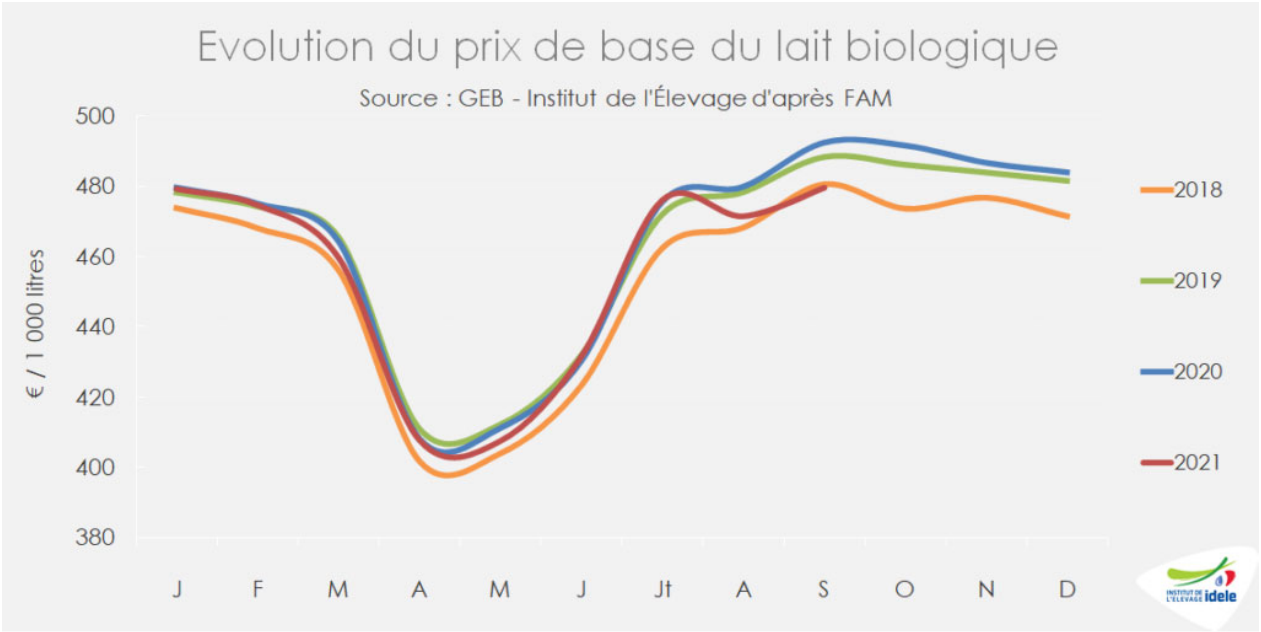


Plus qu'en conventionnel, la demande de produits laitiers bio repose essentiellement sur les achats des ménages français, les autres débouchés (RHD, IAA et export) étant relativement faibles. Selon les opérateurs, Il existe à court terme peu de perspectives de développement de ces débouchés. La situation est aggravée par la baisse des importations chinoises de laits infantiles en poudre en 2021.

Une baisse des prix limitée pour le moment

La baisse du prix de base (32-38) payé aux éleveurs est pour le moment relativement limitée en moyenne depuis le début de l'année (-3 € /1000 l), mais s'est accentuée sur les derniers mois (-13 € en septembre). La baisse du prix payé aux livreurs est moins marquée en raison notamment d'une amélioration de la composition du lait depuis le début de l'année. Cette baisse des prix pourrait s'accentuer dans les prochains mois.

Il existe de fortes disparités entre les prix payés par les différents opérateurs. Certains acteurs continuent en effet de payer des prix supérieurs à ceux de l'an dernier. Cette capacité à maintenir les prix dépend de deux facteurs : de la part du bio dans la collecte (les opérateurs spécialisés dans le bio sont davantage vulnérables) et du rythme de conversions dans les derniers mois.



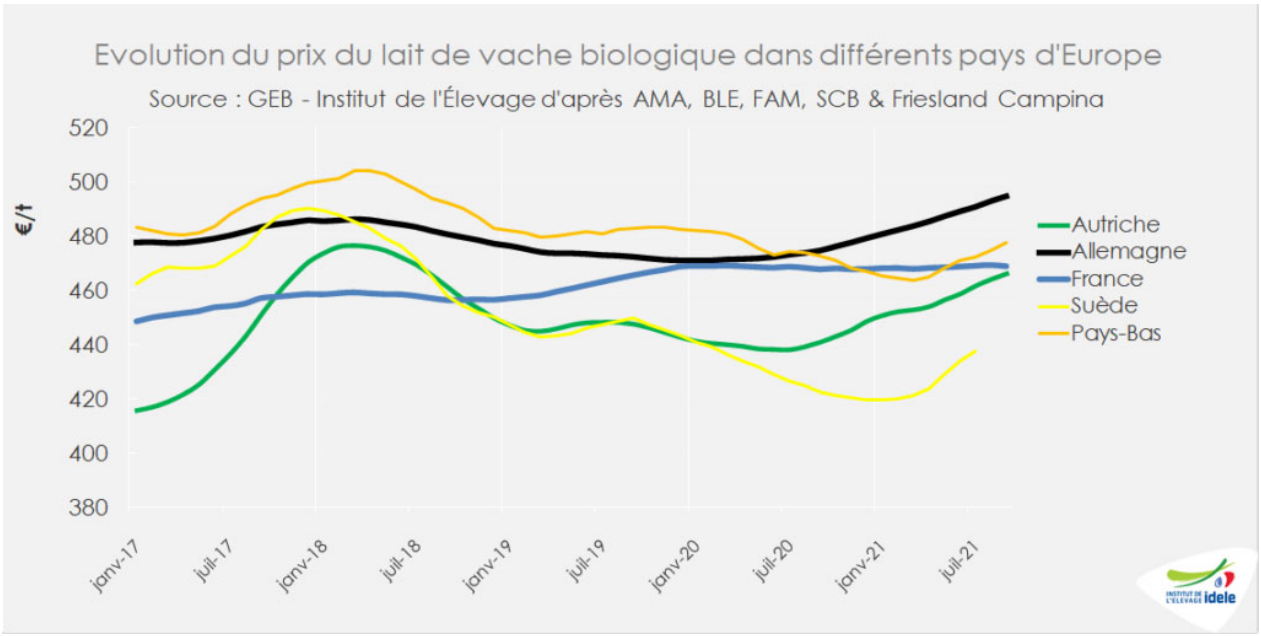
La hausse des cours des produits laitiers standards limite le coût du déclassement

Le déclassement des produits bio en conventionnel est moins coûteux pour les opérateurs, car les cours des produits laitiers standards se portent bien. La gravité de la situation dépendra donc non seulement de la dynamique de la demande de lait bio, qui déterminera l'importance des excédents, mais aussi de l'évolution des cours des produits laitiers, qui déterminera le coût réel de ce déclassement pour les comptes des opérateurs.

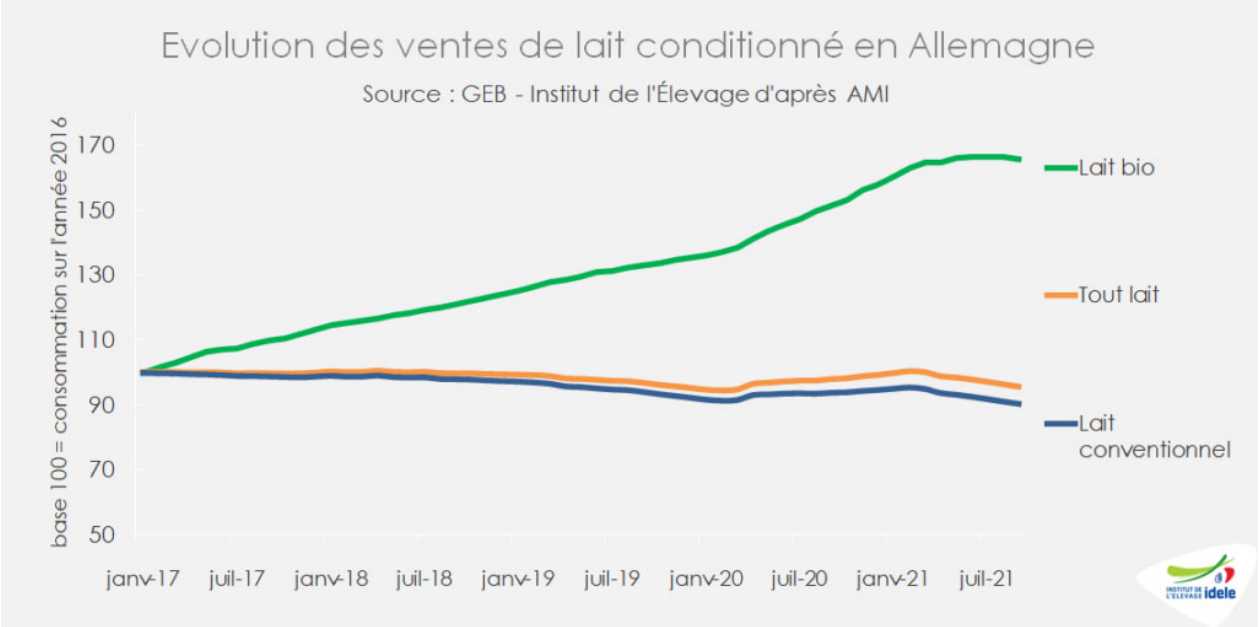
En Europe, des marchés plus équilibrés

Les turbulences sur le marché du lait biologique semblent se restreindre à la France. Dans les autres principaux pays producteurs européens, le marché est plus équilibré. La croissance de la production de lait bio est plus modérée : +1% en Autriche, +3% en Allemagne et +4% au Danemark sur douze mois glissants.

En septembre, les prix du lait bio étaient supérieurs à leur niveau de l'an dernier en Autriche (+6% /2020, prix réel à 478€ /t), en Suède (+10%, 464€ /t) et aux Pays-Bas (+7%). En Allemagne, le prix s'approchait des 500 €, atteignant des niveaux records (+6% /2020, prix réel à 499€/t).



Aux Pays-Bas, la demande de produits laitiers bio est dynamique. En Allemagne, malgré un ralentissement depuis ce printemps, la consommation de lait conditionné reste sensiblement supérieure à son niveau de 2019. Le lait liquide bio continue de gagner des parts de marchés. Il subit toutefois la concurrence de plus en plus féroce des jus végétaux qui cannibalisent une partie de la consommation de lait de vache, et qui se développent bien plus rapidement qu'en France (où ils restent marginaux).



Lait de vache » Collecte laitière »

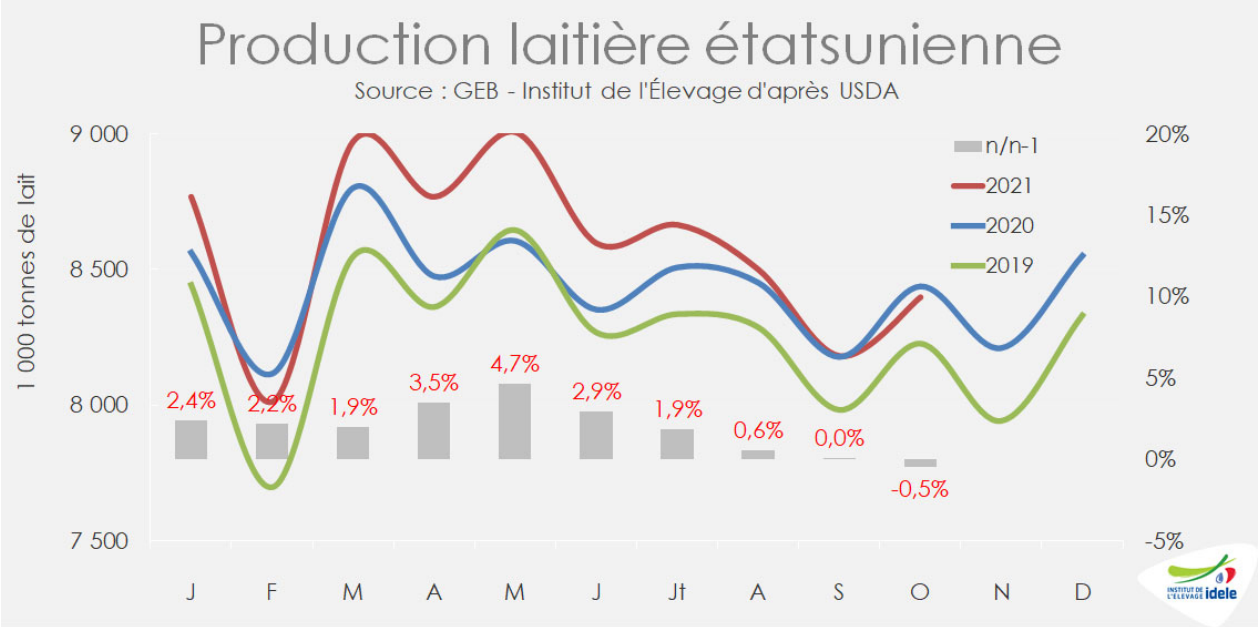
Monde : Baisse de la production dans les principaux bassins exportateurs.

Dernière révision le 14 décembre 2021

Le quatrième trimestre s'annonce avec un repli de la production de lait dans les principaux bassins exportateurs. Le mois de septembre avait déjà annoncé la couleur, les chiffres plongent maintenant dans le rouge pour le mois d'octobre. Les prix du lait s'accroissent certes dans le sillage des produits laitiers, mais les coûts de production augmentent encore plus vite. La priorité des éleveurs semble donc de limiter les coûts au détriment des volumes.

États-Unis : Chute de la production

En octobre, à la surprise générale, la collecte a reculé de -0,5% /2020, ce qui est un retournement par rapport à la conjoncture du printemps dernier. Le pays n'avait pas connu de baisse depuis le mois de mai 2020 où du lait a été jeté lors de la première vague de covid-19 et un repli de cette ampleur depuis mars 2019. Cette baisse est due à une réduction du cheptel national et des rendements inférieurs.



La forte hausse des coûts de production, qu'il s'agisse des prix de l'énergie ou de l'aliment, a poussé certains éleveurs à décapitaliser. En octobre, le cheptel national comptait 14 000 têtes de moins qu'en octobre 2020 et 107 000 de moins qu'en mai dernier. Quant aux rendements, ils ont baissé notamment en Californie, premier État producteur, ce qui a entrainé un recul de la collecte d'octobre de -1,3% /2020.

Du côté des Grands Lacs, la dynamique de production reste encore positive. Le pâturage est plus répandu et rend les exploitations moins sensibles à la hausse des coûts de production du moins dans un premier temps.

Océanie : le pic laitier reste décevant

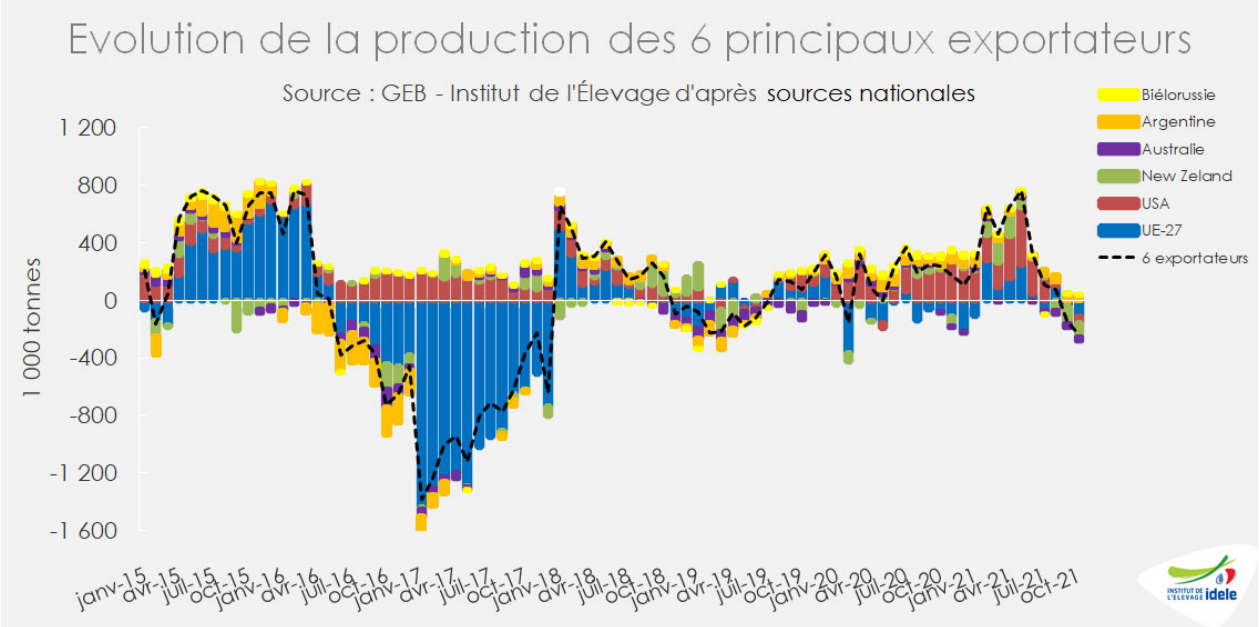
La météo pluvieuse de ces derniers mois est toujours pénalisante pour la production. Qu'il s'agisse de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande, à cette période de l'année, les vaches sont à l'herbe. Les troupeaux risquent donc de détruire les prairies lorsque celles-ci sont trop humides. Ainsi, la production a baissé au mois d'octobre de -2% /2020 en Australie, quatrième mois consécutif de baisse et de -3% en Nouvelle-Zélande pour la même période.

En Australie, la production durant cette année 2021 a également été pénalisée (-0,5% depuis janvier en cumul vs 2020) par un manque de main d'œuvre dû aux confinements et aux fermetures de frontières (covid-19). Celle-ci a notamment manqué dans certains bassins laitiers comme le Victoria, principal État producteur. Par ailleurs, les prix des fermes laitières sont élevés poussant certains éleveurs à prendre des retraites anticipées tandis que le prix élevé de la viande peut pousser certains à changer d'atelier.

Recul de la production des six principaux exportateurs

La collecte européenne sur le mois d'octobre est attendue en repli de -1% /2020 selon AMI, après une légère baisse en septembre de -0,7% /2020. Dans ce contexte, l'Argentine est le seul bassin parmi les 6 premiers exportateurs à connaitre une hausse de production.

Cette baisse généralisée devrait se poursuivre sur le quatrième trimestre et les opérateurs commencent déjà à s'interroger sur le prochain pic laitier de l'Hémisphère nord.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Toujours plus de fromages au détriment des ingrédients laitiers

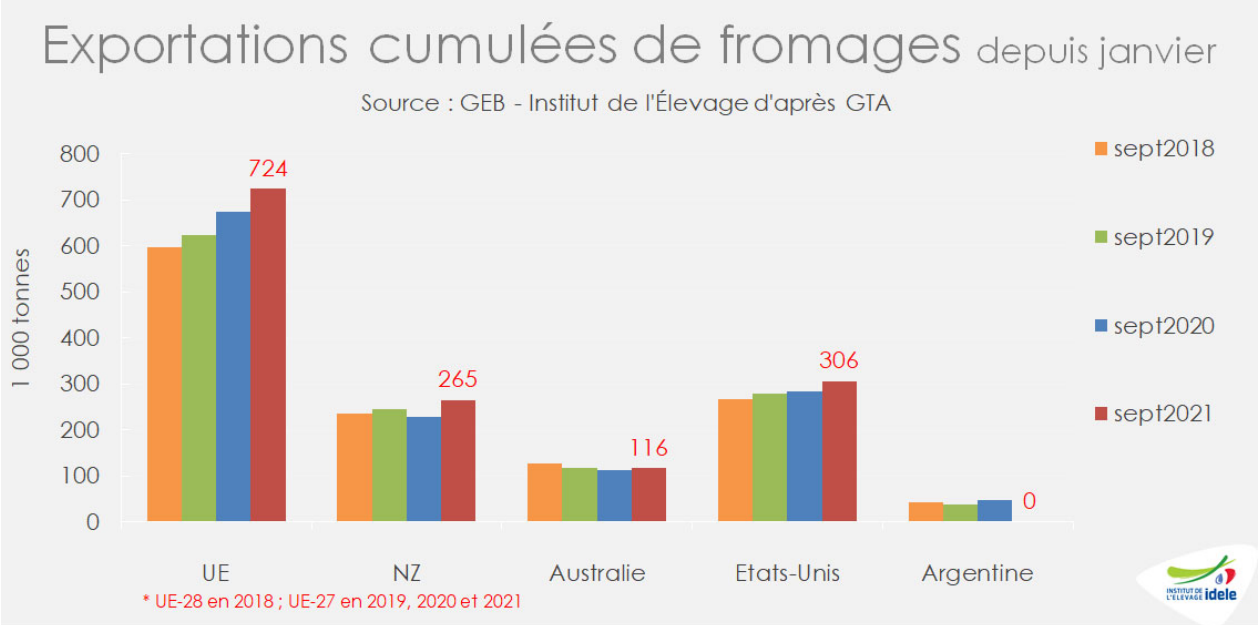
Dernière révision le 14 décembre 2021

Les tendances de fabrications sont bien en place pour cette année 2021 avec toujours plus de fromages à l'échelle mondiale. A l'inverse, les ingrédients laitiers que sont le beurre et la poudre de lait maigre voient leurs chiffres de fabrications baisser, ce qui est renforcé par la moindre collecte chez les principaux exportateurs.

Une demande mondiale en fromages toujours forte

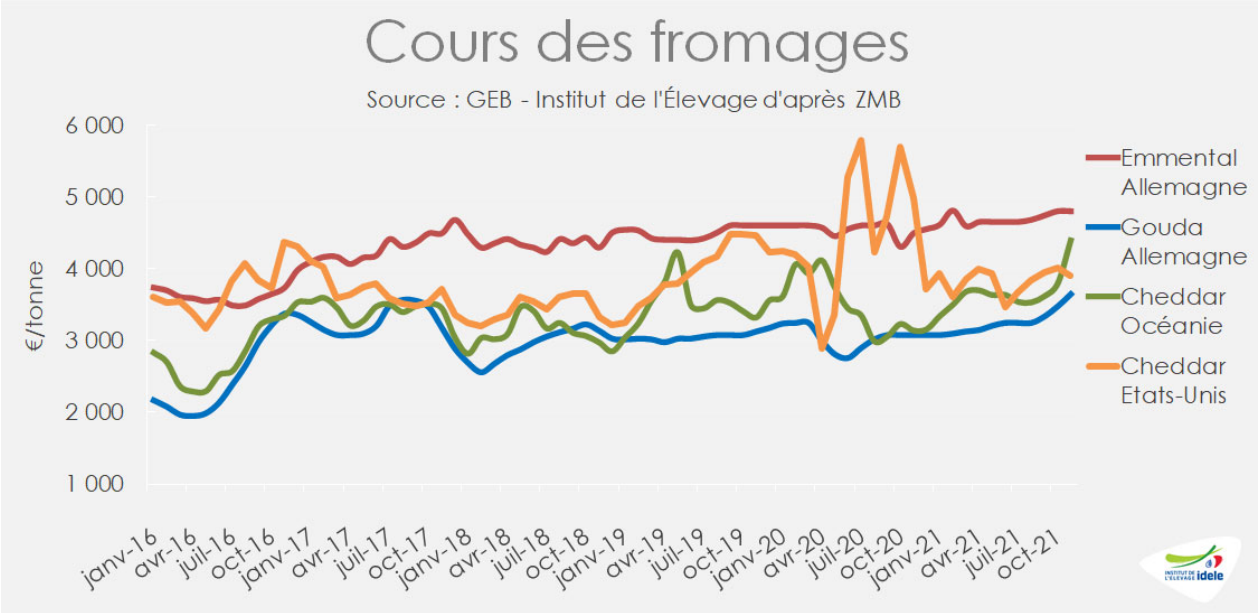
La demande mondiale de fromages continue d'augmenter. Selon l'USDA, les importations devraient s'accroître de 1,64 Mt cette année. Le meilleur exemple demeure la Chine, où les importations sur la période janvier-octobre sont en hausse de près de +40 % soit +40 000 t. Sur la même période, les importations japonaises sont globalement presque stables (en baisse de -2 000 t sur 241 000 t).

La dynamique chez les grands exportateurs est particulièrement visible comme le montre le graphique suivant sur la forte augmentation des échanges depuis le début de l'année.



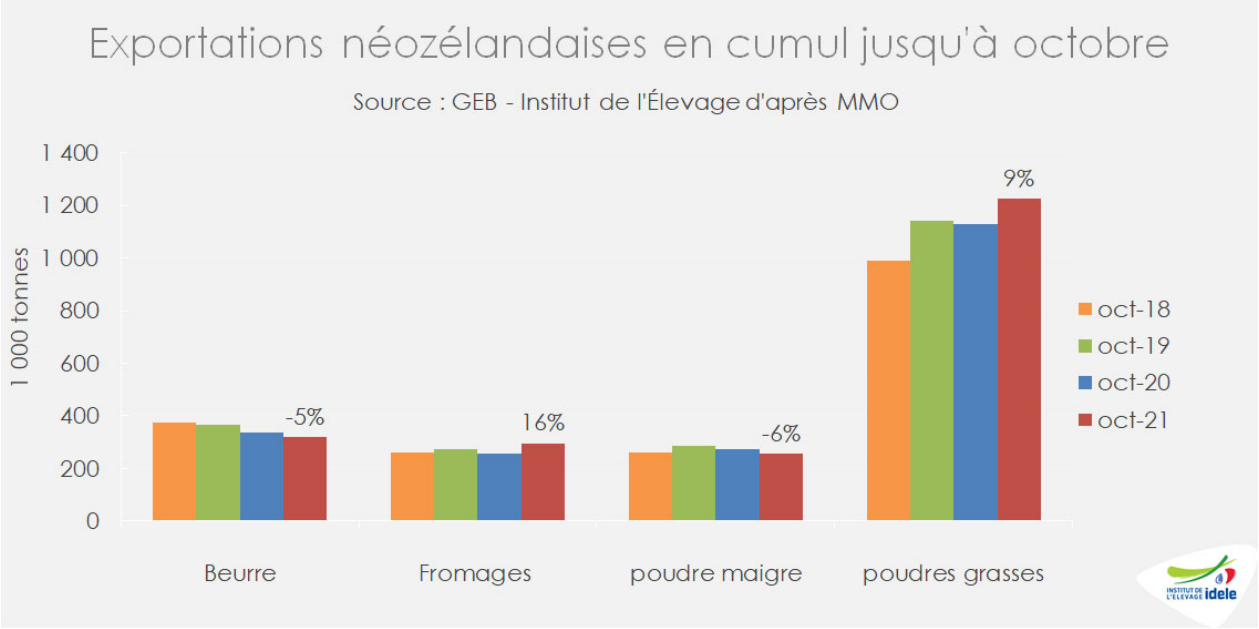
Dans ce contexte de bonne demande internationale, les prix mondiaux des fromages ne cessent de s'apprécier.

Seul, le cheddar US ne profite pas complètement de la conjoncture actuelle. Les stocks US de fromages atteignent des records pour un mois d'octobre et ceux du fromage naturel américain augmentent par rapport au mois de septembre, ce qui est du jamais vu pour cette période de l'année. Dans certains États, les stocks ont doublé par rapport à l'an dernier pénalisés sans doute par une moindre consommation intérieure et par les problèmes logistiques. Cette situation pèse donc sur les prix.



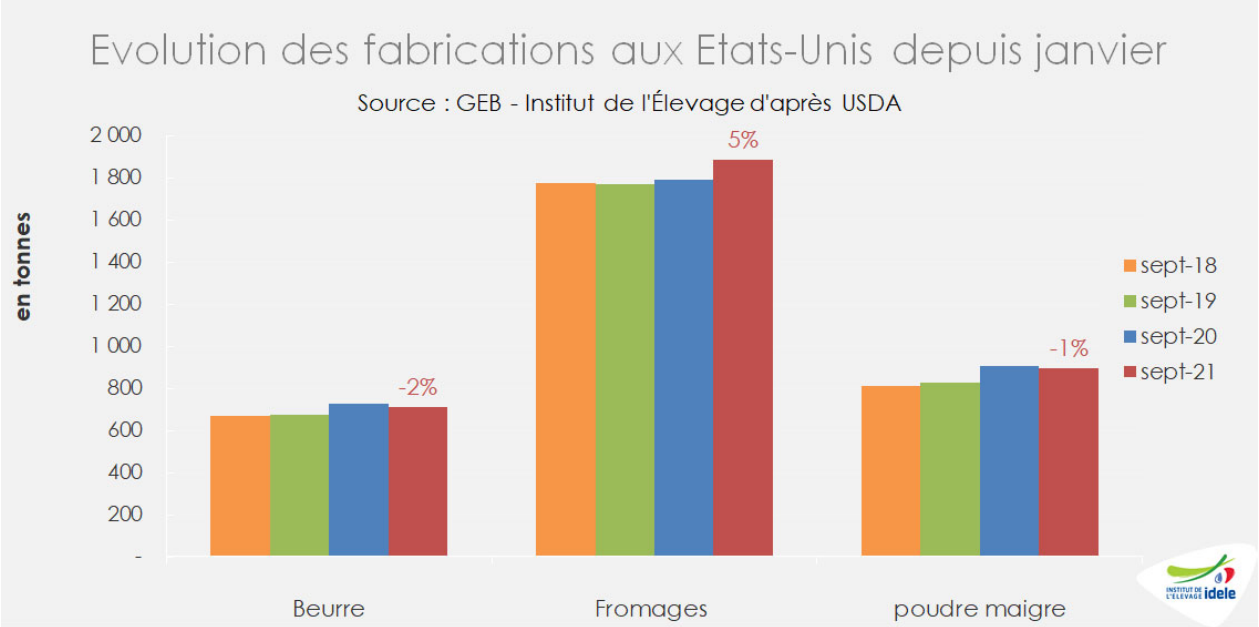
La dynamique fromagère entraîne un changement dans le mix produit.

En Nouvelle-Zélande, les chiffres de fabrication mensuelle ne sont pas publiés, mais la dynamique export renseigne néanmoins sur les choix stratégiques. En effet, les exportations de fromages ne sont pas les seules à augmenter, celles de crèmes et de poudre de lait entier sont également très dynamiques (respectivement, +16%, +22,5% et +9% d'une année sur l'autre sur la période janvier-octobre 2021). En conséquence, les volumes de lait disponibles pour la fabrication de beurre et de poudre sont plus faibles, ce qui se répercute sur les exportations (respectivement -5 et -6% sur la même période).



De même aux Etats-Unis, la production de fromages prend le pas sur celle de beurre et de poudre maigre. Par exemple en Californie, les fabrications de beurre n'ont augmenté que de 0,4% en octobre et celles de poudre maigre ont baissé de -2,7%, tandis que les volumes de fromages ont progressé de +2,7% par rapport à octobre 2020.

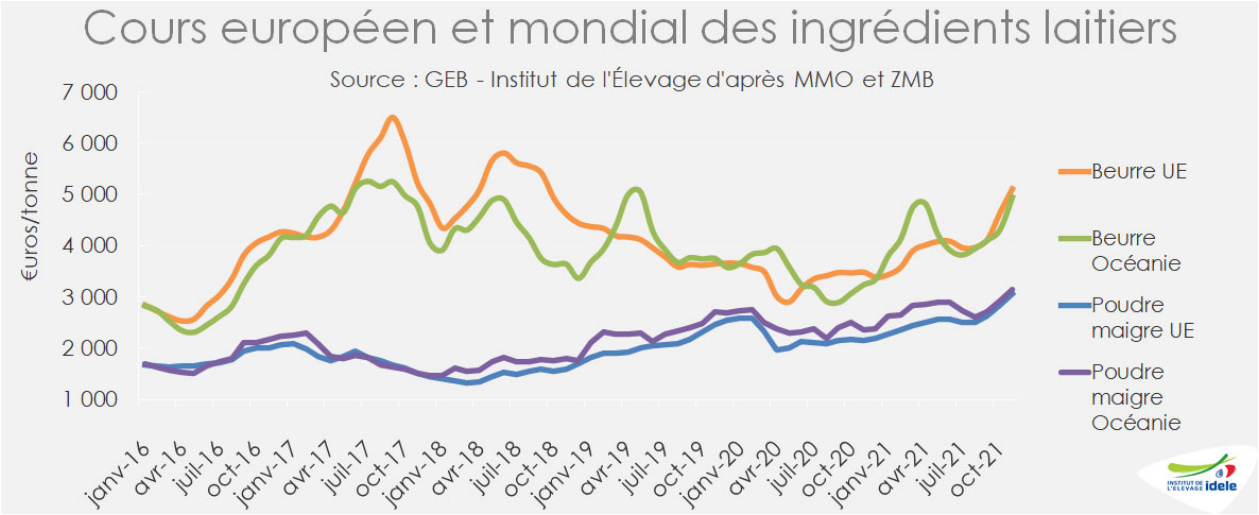
Comme la collecte diminue moins vite dans la région des Grands Lacs pour le moment, les fabrications de fromages, qui représentent la plus grande destination du lait, devraient y rester assez fortes.



A l'inverse, les ingrédients laitiers pâtissent de cette situation avec moins de lait dédié à leur production. La tension sur la poudre de lait écrémé et le beurre se ressent de plus en plus. Les prix du beurre et de la poudre de lait écrémé poursuivent leur ascension faute de disponibilités sur le marché mondial. Les cours de la poudre maigre, en Europe comme Océanie, sont encore loin des records de 2013-14, mais ils reviennent tout de même chercher des niveaux historiquement hauts.

Dans l'Union européenne, les fabrications de poudre de lait écrémé sont en baisse de près de -3% sur la période janvier-septembre vs 2020, soit -32 000 t tandis que les exports s'affichent en repli de -25 000 t sur la même période. Les échanges avec le Royaume-Uni baissent également de près de -40% conduisant à un repli des importations européennes de -7 000 t. Si la balance montre des disponibilités similaires à celles de l'an dernier, cela ne permet pas de répondre à une hausse de la demande vu les stocks déjà bas dans l'UE-27.

En beurre, les fabrications européennes ont reculé de -21 000 t (-1,3% /2020) toujours sur la période janvier-septembre, conduisant à une moindre présence à l'export (-46 000 t soit -19%), tandis que les importations sont globalement stables.



Les fêtes de fin d'année dopent la demande

Dernière révision le 14 décembre 2021

Les cours mondiaux augmentent vivement à l'approche des fêtes de fin d'année : la demande croît alors que l'approvisionnement peine à être au rendez-vous chez la plupart des grands exportateurs. L'Espagne fait figure d'exception avec une production et des envois de viande ovine particulièrement dynamiques cette année.

Les cours espagnols rejoignent les cours français, en tête du classement mondial.

Viande ovine » France »

Les cours augmentent à l'approche de Noël

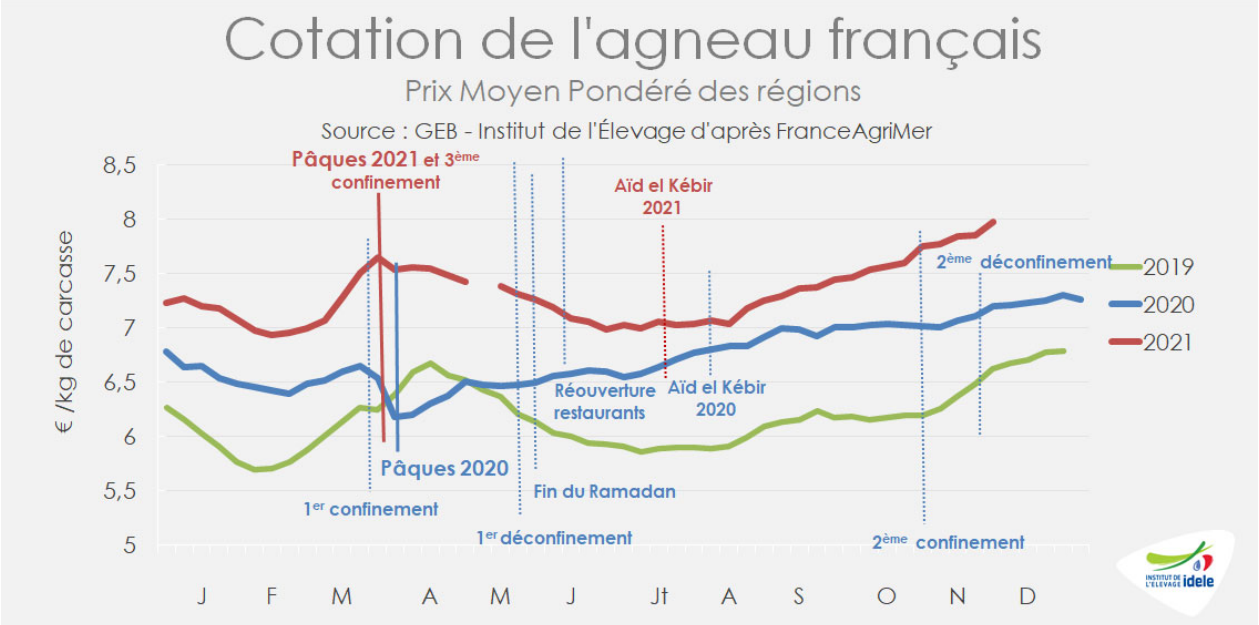
Dernière révision le 14 décembre 2021

Alors que la demande se redresse progressivement, l'offre reste modeste en France : les importations poursuivent leur tendance à la baisse tandis que la production française ne retrouve pas ses bons niveaux du 1er trimestre. La cotation de l'agneau français entrée abattoir atteint donc un niveau exceptionnel, à près de 8 €/kg de carcasse à quelques semaines de Noël.

La cotation française poursuit son escalade

A 7,97 €/kg en semaine 48 (se terminant le 5 décembre), la **cotation** française a poursuivi une hausse saisonnière très prononcée. Elle a surpassé de +0,77 € son niveau de 2020 et de +1,35 € celui de 2019. A l'approche des fêtes de fin d'année, les abattages s'atténuent tandis que la demande augmente, ce qui soutient les cours. Le recul des importations de viande ovine persiste et accentue d'autant le phénomène.

Les cours sont historiquement élevés, mais la flambée des prix des intrants continue d'impacter les coûts de production. En octobre 2021, l'IPAMPA ovin viande atteignait 117,3 points (+12,5 points /2020).



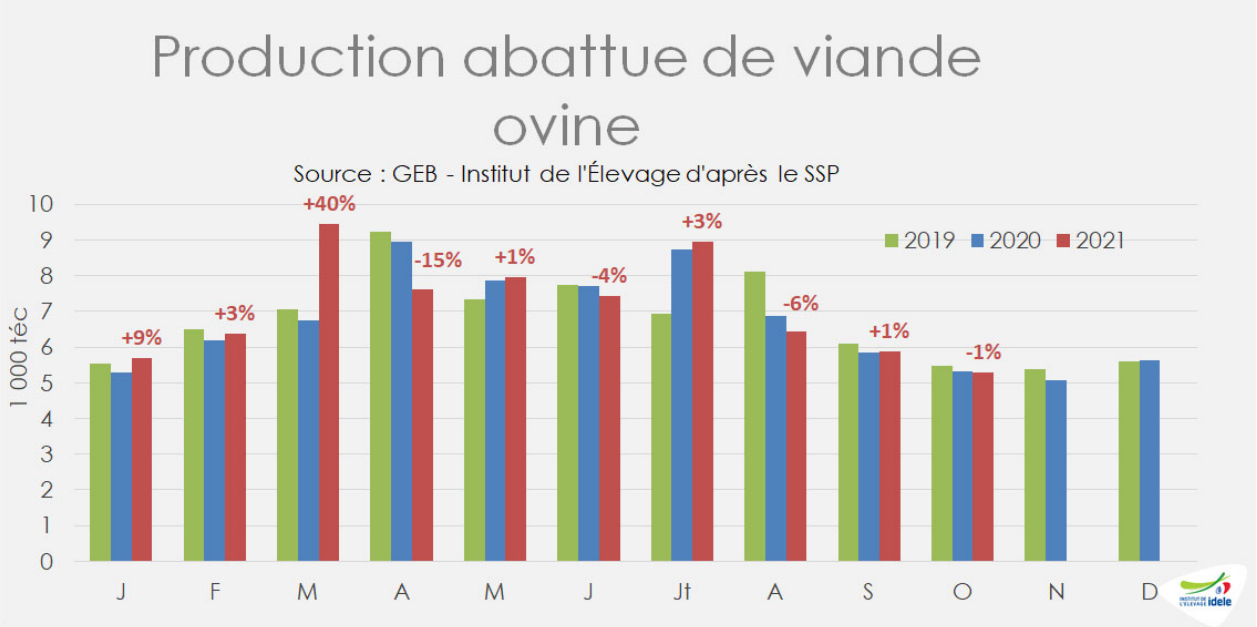
Fort recul des sorties des élevages français en octobre

En octobre 2021, la **production** abattue était de 5 300 téc, en baisse de -1% /2020.

Les effectifs d'agneaux abattus ont chuté de -3%, tandis que les réformes étaient dynamiques (+5%). Les carcasses des agneaux comme des réformes se sont légèrement alourdies (+1% / 2020), avec des poids moyens atteignant respectivement 18,6 et 27,4 kg au mois d'octobre.

Le dynamisme des **importations d'agneaux vivants**, multipliées par deux, a quasiment contrebalancé la forte baisse de sorties des élevages français (-9%/ oct.2020).

Sur les 10 premiers mois de 2021, les abattages d'ovins ont atteint 71 100 téc, en hausse de +2,3% /2020 et +1,6%/ 2019.

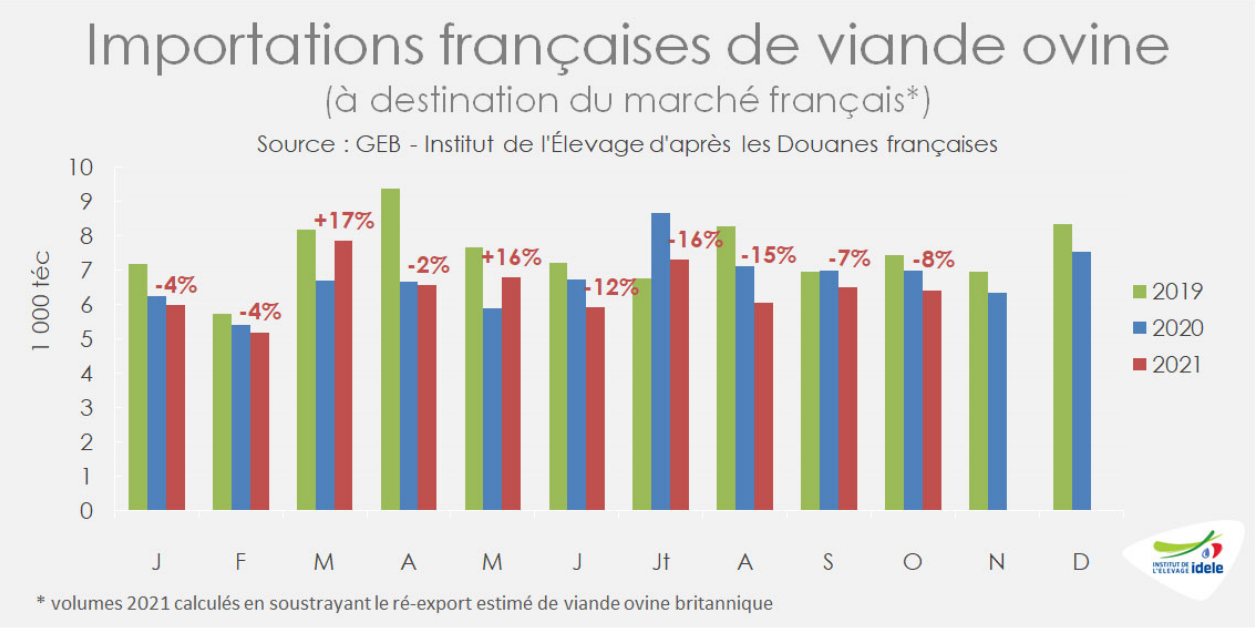


Les importations de viande ovine sont toujours basses

En octobre, les **importations** de viande ovine destinées au marché français ont poursuivi leur repli (- 8% /2020, à 6 400 téc). Quelle que soit leur provenance, les achats étaient en recul : -1% du Royaume-Uni, -3% d'Espagne, -12% d'Irlande et -25% de Nouvelle-Zélande.

Sur 10 mois, les importations de viande ovine sont toujours en retrait, de -4% /2020 et -14% /2019, à 64 600 téc.

Les faibles volumes de viande importée font grimper leur prix d'achat, ce qui amplifie le phénomène.



Sur 10 mois, la **consommation calculée par bilan**, estimée à 129 000 téc, accuse une légère baisse d'une année sur l'autre, de -2%, mais une chute de -7% /2019. Le niveau du disponible français en viande ovine, historiquement aussi faible, demeure donc préoccupant.

Viande ovine » UE et monde »

Disponibilités limitées et flux contraints

Dernière révision le 14 décembre 2021

Les disponibilités sont toujours faibles au sein de l'UE à 27, avec des abattages stables mais des importations en net recul de janvier à août. En Nouvelle-Zélande, les envois se rétablissent vers l'UE-27, malgré un prix du fret encore dissuasif : la demande s'envole à l'approche de Noël. Les pays membres et le Royaume-Uni sont de nouveau autorisés à exporter aux USA : une aubaine pour l'Irlande et son voisin britannique, tous deux prêts à assiéger ce marché florissant.

Royaume-Uni : le disponible reste à de bas niveaux

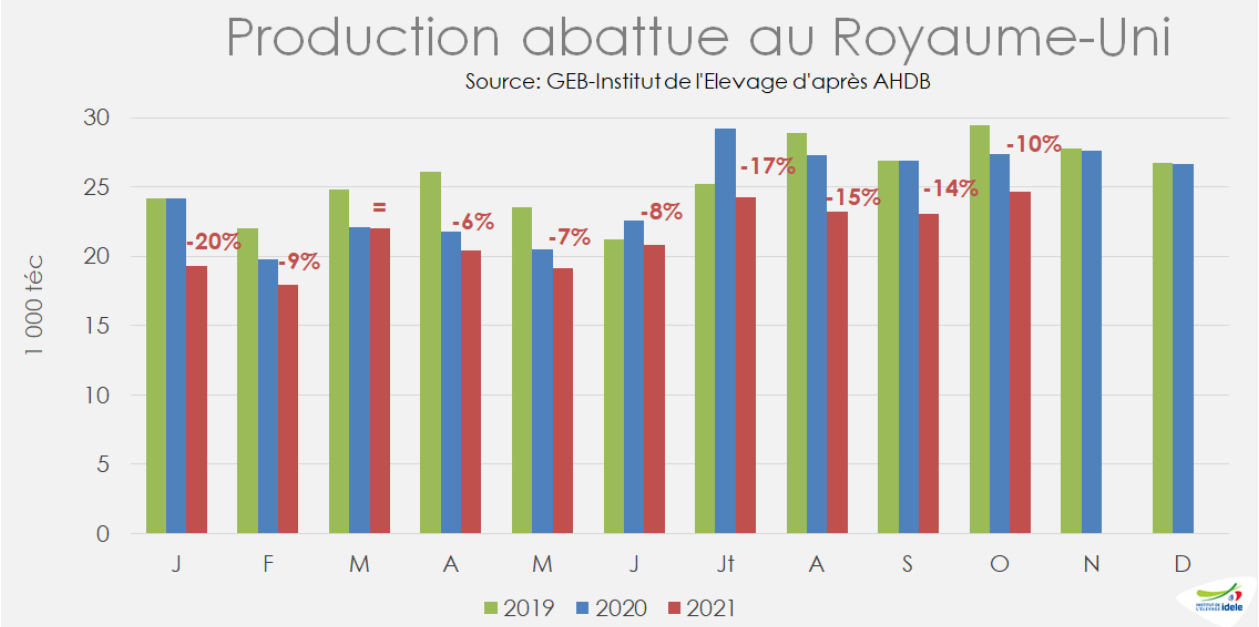
La **cotation** britannique s'est nettement redressée en novembre, atteignant 6,0 £/kg en semaine 47, soit+ 1,38 £ /2020 et +1,79 £ /2019. Bien que cette hausse des prix soit saisonnière, elle s'est fortement accentuée en novembre, conjointement à l'évolution du cours en France, 1er client du Royaume-Uni à l'export.

Le pic d'abattages du 2nd semestre est peu marqué cette année, du fait de sorties particulièrement basses, si bien que les effectifs abattus étaient toujours en repli au mois d'octobre (-10% / 2020, à 25 000 téc). Sur la même tendance que depuis le début d'année, les abattages d'agneaux ont régressé (-11%), tout comme ceux des réformes (-16%).

Sur 10 mois, les volumes **abattus** ont reculé de -11%. Les importations de viande ovine, elles aussi en baisse (-14% sur 9 mois, à 43 300 téc), n'ont pas permis de rétablir l'offre britannique. Le recul a été particulièrement marqué en provenance d'Irlande et de Nouvelle-Zélande, selon *HMRC*.

Face à une offre en berne mais des prix mondiaux très élevés, les **exportations** ont chuté de -24% en volume, à 50 300 téc, et de seulement -6% en valeur. Les plus fortes baisses ont été enregistrées vers l'Irlande (-5 000 téc), l'Allemagne (-2 900 téc) et l'Italie (-2 400 téc).

Début décembre, les autorités américaines ont supprimé l'interdiction des importations d'agneau en provenance du Royaume-Uni et d'autres pays où la tremblante avait été identifiée, qui avait été introduite il y a plus de 20 ans. *AHDB* estime qu'environ 7% des exportations britanniques pourraient éventuellement être destinées aux États-Unis dès 2022 : un marché très attractif axé sur des découpes de grande valeur.



Irlande : hausse des envois en valeur mais baisse en volume

La **cotation** de l'agneau irlandais a poursuivi sa hausse saisonnière en semaine 47, à des niveaux toujours très élevés : 7,15 €/kg, soit +1,65 €/kg /2020 et +2,10 € /2019 !

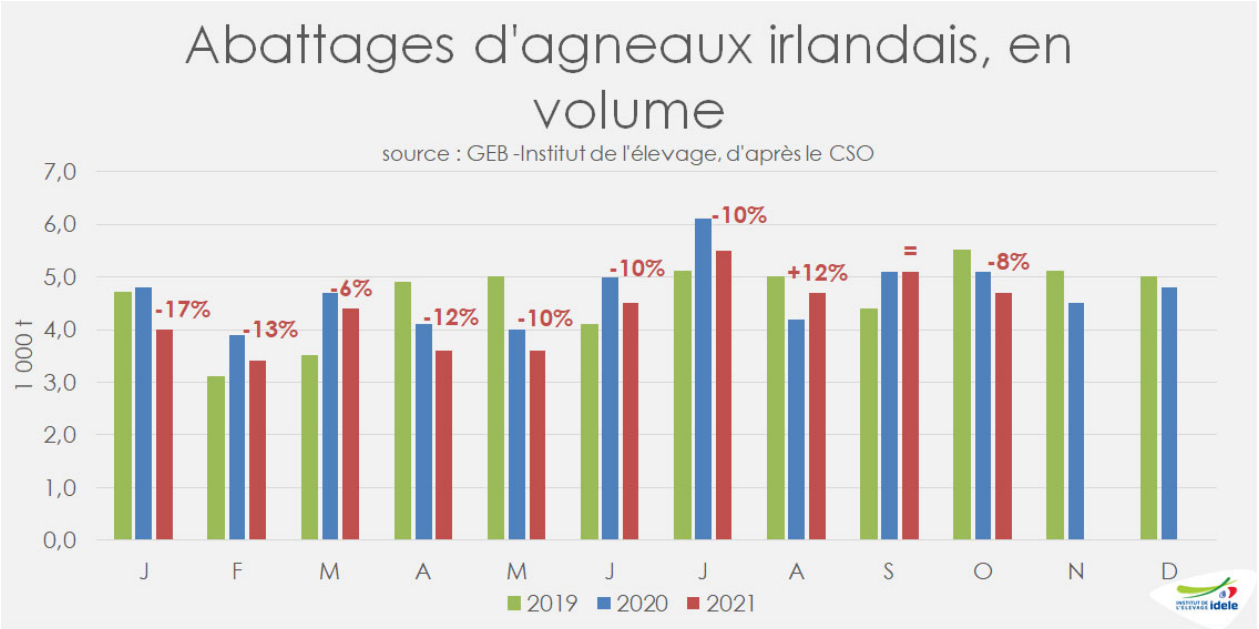
Celle-ci reflète la ferme demande des transformateurs à l'approche des fêtes de fin d'année, face à des approvisionnements modestes, pour le marché intérieur comme pour l'export.

La réduction de près de moitié de l'écart de prix entre l'agneau néozélandais et irlandais, de 84 à 37 cents entre octobre 2020 et 2021, a renforcé la compétitivité de l'irlandais sur le marché mondial.

Malgré cela, les faibles **disponibilités** contiennent les exportations. En octobre, la production d'agneau a baissé de -8% /2020, à 4 700 téc. Sur 10 mois, elle a reculé de -7%. Les abattages de réformes étaient quant à eux stables d'une année sur l'autre.

Les exportations sont logiquement contenues. Elles ont reculé en septembre, de -6% /2020, à 5 400 téc, dont -44% vers le Royaume-Uni et -1% vers la France. Sur 9 mois, elles se sont accrues de +5% en valeur, à 270 millions d'euros, alors même que les volumes exportés ont baissé (-14% /2020, à 39 700 téc).

Cette baisse des volumes est principalement due à des approvisionnements restreints en *Hoggets* en début d'année ainsi qu'à la baisse du nombre d'agneaux nord-irlandais importés (-12% /2020 et -6% comparé à 2019, à 187 000 agneaux). La 1ère semaine de décembre, on enregistrait le flux le plus bas depuis début juillet : l'approvisionnement y est aussi restreint et les transformateurs nord-irlandais préfèrent garder leurs agneaux pour abattre localement.

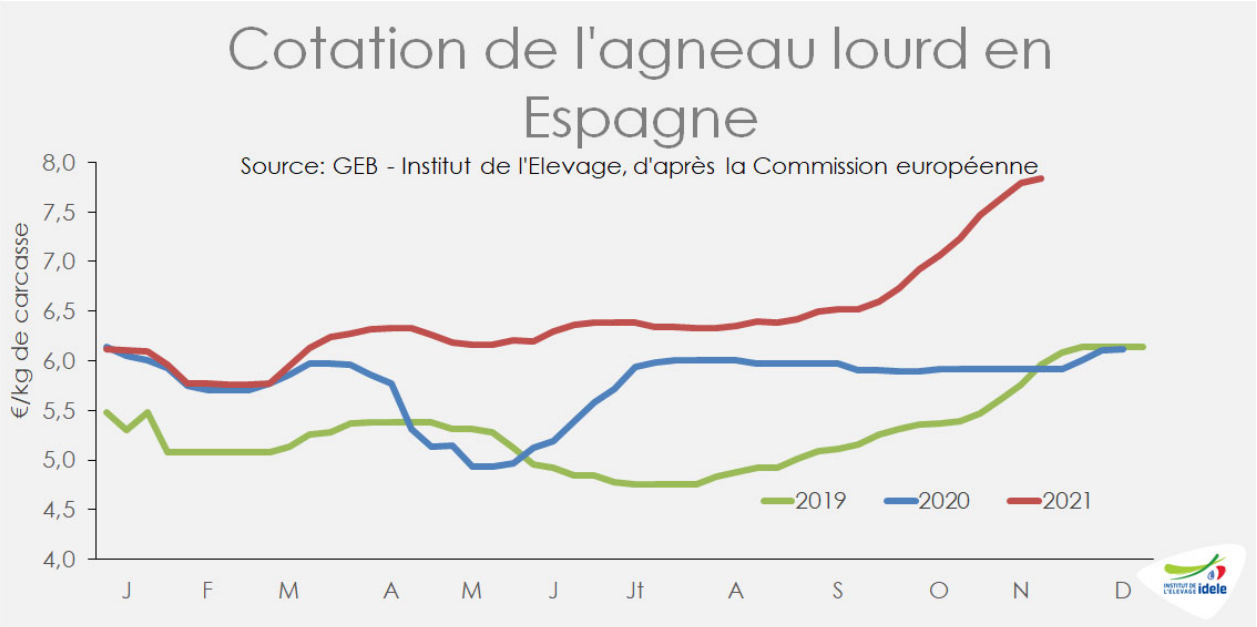


Espagne : flambée des prix de l'agneau

Poussée par une offre solide face à un marché mondial particulièrement tendu, la **cotation** espagnole ne cesse de croître. A 7,84 €/kg en semaine 47 elle a presque rejoint (à un centime près) la cotation française ! Soit un gain de +33% d'une année sur l'autre. Dans les boucheries espagnoles, le prix de l'agneau a bondi de +50% à 24 €/kg en moyenne.

L'offre a atteint son creux saisonnier, ce qui engendre mécaniquement une hausse des cours. Toutefois, cette année, les abattages sont plus élevés (+6% sur 9 mois /2020) et c'est la forte demande à l'export qui accentue cette traditionnelle montée des prix. La demande des Espagnols serait en effet similaire à celle des années précédentes, en agneau comme pour d'autres viandes.

En cumul sur 9 mois, les exportations de viande ovine ont bondi de +31% /2020 et 2019. Elles sont particulièrement dynamiques sur le marché français. A l'inverse, les envois d'ovins vifs espagnols ont reculé sur la même période, de -8% /2020.



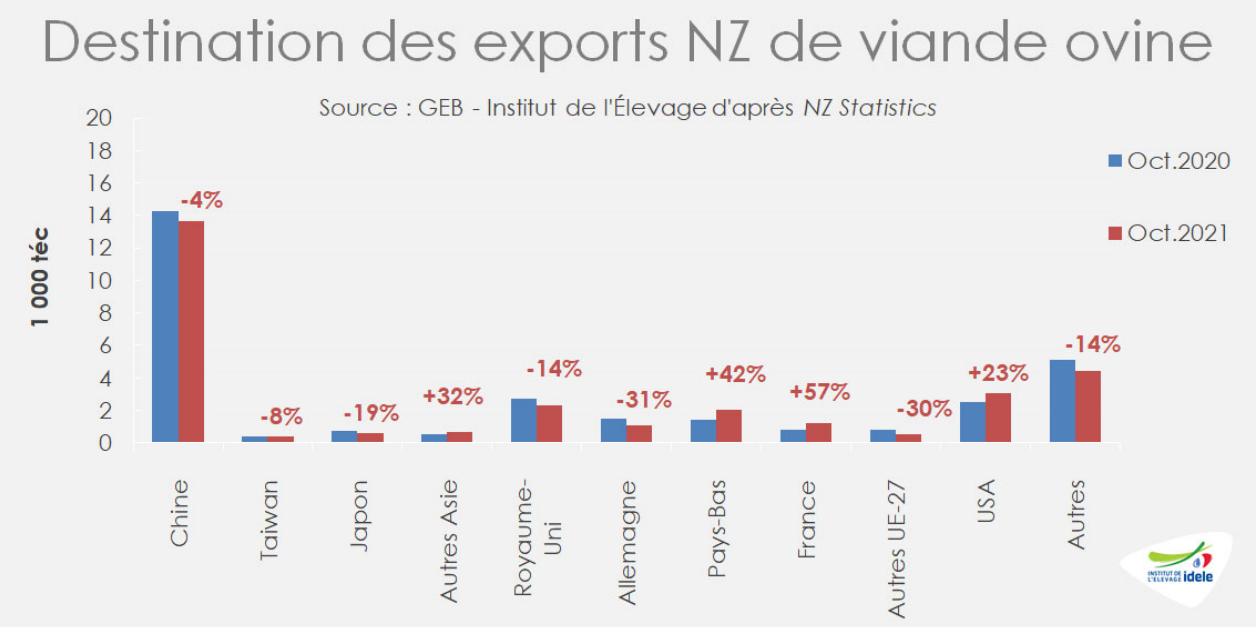
Nouvelle-Zélande : des envois en hausse vers l'UE-27 pour les fêtes de fin d'année

Le **prix** de l'agneau néozélandais ne cesse de croître depuis le début d'année et atteint des niveaux particulièrement élevés, à l'image des cours mondiaux. La semaine du 5 déc. 2020, il valait en effet 4,09 €/kg, contre 4,72€/kg la semaine du 4 déc. 2021.

En octobre, la production a reculé de -12% /2020, à 31 600 téc. Sur 10 mois, la baisse est moins importante, de -3% /2020, du fait de la réduction du nombre d'agneaux abattus (-5%), que la hausse des réformes (+2%) n'a que partiellement contrebalancée.

Face à cette offre réduite, les **exportations** de viande ovine ont baissé de -1%/ oct. 2020, dont -14% vers le Royaume-Uni, +57% vers la France (forte demande pour Noël), -4% vers la Chine et +23% vers les USA. Le coût du fret maritime limiterait toujours les envois, mais la demande est particulièrement forte sur le continent européen, à deux mois des fêtes de fin d'année. Sur 10 mois, les exportations de viande ovine (364 000 téc) égalent leur niveau de 2020.

Depuis le début d'année, la Chine diminue progressivement ses importations de protéines animales, ayant reconstitué son cheptel porcin. Toutefois, avec le récent embargo chinois sur le bœuf brésilien, un nouveau déficit protéique pourrait bien être apparu…plus d'1/3 des importations chinoises de bœuf étant brésiliennes.



L'approvisionnement en berne booste le prix du lait de chèvre

Dernière révision le 14 décembre 2021

Si la hausse de la collecte nationale de lait de chèvre au 3ème trimestre a permis de rattraper le retard accumulé depuis le début de l'année, l'approvisionnement des industriels français s'est tout de même contracté – sous l'effet de la chute des importations de produits de report caprins.

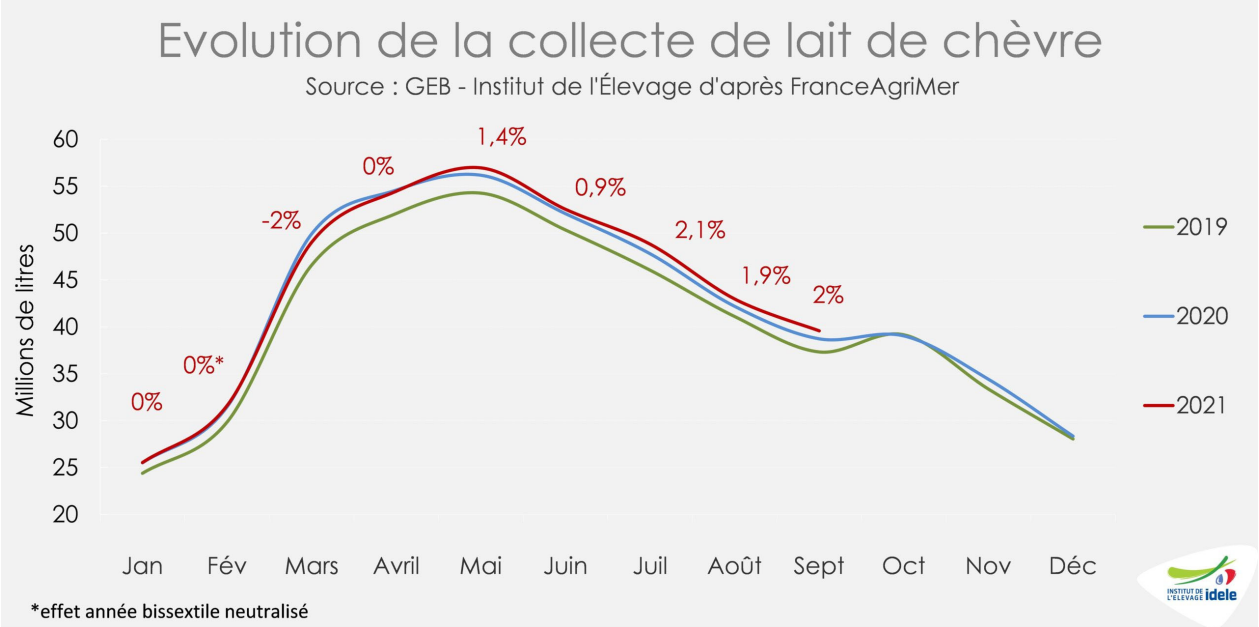
Cette légère tension du marché à été à l'avantage des livreurs. Ainsi, le prix de base a été revu à la hausse, ce qui, ajoutée à l'amélioration de la composition, s'est traduit par un prix moyen en nette progression au 3ème trimestre.

Sursaut de la collecte estivale et des fabrications

Dernière révision le 14 décembre 2021

La collecte nationale de lait de chèvre a progressé au 3ème trimestre, après un début d'année morose. Cette évolution a préservé les fabrications industrielles de fromages au lait de chèvre qui, malgré l'effondrement des importations, ont enregistré un sursaut en août et septembre.

La collecte estivale comble le retard accumulé au 1er semestre

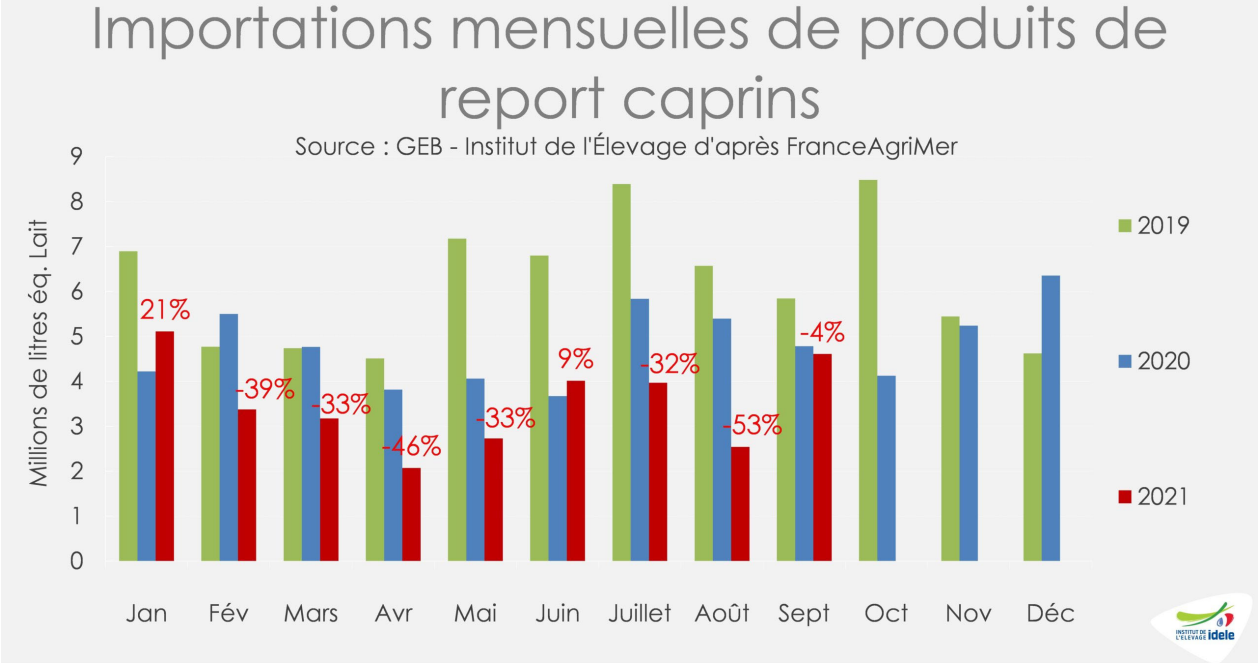


Avec un peu moins de 40 millions de litres livrés en septembre (+2% /2020), la collecte française poursuit sa baisse saisonnière, avant le rebond attendu en octobre. Au total, le cumul annuel s'établit à un peu plus de 401 millions de litres collectés, soit +1% par rapport au niveau atteint en 2020 (après neutralisation de l'effet année bissextile).

Après un démarrage laborieux au 1er trimestre (-1% /2020), imputable aux fourrages récoltés à l'automne de qualité médiocre et aux épisodes de froid intense qu'a connu la France pendant l'hiver (qui ont freiné les performances zootechniques des chèvres), la collecte s'est enfin redressée au printemps (+1% au 2ème trimestre) et continue sur cette belle lancée (+2% au 3ème trimestre). En effet, les températures clémentes de l'été, ainsi que l'incorporation des bons fourrages récoltés au printemps ont favorisé la production laitière.

La bonne maîtrise des lactations longues et le démarrage, plutôt encourageant, des lactations des troupeaux dessaisonnés devraient permettre de voir la collecte française progresser encore au dernier trimestre.

Les importations toujours réduites



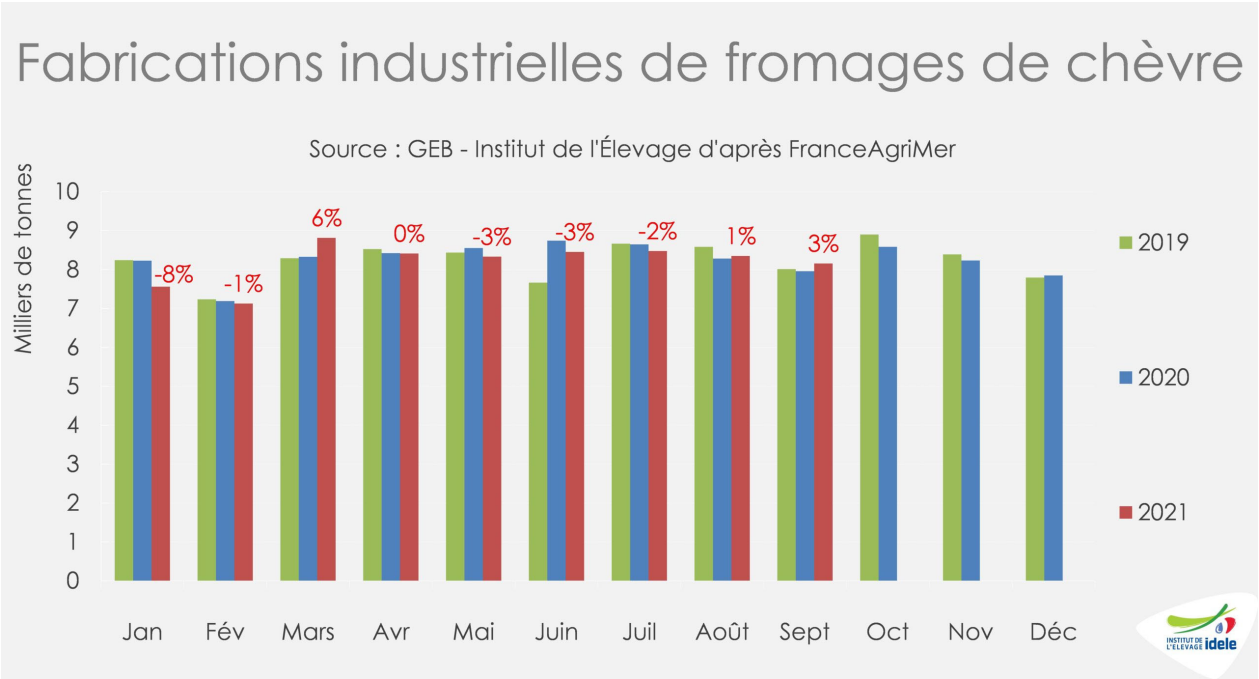
Avec 31,6 millions de litres, le volume cumulé des importations de produits de report caprins au 3ème trimestre accuse une chute de -25% d'une année sur l'autre (et -43% /2019).

En effet, alors qu'elles avaient bondi de +9% au mois de juin, les importations se sont à nouveau effondrées en juillet et août (-32% /2020 et -53% respectivement). Elles ont ensuite évolué moins défavorablement en septembre (-4%), avec 4,6 millions de litres importés.

Les importations de lait ne devraient pas remonter aux niveaux d'avant la crise sanitaire. Les transformateurs français privilégient désormais la ressource laitière française, considérant de plus en plus le lait importé comme une variable d'ajustement de l'approvisionnement.

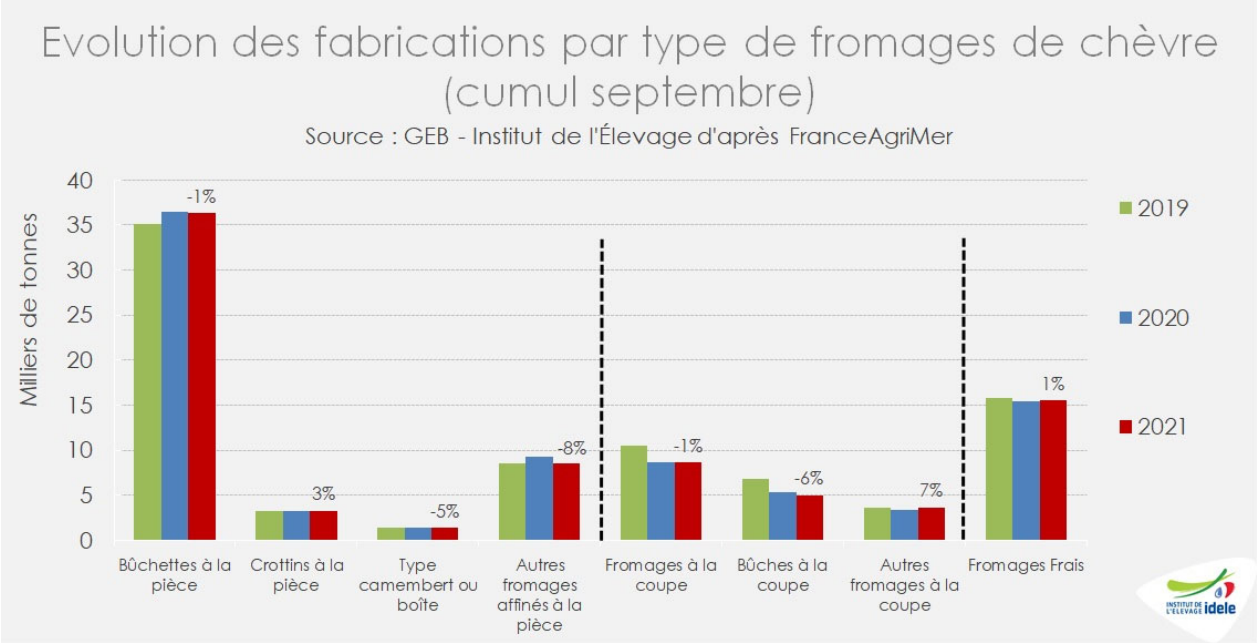
Avec un peu plus de 433 millions de litres cumulés depuis le début de l'année, l'approvisionnement total des transformateurs français (collecte et importations) a reculé de 7,4 millions de litres (soit -2% /2020).

Sursaut des fabrications fromagères au 3ème trimestre



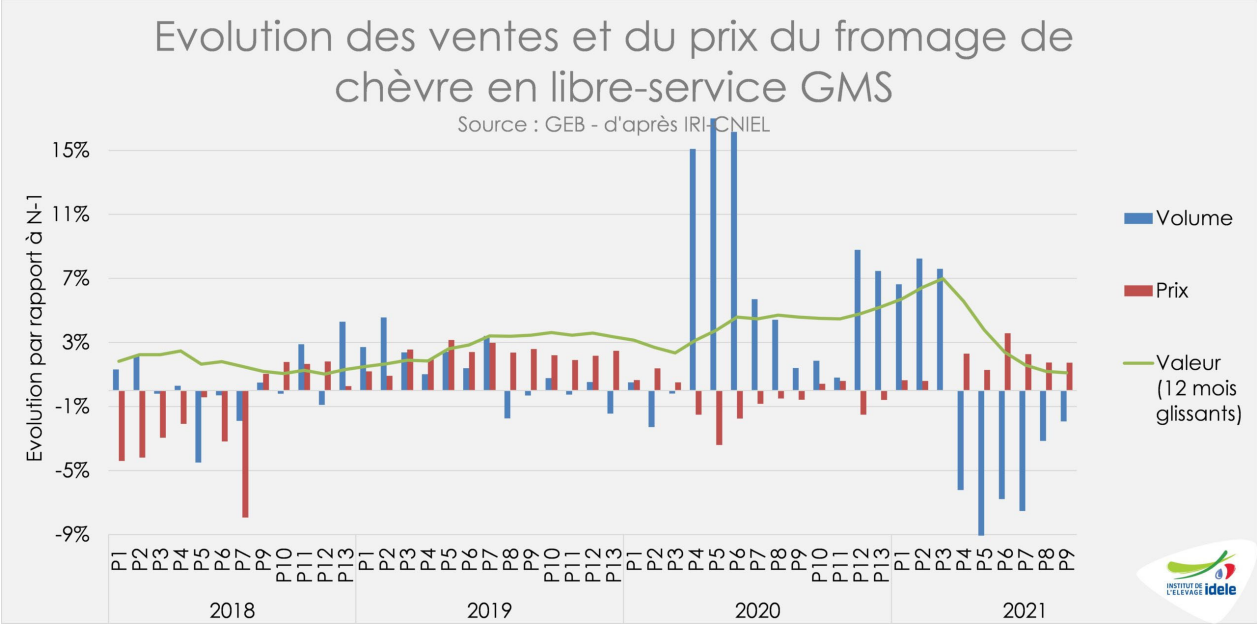
Le redressement de la collecte nationale, ajouté au sursaut des importations en septembre, a favorisé le rétablissement des fabrications industrielles de fromages au 3ème trimestre, portées à 25 000 t (+1% /2020). Sur l'année, les fabrications fromagères ont toutefois légèrement reculé de -1% /2020, à 76 600 t.

Cette évolution est principalement imputable à celle des bûchettes à la pièce (qui représentent la moitié des fabrications totales). A 36 300 t, leur production cumulée sur 9 mois a reculé de -1% /2020. Les fabrications de fromages à découper ont connu une évolution analogue (-1% /2020), à 8 600 t. Seuls les fromages frais ont vu leurs volumes produits augmenter (+1%), s'établissant à 15 500 t produites.



D'un autre côté, 10,6 millions de litres de lait de chèvre ont été embouteillés sur l'année, soit -4% d'une année sur l'autre. En effet, la demande pour ce type de produit semble être arrivée à maturité, impactée également par le phénomène plus large de déconsommation du lait conditionné. Seules les fabrications d'ultra-frais, yaourts et desserts lactés, ont progressé, avec un rythme de croissance de +6% /2020 sur l'année, s'établissant à 10 600 tonnes.

La demande des ménages se stabilise



Les ventes en libre-service des GMS, qui absorbent près de la moitié des fabrications totales de fromage de chèvre, ont reculé d'une année sur l'autre, en Cumul Annuel Mobile à P11 (fin octobre).

En effet, la réouverture de la RHD signe la fin du report de la consommation à domicile, phénomène enregistré pendant les épisodes de confinement de 2020 et 2021.

Cette stabilisation de la demande se fait dans un contexte de revalorisation du prix de vente des fromages de chèvre, de +2% d'une année sur l'autre, à 12,10 € /kg en moyenne pondérée.

D'autre part, les exportations continuent leur progression. Le cumul des exportations a progressé de +5% /2020, à 18 000 t sur 9 mois. Si elles sont toujours en deçà des volumes enregistrés en 2019 à pareille époque (-6%), elles pourraient rattraper le retard accumulé depuis le début de l'année dans les mois à venir.

Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

Le prix de lait de chèvre poursuit sa revalorisation

Dernière révision le 14 décembre 2021

Le prix moyen du lait de chèvre a connu une nouvelle progression au 3ème trimestre, sous l'effet de la hausse du prix de base et de l'amélioration de sa composition.

Prix de base en progression

Le prix de base du lait de chèvre (à la composition standard 35MG / 30MP en vigueur au 1er janvier 2015) s'est établi à 708 €/1 000 litres au 3ème trimestre 2021 en moyenne nationale ; une progression de près de 10 € d'une année sur l'autre, soit +1,5% /2020.

Au 3ème trimestre, le prix du lait de chèvre est le plus élevé dans le Sud-Ouest, à 718 €/1 000 litres, soit +1,8% /2020. Les bassins du Centre-Ouest et du Centre arrivent ensuite, avec des prix de base qui s'établissent à 710 € et 708 €/1 000 litres respectivement, soit +1,5% et +1,4% /2020.

Le bassin Sud-Est ferme la marche avec le prix de base le moins élevé, à 653 €/1 000 litres, mais enregistre la hausse relative la plus élevée (+1,7% /2020).

Amélioration de la composition du lait collecté

Dans le prolongement d'une tendance amorcée au 1er trimestre, la composition du lait de chèvre s'est encore nettement améliorée au 3ème trimestre.

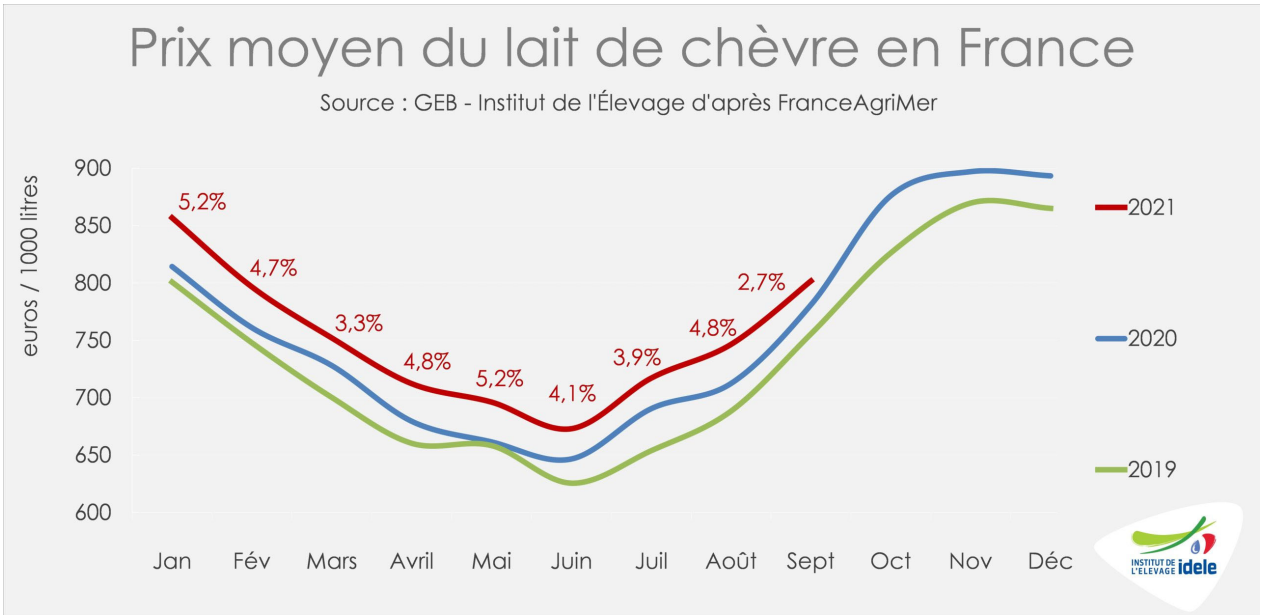
Le **taux butyreux** a faiblement progressé en juillet (+0,1 g/l), avant de bondir en août (+1,2 g/l) et de progresser moins rapidement en septembre (+0,2 g/l). Sur le trimestre, il se situe à 35,8 g/litre (moyenne nationale), soit +0,5 g /2020. Seul le bassin du Sud-Ouest a enregistré un effritement du TB de -0,1 g/ sous l'effet d'une forte dégradation en septembre.

Le **taux protéique** de la collecte nationale a progressé de +0,4 g /2020, à 33,4 g /litre sur le 3ème trimestre. Alors que les autres régions ont connu des améliorations, la dégradation enregistrée en septembre dans le Sud-Est a annulé les hausses de juillet et août, et la moyenne trimestrielle est stable dans ce bassin (à 33,2 g/l).

Progression plus rapide du prix du lait payé aux livreurs

Le prix moyen à la production du lait de chèvre a évolué plus rapidement que le prix de base, grâce à l'amélioration de sa composition. Ainsi, il a progressé de +25 € d'une année sur l'autre, soit +3,5% /2020, à 748 €/1 000 litres selon l'enquête prix du lait menée chaque trimestre par l'Institut de l'Élevage. Entre l'été 2019 et 2021, la hausse s'élève à +54 €/1 000 litres.

Au 3ème trimestre, le prix moyen plus élevé se trouve dans le bassin Centre (770 €/1 000 litres, soit +3,6% /2020), où la proportion de fromages sous AOP est la plus importante. Arrivent ensuite les régions Centre-Ouest (747 €/1 000 litres, soit +3,5% /2020), et Sud-Ouest (743 €/1 000 litres, soit +3,0% /2020). Là encore, c'est dans la région Sud-Est qu'on trouve le prix moyen le plus bas (706 €/1 000 litres, soit +4,1% /2020).

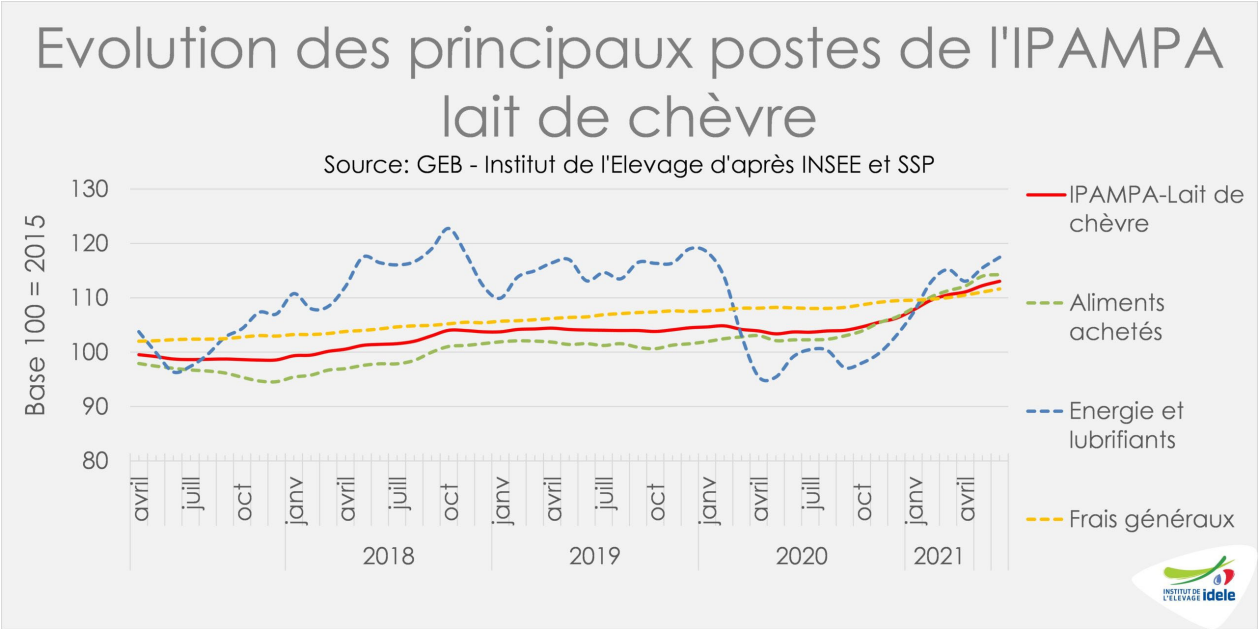


La hausse des prix des charge se poursuit

Simultanément, la hausse des prix des charges en élevage caprin, amorcée fin 2020, s'est poursuivie au 3ème trimestre.

A l'indice 114,8 au 3ème trimestre (base 100 = 2015), l'IPAMPA s'est en effet apprécié de +10,5% /2020, essentiellement impulsé par la flambée du prix de l'aliment acheté (+12,6% /2020), poste qui représente 60% des coûts de production indicés dans l'IPAMPA lait de chèvre.

A l'indice 115,5 en juin, l'indice moyen de l'IPAMPA glissant 12 mois s'est logiquement renchéri moins vite, de +6,1% d'une année sur l'autre, une hausse toutefois plus importante que celle du prix du lait de chèvre sur la même période (+3,5% /2020).



La Chine a-t-elle fait des stocks de produits laitiers en 2021 ?

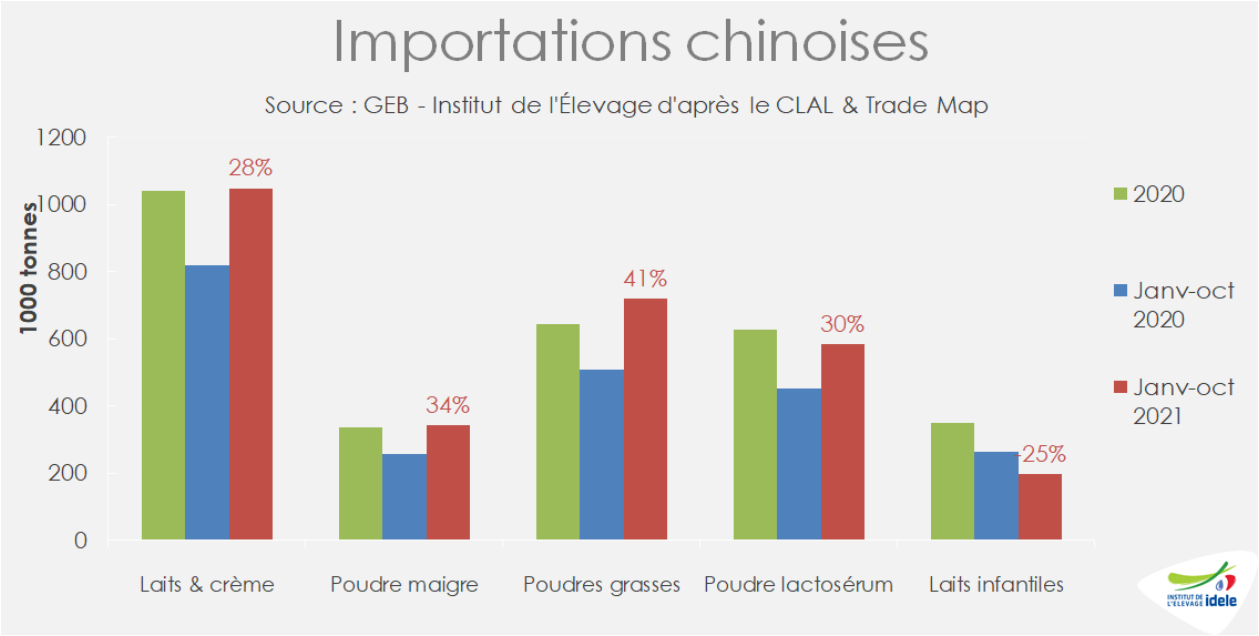
Dernière révision le 14 décembre 2021

Cela fait maintenant de nombreuses années que la tendance des prix des ingrédients laitiers est fortement corrélée aux achats chinois. En 2021, la Chine s'est montrée particulièrement présente sur les marchés internationaux, réduisant l'offre mondiale pour d'autres pays importateurs dans un contexte de contraction des volumes de collecte chez les exportateurs en cette fin d'année.

Les opérateurs de la filière se demandent quelle en est la pérennité pour l'année à venir. L'ombre de 2014 plane. A l'époque, l'optimisme régnait au vu de la croissance rapide des besoins de l'empire du Milieu. La brusque pause des achats chinois, combinée à l'arrêt des quotas laitiers en Europe en 2015, avait entrainé un fort déséquilibre entre l'offre et la demande mondiale et fait chuter les prix.

Forte hausse des importations de la Chine en 2021

L'empire du Milieu a surpris le marché en important massivement des produits laitiers cette année. La tendance vers plus de consommation de matières grasses se confirme avec des hausses assez conséquentes (+20 000 t de beurre soit +21% et +63 000 t de crème soit +40% sur janvier-octobre vs 2020). Même du côté des poudres, les importations sont importantes (+38% sur de la poudre grasse soit +208 000 tonnes et +95 000 de poudre maigre, soit +34% sur la même période). La Chine a ainsi asséché le marché mondial limitant les disponibilités pour les autres pays importateurs.



Au vu des difficultés logistiques à l'échelle mondiale, la Nouvelle-Zélande a su tirer parti de cette demande supplémentaire en passant des accords avec les transporteurs de containers internationaux. Toutefois, la dépendance de la Nouvelle-Zélande s'est, de fait, renforcée vis-à-vis du marché chinois. En 2020, il a capté 47% des exportations totales de poudre de lait entier, près de 60% sur les dix premiers mois de 2021. De même en beurre, la part de marché de la Chine dans les exportations totales est passée de 28% à 36% d'une année sur l'autre.

Cette hausse est-elle liée à une augmentation de consommation ?

Il est difficile de trouver la réponse quant à la part de ces importations qui a été consommée par rapport à celle qui a été stockée. Il est vrai que les tendances de consommation dans le pays demeurent globalement en hausse surtout en matière grasse. Le covid-19 n'a pas dû changer fondamentalement la tendance. Néanmoins, l'accélération de cette année a été particulièrement rapide. D'autre part, la fermeture de certains ports en Chine liée à des quarantaines pour cause de cas de covid-19 chez les dockers n'a pas permis à la logistique locale de toujours décharger aussi rapidement que souhaité. Une partie de ce stock pourrait donc être flottant au niveau des ports.

Les opérateurs de marchés demeurent donc prudents voire pessimistes quant à la poursuite des achats chinois alors qu'à cette période de l'année s'organisent les contrats pour les festivités de Nouvel An chinois.

Dans ce contexte, quelle conjoncture pour 2022 ?

Si de nombreux opérateurs craignent un *remake* de 2014, c'est-à-dire une chute brutale de la demande chinoise, la principale différence réside dans l'arrêt de la dynamique de production laitière. En effet, en 2015 la fin des quotas laitiers avait entrainé un fort rebond de la collecte européenne.

Outre la baisse de collecte chez les principaux pays producteurs européens, l'envolée des coûts de production n'incite pas les éleveurs à augmenter leur production. Une baisse des prix de l'énergie et des intrants parait peu probable à très court terme. Aussi, une moindre demande chinoise pourrait s'accompagner d'une baisse plus conséquente de la collecte chez les exportateurs.

Par ailleurs, la demande de l'Asie du Sud n'est pas non plus la même qu'en 2014. Celle-ci croît plus durablement avec moins d'à coup qu'en Chine et pourrait facilement s'intensifier dans les mois à venir si les cours mondiaux devenaient moins élevés.

Les marchés mondiaux des produits laitiers devraient demeurer fermes dans les prochains mois même en cas de moindres achats de la Chine, ce qui reste à confirmer. La principale force ou pouvoir de la Chine restant son imprévisibilité…